# Rapport annuel 2018

ICE Groupe Ingénierie, Conseil et Équipement Groupe





# **Sommaire**

1	Présentation du groupe		5	Comptes sociaux	
1.1.	Historique	3	5.1.	Comptes de résultat comparés	75
1.2.	Activités et organisation	4	5.2.	Bilans comparés	76
1.3.	Synthèse des résultats consolidés	26	5.3.	Tableau des flux de trésorerie	78
1.4.	Recherche et développement : l'âme du groupe*	28	5.4.	Notes annexes	79
1.5.	Facteurs de risque*	29	5.5.	Liste des filiales et participations au 31 décembre 2018	85
2	Gouvernement d'entreprise et capital	l	5.6.	Résultats financiers sur cinq ans	86
	social*		5.7.	Rapport général des commissaires aux comptes	87
2.2.	Rappel des principes de la gouvernance  Mandataires sociaux	38	6	Responsabilités sociales, sociétales, e environnementales de l'entreprise*	et
	Rapport du conseil de surveillance pour 2018	42	6.1.	Informations sociales	88
2.4.	Informations concernant l'actionnariat	44	6.2.	Informations sociétales	93
3	Chiffres clés et commentaires sur l'exercice 2018*		6.3.	Informations environnementales	94
3.1.	Situation et activité du groupe	46	7	Assemblée générale 2019	
3.2.	Rapport sur les comptes sociaux	51	7.1.	Ordre du jour*	96
3.3.	Faits marquants, évènements récents, perspectives	52	7.2.	Résolutions présentées par le directoire*	97
4	Comptes consolidés		7.3.	Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées	101
4.1.	Comptes de résultat consolidés comparés	54	7.4.	Rapports spéciaux des commissaires aux comptes sur	
4.2.	Bilans consolidés comparés	55	<ul><li>(1) l'autorisation d'attribution d'actions gratuites à émett</li><li>(2) l'augmentation de capital réservée aux adhérents</li></ul>		
4.3.	Tableaux de variations des capitaux propres consolidés	57	7.5 /	d'un plan d'épargne entreprise Affectation du résultat	102 103
4.4.	Tableaux des flux de trésorerie consolidés comparés	58	8	Annexes	
4.5.	Notes annexes	59			
4.6.	Liste des sociétés consolidées au			Ruban bleu 2018	104
	31 décembre 2018	72		Organigramme financier	105
4.7.	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	73	8.3.	Table de concordance du rapport de gestion	106

<sup>\*</sup> Ces informations font partie intégrante du rapport sur la situation de la société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé tels que prévus par les articles L225-100, al. 2 et L232-1, Il du code de commerce.

# 1. Présentation du groupe

# 1.1. Historique

1947 Pour le compte d'EDF, création de ICE par Paul BOULARD et un associé.

Fabrication de relais et protections de réseaux THT.

1987 Création de OTN, Organisation des Travaux Nucléaires.

1989 Création de MEDIANE SYSTEME par François BERTAULD et deux associés. ESN spécialisée dans l'informatique technique.

1991 Création de STILOG IST par François BERTHELOT et Christophe POIRMEUR. ESN spécialisée dans l'informatique technique puis également dans le logiciel.

2000 Reprise des activités de CEE et de trois de ses filiales étrangères.

MEDIANE SYSTEME (contrôle en 2005) et STIC rejoignent le groupe.

2007 Création de MEDIAL CONCEPT. COMPELMA rejoint le groupe.

2009 Création de MÉDIANE INGÉNIERIE.

2010 EC2E et ECI rejoignent le groupe.

2014 STILOG IST (avec *Visual Planning®*) rejoint le groupe.

**2015** Avril: ISIT rejoint le groupe. Premiers salariés à STILOG Inc. (USA). Scission ICE / ICE Groupe.

Octobre et novembre : OTN et m2es Technologies rejoignent le groupe.

**2017** Janvier : m2es Technologies et MEDIAL CONCEPT fusionnent et deviennent WaT « We are Technologies ». Octobre : APILOG rejoint le groupe.

2018 Démarrage de WaT Portage et Médiane Benelux.

# **ICE Groupe**

# Plus de 15 ans de croissance profitable

Avec près de 900 collaborateurs et un chiffre d'affaires de 103,4 M€, le groupe a :

- quadruplé de taille au cours des quinze dernières années,
- accueilli, par croissance externe, une quinzaine de sociétés aux métiers complémentaires,
- constitué, surtout par croissance interne, un socle à la solidité éprouvée.

Une offre en constante évolution, une politique dynamique de ressources humaines et une confédération originale et attractive d'entrepreneurs associés constituent les fondements du succès de ICE Groupe.

103,4 M€

Chiffre d'affaires 2018 (+9% moyenne 5 ans)

5,7 M€

Résultat net 2018 (+8% moyenne 5 ans)

7,7 M€

Résultat opérationnel 2018 (+3% moyenne 5 ans)

891

collaborateurs (moyenne 2018 avec MI)

# 1.2. Activités et organisation

#### 1.2.1. ICE Groupe S.A.

ICE Groupe est une société française dont le siège se trouve en France et qui exerce une fonction de holding et de coordination stratégique et industrielle du groupe, en France et dans le monde.

Les filiales développent l'activité du groupe dans leur pays ou zone d'implantation. À ce titre, elles produisent ou font produire, et commercialisent les produits et services qu'elles décident de vendre sur leur marché.

Le groupe possède la totalité du capital de la grande majorité de ses filiales.

#### 1.2.2. Organisation opérationnelle

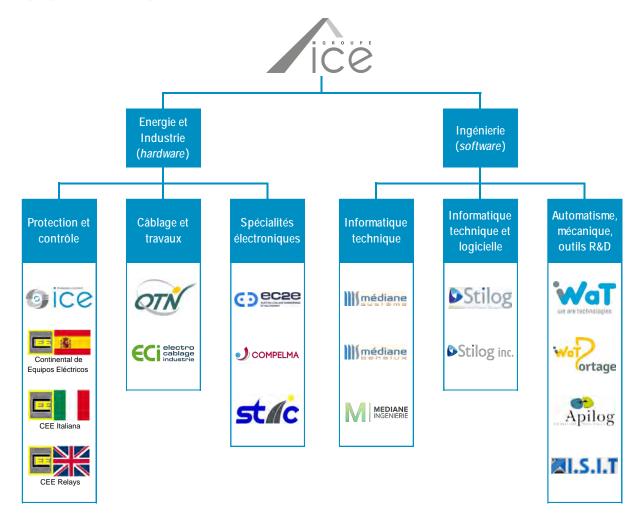
L'activité du groupe est répartie entre 2 grandes branches opérationnelles. Dans leurs marchés, chacune d'entre elles développe et valorise un ensemble d'activités propres auprès des clients, généralement des entreprises liées à l'investissement industriel.

• La branche Energie et Industrie fournit des équipements (hardware) et des services associés.

Elle construit son développement autour de trois grandes activités : dans le secteur de l'énergie, la protection et contrôlecommande des réseaux électriques THT (ICE et les 3 CEE) et le câblage et les travaux électriques (OTN et ECI), et des niches dans des spécialités électroniques (EC2E, Compelma et STIC).

• La branche *Ingénierie* (software) propose des prestations dans les métiers de l'informatique, des automatismes et de la mécanique. L'activité est largement composée de prestations de R&D externalisée dans l'informatique technique et le temps réel embarqué (Médiane Système et Stilog IST) auxquels s'ajoutent l'édition logicielle (Stilog IST et Stilog inc), les automatismes (WaT et Apilog), la mécanique (WaT) et la distribution d'outils matériels et logiciels en R&D (ISIT).

#### Organigramme simplifié du groupe



#### 1.2.3. Composition de la direction

#### Le Directoire

Sous le contrôle du Conseil de surveillance, le Directoire met en œuvre les orientations stratégiques et dirige l'ensemble des activités du groupe. Il est composé de 3 membres, Pierre Fustier, président, en charge de l'ensemble des sociétés du groupe, Didier Bantegnies étant plus particulièrement centré vers les activités harware et François Bertauld vers la branche ingénierie.

#### Les dirigeants des sociétés

Chaque société du groupe est sous la conduite d'un ou plusieurs dirigeants en charge des directions opérationnelles et fonctionnelles, responsable sur son périmètre et développant une expertise propre.

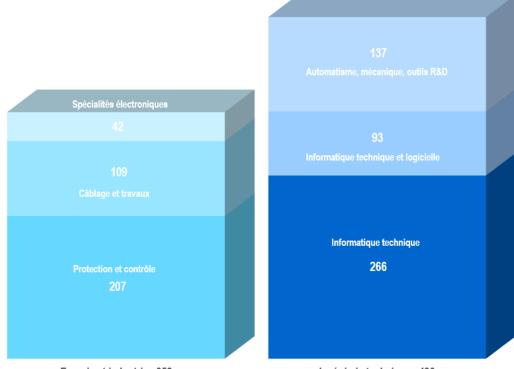
Outre leurs relations directes, ils se réunissent au moins 3 fois par an. Ces rencontres permettent notamment le partage d'informations et les décisions sur les sujets communs ou transverses.

Prénom/Nom	Fonction principale
Directoire	· · ·
Pierre Fustier	Président
Didier Bantegnies	Membre
François Bertauld	Membre
Dirigeants	
Jean-Pierre Allidières	Directeur comptable, ICE Groupe
Luca Bellotti	Directeur général, CEE Italiana
Farid Benatia	Responsable d'exploitation, Compelma
François Berthelot	Président, Stilog IST
Patrice Bibaut	Directeur d'exploitation, WaT
Olivier Chaland	Directeur général, WaT et président, WaT Portage
Frédéric Czaikowski	Directeur opérationnel et commercial, Médiane Système
Alain Debrie	Directeur PRS, ICE et directeur juridique, ICE Groupe
Robert Dickson	Director, CEE Relays
Jean-Yves Fustier	Secrétaire général, ICE Groupe
Bruce Hubert	Directeur général, OTN
Régis Hubert	Président, OTN
Daniel Huitorel	Directeur R&D, ICE
Marion Lamy	Responsable d'exploitation, EC2E
Thierry Le Gall	Directeur général, ISIT
Guy Le Marc	Directeur général, STIC
Yorick Léciagueçahar	Directeur commercial, ICE
Henry Magueur	Responsable d'exploitation, ECI
Florence Martineau	Présidente, EC2E et gérante, ECI
Didier Messin	Président, Apilog
Alberto Mosconi	Vice-président, CEE Italiana
Sébastien Moulinot	Directeur de production, ICE
Juan Nuñez Recuero	Directeur général, CEE España Continental de Equipos Eléctricos
Christophe Poirmeur	Directeur général, Stilog IST
Patrick Sommacal	Directeur général, Médiane Système

Réunion des dirigeants en 2018 (quelques absents), avec Jacques Boulard, président du Conseil de surveillance



## Répartition des effectifs par activités (hors holding)



Energie et industrie : 358 Ingénierie technique : 496 (Effectifs moyens 2018)

## Nos implantations



## **ICE Groupe**



Ingénierie, Conseil et Équipement Groupe est la société mère holding

Implanté en proche banlieue de Paris à Alfortville (94), ICE Groupe gère et assiste les sociétés du groupe dans leurs fonctions opérationnelles, notamment industrielles et commerciales. Elle assure également le secrétariat général, les fonctions comptables et financières ainsi que les conseils sociaux et juridiques.

#### Ses principaux dirigeants sont :

Pierre Fustier, président du directoire, Didier Bantegnies, membre du directoire (activités hardware), François Bertauld, membre du directoire (activités ingénierie). (voir détail dans §2.2. Mandataires sociaux), ainsi que :

Alain Debrie, directeur juridique groupe (voir également fonction dans ICE)

#### Jean-Pierre Allidières



ESC Rouen. Carrière commencée dans l'analyse de gestion en entreprise industrielle.

Entré à ICE en 1987 : contrôleur de gestion, puis directeur administratif et financier adjoint à compter de 2001.

Directeur comptable groupe depuis 2009.

#### Jean-Yves Fustier



ESSEC. Carrière amorcée dans la banque d'affaires et l'investissement dans les sociétés cotées. Entré à ICE Groupe en 2016.

Secrétaire général (participations et développement).

Plus d'informations sur http://www.icegroupe.com

# **Energie et industrie**



#### Activités de ICE



Industrielle de Contrôle et d'Équipement est une société spécialisée dans les produits et sys-

tèmes assurant la protection, les automatismes et le contrôle-commande des réseaux électriques.

ICE commercialise ces équipements pour les réseaux de production, transport, distribution, ferroviaire et industrie sous les margues ICE, CEE et Technirel.

Implantée en banlieue de Paris à Alfortville (94) et Brie Comte Robert (77), elle réalise la conception, la production, la commercialisation, l'assistance technique de ses produits et systèmes. La gamme de produits est composée principalement d'appareils électroniques et numériques (relais de protection, centrales de mesure, automates spécialisés ou encore appareillages de synchro-couplage) et relais électromécaniques. Les systèmes de contrôle-commande et supervision sont adaptés à la conduite de réseaux de transport ou de distribution, ainsi qu'à celle des installations industrielles complexes.

Tous les services associés sont assurés : formation, études de réseaux, études d'application, mise en service, expertise, maintien en conditions opérationnelles et après-vente.

#### Ses principaux dirigeants sont :

Pierre Fustier président (et président du directoire de ICE Groupe),

Didier Bantegnies, directeur général (et membre du directoire de ICE Groupe).

(voir détail dans §2.2. Mandataires sociaux), ainsi que :

#### **Alain Debrie**



Maîtrise de droit privé, droit social.

Entré à ICE en 1978, chef du personnel en 1979 puis directeur du personnel et des relations sociales à compter de 1985, membre du comité de direction.

Conseiller prud'homme depuis 2003. Président d'audience à partir de 2010.

#### **Daniel Huitorel**



Ingénieur ENSI Caen. Entré à ICE en 1991, chef de projet, responsable puis Directeur Recherche et Développement à compter de 2016. Membre du comité de direction.

#### Yorick Léciagueçahar



Ingénieur ESE. Carrière commencée chez Dassault Aviation, en association, puis à Converteam (GE). Entré à ICE en 2016, directeur division D Distribution (Enedis). Directeur commercial depuis janvier 2019.

Membre du comité de direction.

#### Sébastien Moulinot



Ingénieur. Carrière technique commencée dans l'automobile. Entré à ICE en 2006, responsable industrialisation puis de la gestion de production. Responsable production en 2013 puis **directeur de production** depuis juillet 2018. Membre du comité de direction.

Plus d'informations sur <a href="http://www.icelec.com">http://www.icelec.com</a>

# Activités de CEE España



CEE España (Continental de Equipos Eléctricos, SA) est une société assurant une présence commerciale et technique dans le même métier que ICE.

Implantée en banlieue de Madrid, la société vise la clientèle espagnole et celle des pays hispaniques (pays d'Amérique du Sud). Elle y assure la distribution des produits commercialisés par ICE, à laquelle s'ajoutent des activités de négoce, de services (études de sélectivité, courts-circuits, mises en services, etc.) et de formation.

Sa clientèle est particulièrement concentrée dans l'industrie (raffineries et gaz, ses principaux clients étant Repsol et Cepsa) et le ferroviaire.

# Elle est dirigée par **Juan Núñez Recuero**



Ingénieur technique industriel spécialité électricité, Université Polytechnique de Madrid. Entré à CEE España en 1986, ingénieur applications, puis directeur technique. **Directeur général** depuis 2001.

#### Jesus Garcia Castañeda



Ingénieur technique industriel spécialité électricité, Université Polytechnique de Madrid. Entré à CEE España en 1989, ingénieur commercial. Directeur commercial depuis 2008.

Plus d'informations sur http://www.relescee.es

#### Activités de CEE Italiana



CEE Italiana SRL est une société assurant une présence commerciale et technique dans le même métier que ICE.

Implantée en banlieue de Milan, la société vise la clientèle italienne. Elle y assure la distribution des produits commercialisés par ICE, à laquelle s'ajoutent des services (études de réseaux électriques, assistance sur site) et du négoce de produits associés (SKM, RS Isolsec).

Sa clientèle est particulièrement concentrée dans le pétrole et le gaz (ENI), la chimie et l'énergie.

## Elle est dirigée par Alberto Mosconi



Ecole Polytechnique de Milan, electrical engineering. Entré à CEE Italiana en 1986, ingénieur puis directeur technique. Directeur général entre 2005 et 2018. Vice-président depuis janvier 2019.

Luca Bellotti



Ecole Polytechnique de Milan, electrical engineering. Entré à CEE Italiana en 2010, ingénieur d'applications. Directeur général adjoint en mai 2018. **Directeur général** depuis janvier 2019.

Plus d'informations sur <a href="http://www.ceeitaliana.com">http://www.ceeitaliana.com</a>

# Activités de CEE Relays



CEE Relays Ltd est une société assurant une présence commerciale et technique dans le même métier que ICE.

Implantée en banlieue de Londres, la société vise la clientèle britannique, irlandaise et du Commonwealth. Elle y assure la distribution des produits commercialisés par ICE, à laquelle s'ajoutent des activités de négoce de produits associés et des prestations de services (ingénierie, assistance à application, tests et mises en service, formations).

Sa clientèle est particulièrement concentrée dans l'industrie pétrolière onshore et offshore (plateformes, raffineries).

#### Elle est dirigée par Robert Dickson



Bath University, BSc, Bath University, MEng. Electrical Engineer, London Electricity PLC (1995 – 1997). Application Engineer, CEE Relays Ltd. (1997 – 2015). Managing Director (2015 – present).

Plus d'informations sur http://www.ceerelays.co.uk

## Activités de OTN

Organisation des Travaux Nucléaires est une société spécialisée dans le câblage industriel et les travaux de maintenance industrielle, nucléaire et ferroviaire.

Créée en 1987 par Daniel Hubert, OTN est installée en Bourgogne sur deux sites de production, à Mâcon (siège) et au Creusot. Elle réalise après étude technique des kits de filerie, des faisceaux électriques et le câblage d'armoires complètes (câblage industriel), le maintien de systèmes électriques et électromécaniques installés sur bogies (câblage ferroviaire) et des travaux de maintenance nucléaire et d'installation industrielle sur site ( (maintenance).

OTN dispose pour cela d'infrastructures importantes avec des ateliers équipés de ponts roulants et matériels de levage, des équipements de cintrage de tube à commande numérique et soudure TIG (qualification EN15085), des automates de production de kits de filerie et des machines de coupe-dénudage de câbles.

Sa clientèle est concentrée sur de grands comptes leaders dans ces secteurs, tels Schneider Electric (industrie électrique), Alstom (ferroviaire) et Orano (ex AREVA, nucléaire).

## Elle est dirigée par **Régis Hubert**



Intègre OTN en 1993 et devient le directeur technique et responsable du pôle maintenance nucléaire et installations industrielles.

Président depuis 2010.

#### **Bruce Hubert**



Formation d'expertise comptable. Carrière amorcée dans le contrôle de gestion (France, USA) puis la gestion d'entreprises à l'international (Mexique, Argentine). Entré à OTN en 2010, il en devient le **directeur général**.

Plus d'informations sur <a href="http://www.otnsa.com">http://www.otnsa.com</a>

#### Activités de ECI

**Electro** filiale d'EC2E, intègre des solutions pour les armoires de distribution électrique. Son activité est celle d'atelier et bureau d'études de câblages électriques et de fabrication de tableaux électriques.

Prenant son origine en 1975, elle est implantée en banlieue parisienne, à Méry sur Oise (95). Ses ventes sont réparties auprès d'entreprises générales d'électricité.

# Elle est dirigée par Florence Martineau



Entrée à EC en 1999, responsable des relations humaines et comptable. Après le décès de son époux Didier Martineau en mars 2018, elle en devient la **gérante**.

Henry Magueur



Carrière dans les métiers d'intégrateur de matériel électrotechnique. Entré à ECI en 2015. Responsable d'exploitation.

Plus d'informations sur <a href="http://electrocablage-industrie.fr">http://electrocablage-industrie.fr</a>

#### Activités de EC2E

ELECTRO CABLAGE ENGINEERING est une société spécialisée dans la conception, la production, la commercialisation et la maintenance d'équipements électroniques de gestion des matériels de manutention.

Implantée en banlieue parisienne à L'Isle Adam (95), elle est le leader national dans le domaine du contrôle d'accès des matériels de manutention. Elle a étendu son activité aux ralentisseurs électroniques limitant automatiquement la vitesse de ces matériels (dans les zones à risques, avec passage de piétons, approche de quais, etc.) et à la gestion à distance, par la technologie GPRS, des parcs correspondants. Elle fournit également des centrales de paiement (lecteur de billets, monnayeur - rendeur) pour laverie automatique.

Ses produits, à constante et forte innovation technologique, sont intégrés dans les chariots élévateurs, chariots de pistes d'aéroports, engins de conduite ou machines-outils. Sa clientèle se génère donc souvent via la distribution auprès de divers constructeurs, tels Fenwick, STILL et BT France, mais également directement auprès des clients finaux (Air France).

# Elle est dirigée par Florence Martineau



Entrée en 1999, Directrice des relations humaines et comptable. Après le décès de son époux Didier Martineau en mars 2018, elle en devient la **présidente**.

**Marion Lamy** 



Audencia Entrée à EC2E en 2012, elle prend en charge le marketing. **Responsable d'exploitation** depuis avril 2018.

Plus d'informations sur http://www.ec2e.com

# Activités de Compelma



est une société assurant la conception, la production et la commercialisation de produits liés à la compatibilité électromagnétique, à la gestion thermique et aux interconnexions spécifiques.

Implantée en banlieue parisienne aux Ulis (91), cette société commercialise des produits permettant de lutter contre les perturbations CEM: produits de blindage — dont joints conducteurs souples en tissu métallisé de la marque EMIShield lui appartenant —, filtrages (entrées / sorties et sur cartes), dispositifs de mise à la masse. Elle a ensuite étendu ce concept à la gestion thermique, dissipation ou régulation (matelas souples thermo conducteurs, modules thermoélectriques) et complété son catalogue avec des produits d'interconnexions spécifiques (connecteurs spéciaux) et d'autres produits spéciaux (antennes Bluetooth, gel antivibratoire...).

La clientèle de COMPELMA est diversifiée : l'essentiel des ventes est réalisé auprès de grands comptes dans plusieurs secteurs d'activité : l'automobile (Magneti Marelli, Visteon), les télécoms (Nokia, Sagem), l'aéronautique (Zodiac, Safran), l'industrie (Schneider), le spatial, le militaire et le médical.

# Elle est dirigée par : Farid Benatia



Formation télécom Entré à Compelma en 2008, responsable logistique puis ingénieur technico commercial. Responsable d'exploitation depuis avril 2018.

Plus d'informations sur http://www.compelma.com

## Activités de STIC

# STAC SOCIETE TECHNIQUE D'INGENIERIE ET DE COOPERATION

est une société réalisant la conception, la production, la commercialisation et la maintenance d'équipements électriques de télécommunication.

Implantée en banlieue parisienne aux Ulis (91), elle est le leader national dans le domaine des techniques de communications HF et plus particulièrement dans la diffusion iso fréquence. Elle fournit les appareillages et les services nécessaires aux équipements d'émission des informations radio sur la fréquence FM 107,7 MHz.

Le 107,7 MHz est utilisé en France pour les informations radio autoroutières (trafic, bulletins d'alertes, météo, conseils, reportages touristiques et culturels...). La clientèle de STIC est donc particulièrement concentrée auprès des sociétés autoroutières, Cofiroute, Sanef, Aréa, Asf et Escota.

La forte accélération technologique de son secteur des télécommunications sur autoroute (radio numérique, autoroute intelligente, véhicules autonomes, etc.) s'accompagne de prestations d'assistance technique innovantes (par exemple au Centre d'Essai de Véhicules Autonomes de Montlhéry, l'installation d'émetteurs WIFI ITS-G5).

## Elle est dirigée par Guy Le Marc



Ecole d'Ingénieurs de Tours. M.Sc in MSE Hatfield Polytechnic. Entré à la STIC en 1991, il en devient le directeur technique puis le directeur général adjoint. **Directeur général** depuis 2002.

# Ingénierie technique



# Activités de Médiane Système



est une société d'ingénierie et de conseil en électronique et informatique technique (ESN).

Implantée en banlieue parisienne à Le Pecq (78), ainsi qu'à Lyon (69) et Grenoble (38), elle se spécialise dans la Recherche et Développement externalisée. Ses métiers sont fédérés autour de l'ingénierie de systèmes de hautes technologies : applications informatiques industrielles, temps réel, informatique embarquée, électronique numérique et analogique. Ses prestations se réalisent dans les locaux de Médiane Système (forfaits ou plateau) ou directement dans ceux des clients, par détachement de personnel (régie).

Médiane Système est présente dans plusieurs secteurs industriels; les principaux sont les équipements électriques et industriels, le ferroviaire, l'automobile, le médical, les télécoms, la défense et la télévision numérique.

Elle détient 39% du capital de sa participation Médiane Ingénierie.

#### Ses principaux dirigeants sont :

#### François Bertauld



ISEP. Ingénieur développement puis chef de projet dans une ESN. Fondateur de Médiane Système en 1989. Directeur général puis **Président-directeur général** (et membre du directoire de ICE Groupe).

#### **Patrick Sommacal**



ISEP. Carrière commencée à Alcatel CIT, puis Comptoir Lyon Alemand Louyot et dans la ESN Alten. Entré à Médiane Système en 1993 comme chef de projet puis consultant senior, il en devient directeur technique, puis directeur de la division Affaires en 2008. Administrateur depuis 2000. Directeur général depuis janvier 2010.

#### Frédéric Czaikowski



Ecole.militaire.Saint-Cyr.Coetquidan Entré à Médiane Système en 2013 comme directeur de la stratégie commerciale, il en devient le directeur commercial en 2016 puis le Directeur opérationnel & commercial depuis 2017.

Plus d'informations sur <a href="http://www.medianesysteme.com">http://www.medianesysteme.com</a>

Depuis 2018, elle a amplifié son développement et sa couverture géographique par une nouvelle filiale médiane installée à Bruxelles.

Plus d'informations sur https://www.medianebenelux.com

# Activités de Stilog IST



Stilog ist est une société de services en informatique scientifique et technique, également éditrice de logiciels.

Implantée en banlieue parisienne à Nanterre (92) et à La Ciotat (13), elle se spécialise dans l'édition logicielle et l'externalisation de la Recherche et Développement.

VISUAL PLANNING® est un outil de gestion de ressources et de planification opérationnelle. Sous la forme de Son progiciel tableau de bord, il permet de gérer les tâches et d'optimiser l'organisation des entreprises. Actuellement à sa 6ème version, il s'agit d'un logiciel paramétrable, collaboratif, sécurisé et simple d'utilisation vendu à des milliers d'exemplaires auprès d'organisations de toutes tailles et de tous secteurs, tels la construction, l'énergie, les services, l'industrie et les transports. STILOG IST réalise elle-même l'ensemble des prestations : l'édition, la commercialisation, l'analyse préalable à l'installation, les prestations de paramétrage et de formations puis l'assistance technique, l'hébergement et le cloud.

Dans son autre métier, la R&D externalisée, STILOG IST intervient dans l'ingénierie de systèmes de très hautes technologies : développement de logiciels de calcul, simulation de comportement mécanique, analyses multi-physiques, applications informatiques industrielles et maintenance applicative. Dans ce métier, STILOG IST est présente dans plusieurs secteurs industriels notamment l'aéronautique et la mécanique. Simultanément, elle développe une activité de TMA (Tierce Maintenance Applicative).

#### Ses principaux dirigeants sont :

#### François Berthelot



ENS, DEA et doctorat en géodynamique, ENSPM. Ingénieur développement puis chef de projet dans la société IPS Informatique Pétrolière Scientifique.

Fondateur de STILOG IST en 1991.

Président, expert senior et directeur technique.

#### Christophe Poirmeur



DEA et doctorat en physique théorique — option géophysique. Ingénieur recherche au BRGM Bureau de Recherche Géologiques et Minières, responsable ESN dans la société IPS Informatique Pétrolière Scientifique. Fondateur de STILOG IST en 1991.

Directeur général, responsable activités R&D, créateur et responsable de Visual Planning®.

Plus d'informations sur http://www.stilog.com et http://www.visual-planning.com

# Activités de Stilog inc.

Stilog inc., filiale américaine de Stilog IST, y assure l'implantation et le développement commercial du logiciel



Start up créée en 2012 à San Francisco (siège social), elle a installé en 2015 son second et aujourd'hui principal quartier général à Jersey City, près de New York. Outre la commercialisation de Visual Planning, son équipe américaine offre des services de consulting, formation et assistance techniques directement liés.

Logiciel de planification et de gestion des ressources, Visual Planning se présente comme une boîte à outils entièrement paramétrable par l'utilisateur. Il permet de gérer la planification de projets, chantiers, parcs et activités telles que le service-aprèsvente ainsi que la gestion de ressources (personnel, temps, équipements, machines, salles...). De surcroît, Visual Planning possède de nombreuses fonctionnalités permettant le contrôle des coûts, l'évaluation de la charge de travail ainsi que la création de rapports et graphiques.

Stilog Inc. is a leading IT services and software editor company based in Jersey City, also editor of Visual Planning, a powerful, collaborative and tailor-made resources scheduling solution.

Visual Planning has now gathered more than 5,000 customers around the world and a 100,000+ user community. A dedicated team of consultants helps on each implementation to ensure that the system's capabilities are used at their best. At the same time, our first-of-class customized development services are praised by major global firms in the most demanding industries, from aeronautics to energy.

#### Ses principaux dirigeants sont :

#### **Christophe Poirmeur**

CEO (et directeur général de Stilog IST)

#### Chloé Ronsin Le Mat



Master 2 commerce international, Paris-Sorbonne. Entrée en 2013 à Stilog IST comme business developper. Directrice développement International depuis 2017. COO.

#### **Aymeric Halvarsson**



Master International Business, Paris School of Business. Entré en 2013 à Stilog IST comme business developper. En 2015, il prend la responsabilité de l'agence Stilog inc. dans le New Jersey. **General Manager**.

Plus d'informations sur http://www.visual-planning.com/en/

#### Activités de WaT

une are technologies, née en 2017 de la fusion, à l'intérieur du groupe, de Médial Concept et m2es Technologies, est une société spécialisée en ingénierie et réalisations d'applications en automatisme et mécatronique.

Implantée sur cinq sites, près de Chambéry à Les Marches (73), à Grenoble (38), Paris (78), Lyon (69) et Clermont-Ferrand (63), son activité est centrée sur l'étude et le choix de produits d'instrumentations, les armoires d'automatisme, la supervision et l'informatique industrielle. Elle intervient également sur l'ensemble des métiers du cycle de développement mécanique et de la réalisation d'un produit industriel.

Les prestations prennent la forme d'études de faisabilité, d'écriture de cahiers des charges, de management de projet, de contrats de maintenance et de formation : une partie sous forme de forfait (projet clés en main), le reste en assistance technique (régie).

Ses clients sont des centres de R&D, des sites de production de l'industrie, des constructeurs de machines (services au forfait et mises en service), des infrastructures et se trouvent dans des secteurs similaires à ceux de Médiane Système, notamment les équipements électriques et industriels, le ferroviaire et l'automobile.

#### Elle est dirigée par

#### Olivier Chaland



POLYTECH Orléans. Carrière principalement exercée dans des sociétés de services et d'ingénierie à l'industrie, de la fonction commerciale à la direction d'agence. Fondateur de Médial Concept en 2007. Directeur général.

#### **Patrice Bibaut**



Maîtrise en électronique, électrotechnique et automatisme puis carrière d'ingénieur commercial. Entré à m2es Technologie en 2011, ingénieur technico-commercial puis chef d'agence. Directeur d'exploitation depuis 2018.

Plus d'informations sur <a href="http://www.wat.digital">http://www.wat.digital</a>

# Activités de WaT Portage

**ortage**, filiale de WaT, née en 2017, est une société de portage salarial dédiée à l'industrie, en particulier dans les métiers de l'ingénierie, de l'informatique technique, de l'électronique, des automatismes et de la mécanique.

Implantée près de Chambéry à Les Marches, elle bénéficie des quatre autres sites de WaT, à Lyon, Grenoble, Paris, et Clermont-Ferrand.

Avec des contrats simples d'utilisation et offrant de bonnes protections et garanties aux salariés portés, elle apporte de la souplesse. Statut reconnu, le portage salarial est en effet un contrat tripartite permettant de sécuriser la relation entre les salariés, la société qui porte et les clients.

Ses clients sont proches de ceux de WaT, tels des centres de R&D, des sites de production de l'industrie, des constructeurs de machines, des infrastructures et se trouvent dans les secteurs des équipements électriques et industriels, du ferroviaire et de l'automobile.

#### Elle est dirigée par

#### **Olivier Chaland**



POLYTECH Orléans. Carrière principalement exercée dans des sociétés de services et d'ingénierie à l'industrie, de la fonction commerciale à la direction d'agence.
Fondateur de Médial Concept en 2007 et de Wat Portage en 2017.

Président.

Plus d'informations sur <a href="http://www.wat-portage.fr">http://www.wat-portage.fr</a>

# Activités d'Apilog



Apilog est une société spécialisée dans les automatismes de commande.

Implantée à Chanteloup-les-Vignes (78), elle est en relation avec WaT, aux offres complémentaires.

Elle est spécialisée dans l'automatique industrielle. Son expertise dans la maîtrise des automatismes regroupe une variété d'applications industrielles pour la création d'installations automatisées, allant d'un simple îlot robotisé à des process complexes.

Elle réalise ainsi des études d'automatismes (automate programmable et supervision) avec montage et câblage sur site. Son savoirfaire réside dans la fabrication en atelier et sur chantier, les études électriques (fabrication d'armoires), les logiciels et systèmes, le développement des automates et terminaux opérateurs, la communication et les réseaux, et le développement de systèmes de supervision.

Ses clients sont principalement concentrés dans les secteurs de l'automobile, des aéroports, du ferroviaire et des cosmétiques.

#### Elle est dirigée par **Didier Messin**



Formation en électronique. Fondateur de Apilog en 1988. **Président.** 

Plus d'informations sur http://www.apilog.fr

## Activités de ISIT

**1.5.1.T** est une société spécialisée dans les applications liées aux systèmes embarqués.

Implantée à Toulouse, elle est en relation avec Médiane Système et Médiane Ingénierie, aux offres complémentaires.

ISIT est spécialisée dans la commercialisation d'outils matériels et logiciels utilisés dans les bureaux d'études et de développement. Elle possède des contrats de revente et représente des marques dont certaines font l'objet d'une exclusivité de distribution en France.

Le catalogue de produits est important et varié et touche aux domaines suivants : temps réel embarqué, génie logiciel et test & validation, informatique industrielle et réseaux de terrain, programmation et test de cartes.

En plus des produits, ISIT propose des prestations d'accompagnement périphériques aux développements : expertise sur les produits, formation, aide à la mise en place, test et validation.

Particulièrement diversifiés, les clients d'ISIT ont comme point commun de posséder une cellule de développement dans les domaines électronique et/ou informatique industrielle.

#### Elle est dirigée par

#### Thierry Le Gall

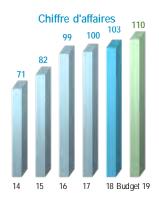


Ingénieur ESIEA. Carrière commerciale amorcée dans l'informatique temps réel embarquée chez des distributeurs spécialisés puis des éditeurs de logiciels, en France et Amérique du Nord. Entré à ISIT en 2016.

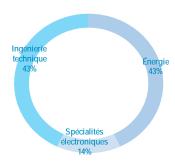
Directeur général.

Plus d'informations sur http://www.isit.fr

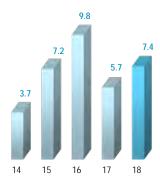
# 1.3. Synthèse des résultats consolidés



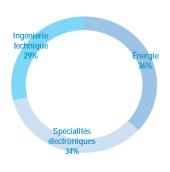
Chiffre d'affaires 2018 par secteur



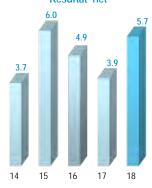
Résultat opérationnel



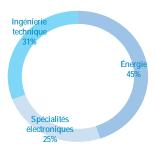
Résultat opérationnel 2018 par secteur



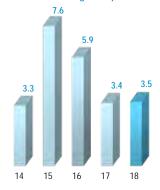
Résultat net



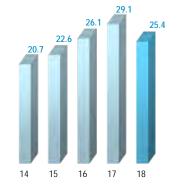
Résultat net 2018 par secteur



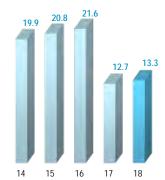
Flux de trésorerie généré par l'activité



Trésorerie moins concours bancaires



Trésorerie nette dettes financières\*

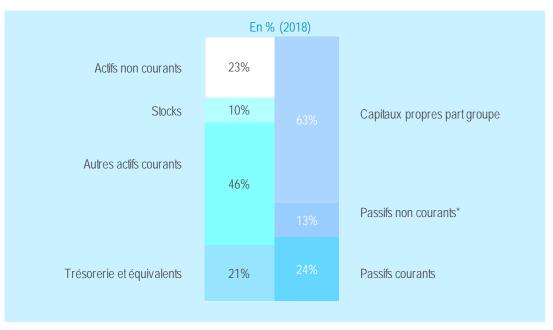


\* et des compléments de prix à verser sur acquisition de filiales

Données exprimées en millions d'euro

# Bilan simplifié consolidé

En milliers d'euro							
ACTIF	2018	2017	PASSIF	2018	2017		
Actifs non courants Stocks	28 669 12 041	28 574 10 575	Capitaux propres part groupe Passifs non courants*	77 906 15 873	73 574 19 940		
Autres actifs courants	57 322	54 057	Passifs courants	30 097	28 899		
Trésorerie et équivalents Total	25 844 123 876	29 207 <b>122 414</b>		123 876	122 414		



<sup>\*</sup> dont intérêts minoritaires et autres fonds propres

# 1.4. Recherche et développement : l'âme du groupe

#### 1.4.1. La recherche dans les gênes du groupe

L'activité de *protection et contrôle* (partie de la branche *énergie*), qui est à l'origine du groupe, a pour ADN essentiel l'excellence technique et la qualité des produits.

L'élargissement progressif du groupe vers d'autres activités a été orienté de façon privilégiée vers des métiers proches à haut niveau d'expertise technique, et notamment l'ingénierie technique informatique. Le groupe est fortement marqué par une culture d'ingénieur accordant une importance primordiale à la Recherche et Développement.

# 1.4.2. Deux natures de Recherche et Développement

L'activité du groupe recouvre deux natures différentes de recherche et développement :

• Celle affectée aux produits de série du groupe : la protection et contrôle en absorbe naturellement une partie majeure, en forte augmentation depuis trois ans. Dans les autres activités, l'investissement R&D en a représenté une part moindre du chiffre d'affaires.

Frais (en % / CA)	2018	2017
Produits de série protection et contrôle	22.6%	21.5%
Produits de série du groupe	18.7%	18.7%

Celle pour le compte de tiers (R&D externalisée): l'ingénierie technique en constitue la plus grande partie. Représentée par l'informatique technique, assurée par Médiane Système et par la part ESN de STILOG IST, les automatismes et la mécanique par WaT et les automatismes d'Apilog, elle est complétée par des études spécifiques dans les protections et contrôle, en France et en UE, et dans les spécialités électriques et électroniques (couverture des autoroutes par le 107.7, etc.).

Au total, plus de la moitié des effectifs du groupe étaient directement rattachés l'année dernière à ces deux natures de recherche.

Nombre de salariés de la recherche	2018	2017
Produits de série du groupe	82	74
Pour le compte de tiers	407	396
Total	490	470
Frais (en milliers d'euro)	2018	2017
Produits de série du groupe	8 199	7 842
Pour le compte de tiers	22 789	22 247

La croissance rapide de l'ingénierie technique par rapport au reste du groupe renforce avec le temps la deuxième nature de recherche. Cela est accentué par l'orientation générale des autres métiers du groupe vers les services qui viennent se substituer aux ventes de matériels. En effet, ces dernières incluent de plus en plus fréquemment des études liées aux particularités des demandes de la clientèle.

En contrepartie de cette Recherche et Développement, le groupe obtient des aides significatives au travers du crédit d'impôt recherche. Malheureusement, alors que ces dépenses augmentaient encore sensiblement l'année dernière, les CIR de l'activité ingénierie ont diminué. Au total, l'aide fiscale globale pour la R&D a représenté 7,3% des coûts, soit 3 points de moins que la moyenne des 5 années 2012-2016.

# 1.5. Facteurs de risques

Le groupe vise à créer et maintenir une organisation qui permette de prévenir et maîtriser les risques, notamment économiques, financiers et juridiques, auxquels sont exposées la société ICE Groupe et ses filiales en France et à l'étranger, même si l'absence totale de risque n'est jamais acquise.

#### RISQUES AUXQUELS LE GROUPE ESTIME ÊTRE EXPOSÉ :

#### 1.5.1. Risques liés à l'activité

#### RISQUES LIÉS À l'ACTIVITÉ / IMAGE ET RÉPUTATION

#### Identification du risque

La réputation et l'image des entreprises comcompromises dans un monde où l'information circule facilement et rapidement ; elles dépencadre professionnel et technique.

#### Gestion du risque

Afin de réduire les risques de tels évènements, le Directoire assure une posant le groupe peuvent être rapidement coordination entre les filiales déployant leur propre système de veille. Le déploiement de la chartre Éthique dans l'ensemble du groupe vise à donner des règles de conduite et à guider les actions et les comportedent du jugement des clients agissant dans un ments, inspirer les choix et faire vivre les valeurs du groupe dans les actes quotidiens de chacun des collaborateurs.

#### RISQUES LIÉS À l'ACTIVITÉ / QUALITÉ ET SÉCURITÉ DES PRODUITS

#### Identification du risque

La qualité et la sécurité des produits et des interventions chez les clients sont essentielles groupe sont : pour le groupe en raison de son positionnemétiers tels la protection des réseaux électechnique (Médiane Système), les automaautoroutière (STIC), les interventions dans les l'accès et de la vitesse des chariots de manutention (EC2E).

#### Gestion du risque

Les principes qui régissent la politique de qualité et de sécurité du

- la compréhension et la satisfaction des besoins des clients ;
- ment technique, lui-même accentué par ses la conformité aux exigences de sécurité et à la législation ;
  - la qualité et la conformité des produits.

triques (ICE et les sociétés CEE), l'informatique Outre la démarche de management de la qualité (la quasi-totalité des filiales les plus importantes sont certifiées ISO 9001), cela justifie la mise en place de tismes et la mécanique (WaT), la sécurité contrôles de fabrication rigoureux, par exemple à ICE qui conçoit et fabrique ses propres bancs de contrôle final, ainsi que d'habilitations spécifiques. installations nucléaires (OTN) et le contrôle de Les directions de chaque filiale concernées du groupe évaluent spécifiquement la sécurité de leurs matières premières et de leurs produits finis. Le groupe et ses filiales ont mis en place des couvertures d'assurance, notamment pour couvrir la responsabilité civile du fait des produits.

#### RISQUES LIÉS À l'ACTIVITÉ / SAISONNALITÉ ET CONJONCTURE

#### Identification du risque

cycles économiques, à la conjoncture et à la l'enrichissement de ses métiers. saisonnalité de l'activité. Les ralentissements investissements chez les clients du groupe, ce qui peut avoir un impact négatif significatif sur nos activités et nos résultats. Les dépenses d'investissement des clients ont un caractère saisonnier et dépendent notamment des conditions climatiques : ainsi à ICE, l'activité est en principe plus importante juste avant l'été, période propice aux travaux en extérieur, puis avant les froids de l'hiver ; de même, STIC a fréquemment beaucoup d'activité en fin d'année, moment où les conditions de circulation deviennent difficiles.

#### Gestion du risque

Les activités du groupe sont sensibles aux Le groupe s'efforce de pallier ces risques par la diversité et

Sa trésorerie nette positive importante lui permet de financer la constiéconomiques conduisent à une baisse des tution saisonnière d'en-cours et/ou produits finis.

#### RISQUES LIÉS À l'ACTIVITÉ / IMPLANTATION GÉOGRAPHIQUE ET ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

#### Identification du risque

Le groupe est installé géographiquement dans plusieurs régions en France et sur 5 autres pays, totalisant 21 implantations.

Néanmoins, les perturbations politiques et économiques françaises où le groupe réalise la plus grande partie de son chiffre d'affaires peuvent influer sensiblement sur son activité.

#### Gestion du risque

La présence multiple sur de multiples sites, qui accompagne ses métiers diversifiés, favorise l'équilibre des ventes et une compensation entre les zones géographiques.

Longtemps presque exclusivement réalisé en France, le développement de l'ingénierie dans d'autres pays a été amorcé avec STILOG inc. et Médiane Benelux.

#### RISQUES LIÉS À l'ACTIVITÉ / CONCURRENCE

#### Identification du risque

Le groupe est soumis à une pression très différente selon les marchés diversifiés sur lesquels il opère : devenue particulièrement importante sur le marché des protections, automatismes et contrôle-commande des réseaux électriques français avec Enedis et RTE en situation de monopsone, elle l'est moins dans le même métier à l'étranger (CEE) et dans les niches techniques électroniques. Dans l'ingénierie, malgré la présence de quelques grandes sociétés, le marché est fragmenté et plus ouvert.

#### Gestion du risque

Sur le difficile marché des protections, automatismes et contrôlecommande des réseaux électriques français, la concurrence entraîne les équipes, donnant en permanence le meilleur d'ellesmêmes au service des clients.

Dans un contexte de lutte constante pour les gammes de produits les plus attractives et les plus performantes, avec un rapport qualité-prix optimisé, gagner des parts de marché, améliorer la rentabilité de l'exploitation et donc assurer la croissance sont des enjeux constants.

Par ailleurs, dans toutes ses activités, le groupe renforce constamment ses investissements en matière de recherche, permettant de conserver une expertise technique de haut niveau par rapport à la concurrence.

#### RISQUES LIÉS À l'ACTIVITÉ / INNOVATION ET ATTENTES DES CLIENTS

#### Identification du risque

La mise au point d'une offre de produits, biens et services, innovants et leur adaptation aux besoins du marché constituent une priorité permanente pour le Groupe. Si le Groupe ne parvenait pas à anticiper et interpréter l'évolution des attentes des clients et des nouvelles tendances, ses ventes pourraient être affectées.

#### Gestion du risque

La mise au point d'une offre de produits, biens et services, innovants et leur adaptation aux besoins du marché constituent une priorité permanente permanente.

Au-delà de la culture d'ingénieur marquant fortement le groupe et accordant une importance primordiale à la Recherche et Développement, l'innovation est une quête permanente :

- A l'intérieur de sociétés du groupe, par exemple à ICE par la mise en place d'un département innovation chargé notamment d'anticiper les évolutions techniques des produits et des marchés.
- La recherche externe entreprise depuis plusieurs années privilégie les sociétés dans les nouveaux secteurs économiques.

#### RISQUES LIÉS À l'ACTIVITÉ / OPÉRATIONS DE CROISSANCE EXTERNE

#### Identification du risque

Dans le cadre de sa stratégie de développement, ICE Groupe a réalisé et pourrait être amené à réaliser des acquisitions.

La mise en œuvre de cette stratégie suppose néanmoins que ICE Groupe puisse trouver des opportunités de développement à un coût et à des conditions acceptables.

Ces opérations sont susceptibles d'avoir un impact négatif sur les résultats du groupe si celui-ci ne réussissait pas à intégrer dans les conditions prévues les sociétés acquises, leurs dirigeants et leur personnel, à atteindre les performances escomptées et à gérer des passifs qui n'auraient pas été anticipés au moment de la réalisation de l'opération et pour lesquels ICE Groupe n'aurait pas ou peu de protection de la part du cédant.

#### Gestion du risque

Dans ses opérations futures de croissance externe, comme par le passé, le groupe choisira de façon sélective des entreprises de taille moyenne dont les équipes pourront être aisément intégrées, avec une culture proche de celle des dirigeants actuels. Cela permettra la plupart du temps à ces entreprises de rester autonomes et à leurs dirigeants de rester aux commandes, tout en mettant en œuvre des synergies avec les autres sociétés du groupe.

Par ailleurs, le groupe a mis en place un processus de contrôle de ces opérations qui inclut :

- La participation de l'ensemble des membres du directoire à l'identification, l'évaluation économique, technique, commerciale et financière des opérations.
- L'examen par le Conseil de surveillance, et en particulier son président, des opportunités d'acquisitions ou des prises de participation d'un montant significatif ou sortant des activités habituelles du groupe, ainsi que les conditions de leur mise en œuvre.

Les acquisitions, validées par le Conseil de surveillance, font par la suite l'objet d'un examen régulier de la part du Conseil de surveillance qui est informé des conditions d'intégration et des performances réalisées.

#### RISQUES LIÉS À l'ACTIVITÉ / GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

#### Identification du risque

dans la qualité de ses collaborateurs et de ses dirien particulier les consultants, ingénieurs et techniparvenait pas à identifier, attirer, retenir et former lutions technologiques rapides dans lesquelles il résultats pourrait être affecté.

social, même s'ils ne sont pas significatifs.

#### Gestion du risque

Une des clés de la réussite de ICE Groupe réside Bien qu'avec un reporting et suivi cadrés, le groupe accorde une large autonomie à ses filiales pour la gestion opérationnelle.

geants. Le groupe ne peut pas garantir qu'il aura la Cet environnement professionnel impliquant encourage également capacité de recruter et de fidéliser son personnel, l'attachement à ses valeurs, notamment celles portées par la Charte Éthique.

ciens qui lui sont nécessaires, notamment dès que Dans une démarche de fidélisation des responsables, le groupe survient une pénurie de cadres. Si le groupe ne met en place une politique de rémunération rétribuant les performances tant individuelles que collectives. Pour les personnes clés, des collaborateurs compétents, au comportement une gestion très décentralisée, une surveillance médicale et responsable, notamment dans le contexte des évo- l'intéressement aux résultats atténuent les risques de départ.

Les contrats des filiales quant à la couverture des risques santé et opère, le développement de ses activités et de ses prévoyance pour la quasi-totalité des collaborateurs répondent aux besoins essentiels de ces derniers et concourent à la compétitivité Il y a aussi en matière sociale le risque lié à la sandu groupe qui a la conviction que performance sociale et perforté et sécurité et le risque de dégradation du climat mance économique sont non seulement intimement liées mais se renforcent mutuellement.

> Malgré un turnover particulièrement élevé dans l'ingénierie, notamment en région parisienne, la capacité de ICE Groupe à recruter (sans assouplir les critères de recrutement) a été jusqu'à présent suffisante, y compris dans les périodes de forte tension.

#### RISQUES LIÉS À l'ACTIVITÉ / SYSTÈMES D'INFORMATION

#### Identification du risque

La gestion quotidienne des activités du groupe inen plus matérialisé et numérique.

Le règlement européen sur la protection des données personnelles applicable depuis mai 2018 prévoit des contrôles et sanctions importantes.

détournement de données confidentielles prenant en la matière. leur origine pour des motifs exogènes ou endopourraient avoir un impact significatif (réputation, naces de cyberattaques. confiance des clients, etc.).

#### Gestion du risque

Outres les règles strictes de chaque société en matière de sauvecluant notamment des achats, la production (dont garde des données, de protection, d'accès, de sécurité aussi bien l'affectation des personnes réalisant des services), en ce qui concerne les matériels que les applications et les donles opérations de facturation, de reporting et de nées, la protection des données des systèmes d'information est consolidation et l'accès à l'information interne de facilitée par leur répartition géographique minimisant l'impact que chaque société, repose sur un bon fonctionnement pourrait avoir le dysfonctionnement ou l'arrêt des systèmes.

de l'ensemble des infrastructures techniques et Les systèmes d'information intègrent notamment des « ERP » (Enapplications informatiques. Dans le contexte d'évo-terprise Resource Planning), logiciels de gestion utilisés par la lution constante des technologies de l'information grande majorité des sociétés. Le déploiement de ces progiciels et de leurs usages, les activités du groupe, ses intégrés contribue également à renforcer la fiabilité et la sécurisasavoir-faire dépendent d'un fonctionnement de plus tion du processus de production des informations, notamment comptables et financières.

Les principes du groupe relatifs à la gestion des données à caractère personnel ont été diffusés à toutes les sociétés européennes du groupe afin de sensibiliser tous les collaborateurs au respect Le dysfonctionnement, l'arrêt des systèmes ou le des principes éthiques et aux exigences légales et réglementaires

Selon les situations des sociétés du groupe, les efforts de sécurité gènes (dont les intrusions, malveillances, etc.) sont ajustés de façon permanente en fonction des nouvelles me-

#### RISQUES LIÉS À l'ACTIVITÉ / DÉFAILLANCE DE CONTRÔLE INTERNE

#### Identification du risque

# Les dispositifs de contrôle interne ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non pas une garantie absolue, quant à la réalisation des objectifs de l'entreprise en raison des limites inhérentes à tout conde l'exposer, notamment à un acte de fraude.

#### Gestion du risque

L'environnement de contrôle, essentiel au dispositif de contrôle interne, à la bonne gestion des risques et à l'application des procédures, s'appuie sur les comportements, l'organisation et les collaborateurs. A ICE Groupe, il s'inscrit dans une culture trôle. Ainsi, le groupe ne peut pas exclure le risque d'engagement et de rigueur transmise par les dirigeants et égad'une défaillance des contrôles internes susceptibles lement dans la continuité des choix stratégiques du groupe. Le groupe met en œuvre les dispositions de la loi dite « Sapin 2 » en matière de lutte contre la corruption et le trafic d'influence.

#### 1.5.2. Risques juridiques

#### RISQUES JURIDIQUES / PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, MARQUES ET MODÈLES

#### Identification du risque

#### Le groupe possède un portefeuille de marques et modèles qui constitue un de ses actifs. Le nom des marques, les produits eux-mêmes ainsi que les modèles qui peuvent être contrefaits, font l'objet de protections telles les dépôts de marque.

#### Gestion du risque

La recherche et l'innovation sont les piliers historiques du développement du groupe. Le détournement de la propriété industrielle sur les nouveaux produits tirés de la recherche est un risque potentiel qu'il faut citer pour être exhaustif mais dont la probabilité d'occurrence est faible. Néanmoins, le système d'enveloppes Soleau est ponctuellement utilisé.

#### RISQUES JURIDIQUES / ÉVOLUTION DES RÉGLEMENTATIONS

#### Identification du risque

#### Le groupe est soumis à l'évolution des réglementations qui s'imposent à toutes les sociétés.

Certains pays font l'objet de contrôle des exportations, d'embargos, de sanctions économiques ou d'autres formes de restrictions commerciales imposées par l'Union européenne, les États-Unis ou d'autres états ou organisations.

#### Gestion du risque

ICE Groupe cherche à avoir une attitude irréprochable et exige de toutes les entreprises qui le composent le respect des réglementations des pays dans lesquels elles interviennent.

#### RISQUES JURIDIQUES / AUTRES RISQUES JURIDIQUES ET LITIGES

#### Identification du risque

douaniers et administratifs.

#### Dans le cadre normal de ses activités, le Groupe et ses filiales sont susceptibles d'être impliqués dans tout type de litige et soumis à des contrôles fiscaux,

#### Gestion du risque

Une provision est constituée dans les comptes sociaux et consolidés chaque fois que le groupe a une obligation vis-à-vis d'un tiers et devra faire face à une sortie de ressources probable dont le coût peut être estimé de manière fiable.

Il n'existe à ce jour aucun fait exceptionnel ni procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage risquant d'affecter ou ayant récemment affecté significativement et avec une probabilité sérieuse les résultats, la situation financière, le patrimoine ou l'activité de la société et du groupe.

#### 1.5.3. Risques industriels et environnementaux

#### RISQUES INDUSTRIELS ET ENVIRONNEMENTAUX / PRODUCTION

#### Identification du risque

des dates respectant les demandes des clients. De ce fait, un retard majeur de livraison de produits lement utilisé. sation des objectifs commerciaux.

#### Gestion du risque

Les produits et services doivent être disponibles à Afin de prévenir ce risque, la plupart des filiales ont recours à des ERP. Le logiciel Visual Planning développé par Stilog IST est éga-

ou de services pourrait être préjudiciable à la réali- Les produits et services doivent être disponibles à des dates respectant les demandes des clients.

#### RISQUES INDUSTRIELS ET ENVIRONNEMENTAUX / DÉPENDANCE VIS-A-VIS DES FOURNISSEURS

#### Identification du risque

des produits finis (biens et services) lesquelles alternatives. peuvent donc être perturbées par la défaillance d'un fournisseur important.

#### Gestion du risque

Le groupe est tributaire de ses fournisseurs ex- La diversité des secteurs d'activité dans lesquels le groupe interternes pour la livraison des matières premières, vient induit corrélativement celle de ses fournisseurs. Néanmoins, marchandises et sous-traitances de biens et ser- chaque filiale analyse régulièrement les risques de ses filières vices indispensables à la fabrication et livraison d'achats et de ses fournisseurs et développe si besoin des sources

#### RISQUES INDUSTRIELS ET ENVIRONNEMENTAUX / ENVIRONNEMENT ET SÉCURITÉ

#### Identification du risque

Les activités du groupe sont soumises à des lois et Le groupe développe des formations aux risques (humains, infortoujours plus strictes en matières d'environnement, en France. menter le coût de mise en conformité.

#### Gestion du risque

des règlements imposant de respecter des normes matiques, environnementaux, éthiques...) pour ses collaborateurs

de santé et de sécurité lesquels pourraient aug- Il recherche l'amélioration du pilotage des performances environnementales des activités grâce à la mise en place d'indicateurs clés:

- Incitation des collaborateurs aux éco-gestes,
- Réduction des émissions de CO2 liées aux déplacements.
- Réduction de la consommation de papier liée aux impressions,
- Maintien des certifications ISO 14 001.

Compte tenu du positionnement vers des produits de plus en plus immatériels, la fabrication de la plupart de ces produits n'a pas recours à des substances chimiques requérant des manipulations et précautions spécifiques. En particulier le groupe n'est a priori pas ou très peu impacté par les substances interdites ou préoccupantes de la réglementation REACH.

#### 1.5.4. Risques financiers

#### RISQUES FINANCIERS / CONTREPARTIE, ENGAGEMENTS VIS-A-VIS DE TIERS

#### Identification du risque

du groupe.

#### Gestion du risque

Les engagements vis-à-vis d'actionnaires minoritaires sont indexés sur tie pour des engagements de rachat existant à les résultats d'exploitation et parfois en partie sur les chiffres d'affaires l'égard d'actionnaires minoritaires de sociétés des entreprises concernées ; estimés à environ 3,2 M€, ils ne représentent donc pas de risque significatif, en particulier au regard de la situation financière de ICE Groupe. Ces engagements ne sont pas comptabilisés dans les comptes consolidés car leur réalisation est incertaine.

#### RISQUES FINANCIERS / CLIENT

#### Identification du risque

#### Le risque client peut-être matérialisé par le non-recouvrement des créances du fait de difficultés de trésorerie de la clientèle ou de la disparition de clients.

#### Gestion du risque

Compte tenu de la variété et de la multiplicité des clientèles, le risque pour le groupe est disséminé et la probabilité d'occurrence d'un dommage significatif à l'échelle du groupe reste limitée. Les plus grands comptes du groupe sont Schneider, Alstom, Enedis et RTE. Le montant considéré comme supportant un risque de non-recouvrement et provisionné à ce titre est indiqué dans la note 13 de l'annexe. Il représente 1,1% de la créance client brute.

#### RISQUES FINANCIERS / LIQUIDITÉ

#### Identification du risque

#### Le manque de liquidité pourrait affecter la pérennité et l'indépendance du groupe et de ses sociétés.

#### Gestion du risque

L'objectif prioritaire du groupe est de garantir sa pérennité et son indépendance.

Le groupe a mis en place un cadre de gestion financière centralisée pour toutes ses entités françaises : elle s'applique notamment à la tenue comptable - dont les paiements - et la gestion de trésorerie. Il vise à disposer à tout moment des ressources suffisantes pour financer l'activité courante et également pour faire face à tout événement exceptionnel - dont des « trous d'air » de plusieurs mois d'activité. Il cherche également à assurer la continuité de ses financements et à optimiser le coût financier de la dette.

Outre sa trésorerie nette positive, le groupe dispose de lignes de crédit confirmées non utilisées auprès de plusieurs banques de premier plan.

#### RISQUES FINANCIERS / TAUX D'INTÉRÊT

#### Identification du risque

#### ICE Groupe a recours à des emprunts. La difficulté ou même l'impossibilité d'en obtenir en raison d'une mauvaise image du groupe ou de taux d'intérêt élevés pourrait affecter son développement, ses investissements et sa politique financière.

#### Gestion du risque

ICE Groupe a un recours modéré à des emprunts. Le groupe se refinance maintenant essentiellement par taux fixes. Aucune de ces dettes ne comporte de clause de remboursement anticipé lié au respect de ratios financiers.

En terme d'image financière, ICE Groupe et ses sociétés françaises sont notés par la Banque de France, qui leur a attribué au cours des dernières années les notes maximales de 3++.

#### RISQUES FINANCIERS / TAUX DE CHANGE

#### Identification du risque

groupe est exposé aux variations des cours ment sur ses filiales américaine STILOG Inc. ro. et anglaise CEE Relays, ainsi que l'activité de négoce international de Compelma Les fluctuations notamment entre l'euro, l'US Dollar et la Livre Sterling peuvent donc influencer les résultats du groupe.

#### Gestion du risque

Du fait de ses activités internationales, le Afin de limiter le risque de change, le groupe interdit à ses filiales de spéculer sur les devises et adopte à ce sujet une politique prudente. des devises. Cela se concentre essentielle- La plus grande partie de ses facturations à l'export est réalisée en eu-

#### **RISQUES FINANCIERS / ACTIONS**

#### Identification du risque

Le groupe s'interdit d'investir directement sa supports OPCVM pouvant en détenir. Les fluctuations des marchés financiers peuvent donc à court terme influer les résultats du groupe.

#### Gestion du risque

La part des placements de trésorerie du groupe dans des fonds diversitrésorerie en actions. Néanmoins, une partie fiés à long terme ne dépasse pas 30%. Le risque sur ces placements considérée "à long terme" est investie sur des est essentiellement supporté par la société mère.

#### RISQUES FINANCIERS / ACTIFS DE COUVERTURE DES ENGAGEMENTS SOCIAUX

#### Identification du risque

ces actifs sont investis.

nanciers peut avoir un impact sur la valeur des pas le tiers. portefeuilles constitués (voir note 16 des comptes consolidés relativement aux indemnités de fin de carrière).

#### Gestion du risque

Les actifs affectés à la couverture financière Comme la politique de prudence du groupe dans ses placements, la des engagements sociaux sont par nature ex- répartition par classe d'actifs dédiés à la couverture des engagements posés aux variations des marchés sur lesquels sociaux du groupe vise à réduire notamment les risques de volatilité : sélectionnés chez des assureurs et dépositaires disposant de notations Une baisse forte et durable des marchés fi- robustes, ceux dans des fonds diversifiés à long terme ne dépassent

#### RISQUES FINANCIERS / ÉVOLUTION DES RÉGLEMENTATIONS FISCALES ET SOCIALES

#### Identification du risque

Le groupe est exposé aux risques d'évolution des réglementations fiscale et sociale ou de leur interprétation. L'alourdissement des taxes conformité du groupe à ces réglementations. et cotisations existantes, l'instauration de nouvelles taxes et cotisations, ou la double imposition concernant par exemple l'impôt sur les recours en justice. sociétés, le rapatriement des dividendes ou les prélèvements sociaux, pourraient avoir un impact défavorable sur le résultat de la société.

#### Gestion du risque

La direction comptable et la direction juridique, assistées le cas échéant de conseils externes, suivent ces évolutions pour assurer la

En cas de litige ou de différence d'interprétation avec les administrations fiscales et sociales, ICE Groupe peut défendre sa position par des

#### 1.5.5. Assurance

#### ASSURANCE / POLITIQUE GÉNÉRALE

#### Identification du risque

# L'absence de couverture des risques principaux des entreprises du groupe pourrait, en sociétés du groupe.

#### Gestion du risque

L'objectif de la politique générale d'assurance est de protéger au mieux les personnes et le patrimoine du groupe contre la survenance de cas de sinistre et compte tenu des montants risques significatifs identifiés et assurables qui pourrait l'affecter.

financiers très importants en jeu, gravement A cette fin, le groupe a mis en place pour ses sociétés françaises des affecter les résultats ou même la pérennité des contrats d'assurance, notamment pour les risques de dommages et pertes d'exploitation, responsabilité civile et transport, permettant une homogénéisation des couvertures et une maîtrise des garanties.

- Au niveau central, le groupe a négocié avec des assureurs de 1er plan des programmes généraux d'assurances pour couvrir les expositions centrales (la grande taille optimisant les coûts induits).
- Par ailleurs, selon ses besoins particuliers, chaque filiale peut souscrire des couvertures d'assurance spécifiques.

#### ASSURANCE / RESPONSABILITÉ CIVILE

#### Identification du risque

#### L'exploitation et les produits vendus peuvent être à l'origine de dommages majeurs envers les tiers. Ces dommages sont donc susceptibles de représenter des montants très importants pouvant fortement affecter les résultats, voire la pérennité des entreprises du groupe.

#### Gestion du risque

Les sociétés du groupe ont étendu depuis plusieurs années une couverture des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile. Elle couvre notamment la responsabilité civile d'exploitation et la responsabilité civile du fait des produits.

Cette garantie n'a jamais fait l'objet d'une sinistralité significative, ce qui traduit la haute exigence de qualité et de sécurité dans la conception et la fabrication des produits et des services.

#### ASSURANCE / DOMMAGE AUX BIENS ET PERTES D'EXPLOITATION

#### Identification du risque

## vol et évènements naturels affectant les biens. principalement les immobilisations et stocks. Les risques sont également les pertes d'exploitation consécutives à un dommage matériel l'assureur leader dans des sites du groupe. garanti.

#### Gestion du risque

Les risques sont l'incendie, foudre, explosion, Les risques pouvant affecter les biens et pertes d'exploitation sont assurés à l'intérieur de plafonds, dans la limite des offres disponibles sur le marché des assurances.

Des visites de prévention sont réalisées par les services spécialisés de

#### ASSURANCE / TRANSPORT, AUTOMOBILE

#### Identification du risque

# ainsi que les déplacements automobiles des collaborateurs dans le cadre de missions.

#### Gestion du risque

Les risques concernent les transports de biens Les sociétés concernées par le transport de biens ont mis en place des couvertures particulières et le groupe offre une assurance pour les déplacements automobiles de ses collaborateurs.

En conclusion, globalement faibles, les risques du groupe peuvent être résumés sous la forme suivante :

COTATION DES RISQU	UES	GRAVITÉ (1) Mineure=1 Significative=4 Majeure=16 Critique=64	PROBABILITÉ (2) Très peu probable=1 Peu probable=2 Probable=4 Très probable=8	COTATION (1x2) Mineure Tpp=1-4 Significative Pp=8-16 Majeure P=32-64 Critique Tp=128-512
	Image et réputation	4	1	4
	Qualité et sécurité des produits	4	2	8
	Saisonnalité et conjoncture	4	2	8
	Implantation géographique et envi- ronnement économique	1	1	1
	Concurrence	16	4	64
1. Activité	Innovation et attentes des clients	4	2	8
	Opérations de croissance externe	4	2	8
	Risques liés à la gestion des ressources humaines	4	2	8
	Systèmes d'information	4	2	8
	Risque de défaillance du contrôle interne	4	1	4
2 Invidions	Propriété industrielle, marques et modèles	1	1	1
2. Juridiques	Évolutions des réglementations	4	2	8
	Autres risques juridiques et litiges	4	1	4
	Production	1	1	1
3. Industriels et environnementaux	Dépendance vis-à-vis de fournis- seurs	1	1	1
	Environnement et sécurité	1	1	1
	Contrepartie, engagements vis-à-vis de minoritaires	1	4	4
	Client	4	1	4
	Liquidité	4	1	4
	Taux d'intérêt	1	2	2
4. Risques financiers	Taux de change	1	2	2
	Actions	1	4	4
	Actifs de couverture des engagements sociaux	1	4	4
	Évolutions des réglementations fis- cales et sociales	4	4	16
	Politique générale	4	1	4
	Responsabilité civile	4	1	4
5. Assurance	Dommages aux biens et pertes d'exploitation	1	1	1
	Transport, automobile	1	1	1
	Médiane	4	2	4
	Moyenne	3	2	7

# 2. Gouvernement d'entreprise et capital social

# 2.1. Rappel des principes de la gouvernance

L'organisation de la gouvernance de ICE Groupe avec un directoire et un Conseil de surveillance est adaptée aux spécificités de l'entreprise.

- L'équilibre des pouvoirs

L'équilibre des pouvoirs au sein des mandataires sociaux est assuré avec une définition et un partage très précis des missions de chacun, avec d'un côté un directoire alliant expertise et longue connaissance des sociétés du Groupe et d'un autre côté huit membres du Conseil de surveillance contrôlant le capital et libres de jugement.

- Des membres du Conseil informés et indépendants Les membres du Conseil sont en permanence informés de l'ensemble des aspects de la marche de la société et de ses performances. Ce contrôle est facilité par la présence régulière de son Président — actionnaire majoritaire — au sein de la Société, où il a conservé un bureau lui permettant d'accéder directement aux informations internes. Au-delà même de leur présence, les membres du Conseil sont très engagés, avec des expériences complémentaires (expertises industrielles, juridiques, financières, etc.), et pour beaucoup d'entre eux, une mémoire historique, c'est-à-dire une connaissance ancienne et approfondie de l'entreprise et de son environnement. Les membres du Conseil sont tous assidus (82,5% de présence en 2018) et vigilants. Les travaux et les délibérations du Conseil se font de manière parfaitement indépendante des engagements opérationnels du Directoire.

- Un Conseil qui dispose d'une large palette de moyens Le Conseil dispose des moyens qui lui permettent de traiter en toute liberté des questions qui le concernent, notamment quand il s'agit de contrôler la bonne gestion et les orientations stratégiques de l'entreprise et d'assurer le suivi de leur mise en œuvre. Le Directoire communique en transparence et a le soutien du Conseil dans les choix stratégiques qu'il lui propose et qui sont contrôlés par ce dernier. Le Président du Conseil conduit les travaux du Conseil pour permettre cette adhésion, sans laquelle le Directoire ne saurait totalement s'impliquer et assurer en toute confiance et sérénité le développement de l'entreprise.

#### 2.2. Mandataires sociaux

#### 2.2.1. Composition du Directoire

Depuis avril 2015, le Directoire comprend 3 membres, un président, Monsieur Pierre Fustier, et 2 membres, Messieurs François Bertauld, et Didier Bantegnies. Les mandats de membres du directoire sont d'une durée de 4 années. Ils viennent à échéance avec l'assemblée générale annuelle du 26 avril 2019 dans laquelle les 3 membres sont candidats à leur renouvellement, avec pour échéance l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2022.

#### 2.2.2. Composition du Conseil de surveillance

Le mandat de Monsieur Jacques Boulard, Président du conseil, a été renouvelé en avril 2018.

Les mandats de membres du conseil de surveillance de Messieurs Matthieu Boulard et Alain Neveü ont été renouvelés en 2015 et courent jusqu'en 2021. Celui de Madame AL Kim Fustier-Malpuech nommée en 2016 court jusqu'en 2022. Ceux de Mesdames Marie-Laure Neveü-Gohier et Laurence Boulard et de Messieurs Gérard Neveü et Daniel Boulard ont été renouvelés en avril 2013 et viennent à expiration avec l'assemblée du 26 avril 2019. Ils sont candidats pour un renouvellement de leurs mandats à l'exception de Monsieur Daniel Boulard dont la mauvaise santé lui fait renoncer à un nouveau mandat. Après une carrière industrielle principalement dans le matériel et l'installation électrique, Monsieur Daniel Boulard était entré en 1980 au Conseil d'Administration de ICE puis était devenu membre du Conseil de surveillance en 1995. Le Conseil et l'Assemblée Générale le remercient chaleureusement pour ces presque 40 années de participation régulière et assidue à la vie sociale de l'entreprise et de ses Conseils. Son fils, Monsieur Arnaud Boulard (49 ans), après une formation d'ingénieur (ESIEE), a travaillé plusieurs années dans des secteurs industriels proches avant d'entreprendre

mation d'ingénieur (ESIEE), a travaillé plusieurs années dans des secteurs industriels proches avant d'entreprendre des projets immobiliers diversifiés (habitations, commerces, bureaux). Il est candidat en tant que membre du conseil de surveillance, remplaçant ainsi son père.

Monsieur Arnaud Boulard est petit fils de Monsieur Georges Boulard, frère du principal fondateur Monsieur Paul Boulard et Président-directeur général de la société entre 1954 et 1970, ce qui atteste une nouvelle fois du lien fort entre la famille à l'origine de la société et cette dernière.

Une représentation des femmes et des hommes conforme aux dispositions de la loi

Depuis 2013, le Conseil a recherché une représentation équilibrée des femmes et des hommes telle que prévue dans les grandes sociétés. Avec l'entrée au Conseil de Madame Kim Fustier-Malpuech en 2016, les conditions légales actuelles (art L226-4-1 du code de commerce) sont respectées.

#### Liste des mandats et fonctions des mandataires sociaux lors de l'AG du 26 avril 2019

#### **Directoire**



#### Pierre Fustier

Docteur en économie & administration des entreprises, IAE, DECS. Entré à ICE en 1977, directeur financier à compter de 1984, directeur administratif et financier adjoint au PDG en 1985, directeur général du directoire

de 1995 à 2008. **Président du directoire** à compter de 2009, son mandat a été renouvelé en 2015 et vient à échéance avec la prochaine assemblée générale annuelle.

#### Autres mandats et fonctions en cours

- Président de ICE S.A.S., COMPELMA S.A.S., STIC Société Technique d'Ingénierie et de Coopération S.A.S., WaT S.A.S., CEE Italiana srl et ICELIA S.A.S.
- Directeur général de EC2E S.A.S., STILOG IST S.A.S., ISIT S.A.S.. OTN S.A.S., WaT Portage S.A.S., Apilog S.A.S. et de Le Genévrier S.A.S.
- Administrateur-Directeur général délégué de Médiane Système S.A.
- Gérant de ECI SARL, Domus Effectus S.C.I., ABCR S.C.I.
- Administrateur de CÉE Relays Ltd et Continental de Equipos Eléctricos S.A.
- Représentant permanent de ICE Groupe S.A. au Conseil d'administration de la SICAV Sequin, gérée par BFT Gestion, société de Amundi Group.

Détient 8 641 actions ICE Groupe en toute propriété et 54 746 en nue-propriété dans la société ICELIA qu'il préside.



#### François Bertauld

ISEP. Ingénieur développement puis chef de projet. Fondateur de Médiane Système S.A. en 1989. Directeur général puis président-directeur général depuis janvier 2010. Membre du directoire depuis 2015, son mandat vient à

échéance avec la prochaine assemblée générale annuelle.

#### Autres mandats et fonctions en cours

- Vice-président du conseil de surveillance de STILOG IST S.A.S.
- Président d'ISIT S.A.S. et de Médiane Benelux Sprl
- Gérant de CAVIST S.A.R.L.
- Cogérant de FMB S.C.I. et MELUDEL S.C.



#### Didier Bantegnies

AM. Entré à ICE en 1981, il y a fait toute sa carrière : initialement au service méthode puis en charge de la qualité, directeur de production en 1988, directeur de division en 2000. A compter d'avril 2015, directeur gé-

néral de ICE S.A.S. Membre du directoire depuis 2015, son mandat vient à échéance avec la prochaine assemblée générale annuelle.

#### Autres mandats et fonctions en cours

- Administrateur de CEE Italiana srl, CEE Relays Ltd, Continental de Equipos Eléctricos SA.
- Représentant de ICE Groupe SA au Conseil d'administration de Médiane Système S.A.
- Membre des Conseils de surveillance de STILOG IST S.A.S. et d'OTN S.A.S.

#### Conseil de surveillance



#### **Jacques Boulard**

Fils de Paul Boulard, principal fondateur de ICE en 1947. X-Ponts, IEP Paris, IHEDN. Ingénieur général des Travaux Maritimes de la Marine Nationale jusqu'en 2001. Viceprésident du Conseil de surveillance de 1995 à 2001 puis membre du Directoire. **Pré** 

sident du Conseil de surveillance depuis 2006.

Nommé le 27 avril 2018, mandat à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2023.

#### Autres mandats et fonctions en cours

Président des Conseils de surveillance de STILOG IST S.A.S. et d'OTN S.A.S.

Détient 332 832 actions ICE Groupe en toute propriété et 130 000 en droit aux bénéfices (contrôle majoritaire avec ses enfants).



#### Gérard Neveü

Docteur en droit. Carrière juridique principalement dans les affaires immobilières à la direction d'ESSO SAF.

Administrateur de ICE en 1980, membre du Conseil de surveillance en 1995, puis viceprésident du Conseil depuis 2001.

Nommé le 26 avril 2013, mandat à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2018.

Détient 70 actions ICE Groupe, son épouse en détient 74 826.



#### **Arnaud Boulard**

ESIEE. Carrière industrielle chez Schneider Automation, Alcatel Space et GFI Consulting (programme Airbus), puis gérant de sociétés dans le domaine de l'immobilier.

Candidat à l'assemblée du 26 avril 2019

pour un mandat à l'échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2024.

#### Autres mandats et fonctions en cours

Gérant de DAJIMMO Sarl, Le Dauphiné Sarl, Abfinlauz Sarl et cogérant de Joly Sarl.

Détient 5 actions ICE Groupe.



#### Laurence Boulard

EBS. Expert comptable. Nommée le 26 avril 2013, mandat à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2018.

Autres mandats et fonctions en cours Gérante de ARLAJE S.C.I., LBO Consul-

ting Eurl et LBO Expertise Sarl. Détient 5 actions ICE Groupe.



#### Matthieu Boulard

Fils de Jacques Boulard.

ISC. Carrière chez l'éditeur de logiciels informatiques UBISOFT puis artiste plasticien et responsable pédagogique du Mastère production de JV - ISART Digital.

Membre du Conseil de surveillance depuis 2003. Nommé le 30 avril 2015, mandat à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2020.

Détient 72 000 actions ICE Groupe en toute propriété et 65 000 en nue-propriété.



#### AL Kim Fustier-Malpuech

HEC, licence de mathématiques appliquées (Orsay), CFA (L1). Director Equity Research – Oil & Gas, HSBC.

Nommée le 29 avril 2016, mandat à échéance de l'assemblée générale an-

nuelle statuant sur l'exercice 2021. Détient 5 actions ICE Groupe.



#### Marie-Laure Neveü-Gohier

DESS droit notarial, Diplôme Supérieur du Notariat DSN. Notaire assistant. Spécialisation en droit de l'immobilier.

Nommée le 26 avril 2013, mandat à échéance de l'assemblée générale an-

nuelle statuant sur l'exercice 2018. Détient 5 actions ICE Groupe.



#### Alain Neveü

X-Ponts. Ingénieur général des Ponts et Chaussées. Délégué interministériel pour le renouveau du bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais.

Membre du Conseil de surveillance depuis

2003. Nommé le 30 avril 2015, mandat à échéance de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice 2020. Détient 5 actions ICE Groupe.

# 2.2.3. Rémunération des dirigeants et jetons de présence

Intégrant la part de son président, la rémunération globale versée au Conseil de surveillance au titre de l'exercice 2018 a été de 90 030 euro.

Comme les dividendes, augmentés de +3,9% en 2016 et +2,5% en 2017 puis stables l'année dernière, les jetons de présence, avaient été conservés à l'identique en 2018. Il vous est proposé pour cet exercice une légère majoration des jetons de présence du Conseil de surveillance, à l'instar des dividendes.

Cela correspondrait globalement à des jetons de 49 420 euro. Les règles de répartition de ces jetons attribués au titre de l'exercice 2019 tiennent compte des recommandations du Code AFEP-MEDEF, avec une répartition des jetons de présence, établie selon l'assiduité de chacun des membres aux réunions du Conseil du précédent exercice.

#### **2.2.4.** Commissariat aux comptes

Les mandats de la SOCAUDIT, représentée par M. Hervé-Jérôme Buffière, en tant que commissaire aux comptes titulaire, et de J. Causse et associés, en tant que commissaire aux comptes suppléant, ont été renouvelés lors de la précédente assemblée et courent jusqu'en 2024. Les mandats de SKA, représentée par M. Franck Elbase, en tant que commissaire aux comptes titulaire, et de M. Dominique Lambin, en tant que commissaire aux comptes suppléant, ont été renouvelés en 2014 et courent jusqu'en 2020.

# 2.3. Rapport du conseil de surveillance pour 2018

Conformément à la réglementation, nous avons l'honneur de vous présenter le rapport de votre Conseil de surveillance sur l'exercice 2018.

#### Observations sur le groupe ICE

#### Stabilité de la structure

Après les importantes restructurations de 2015, et les simplifications de l'organigramme du groupe et sa croissance externe de 2017, l'exercice écoulé n'a connu aucune évolution de structure.

Il faut néanmoins ne pas oublier les disparitions tragiques de deux des dirigeants, Messieurs Martineau et Bouchard, qui ont nécessité de mettre en place de nouvelles gouvernances à Ec2E et WaT.

Il a ainsi été décidé de ne pas avoir recours à des recrutements et de permettre à des collaborateurs méritants de faire la preuve de leurs talents. Il en a été de même à Compelma, suite aux départs successifs de deux directeurs opérationnels. Le Groupe continue d'encourager les évolutions de carrière en son sein.

#### Intensification des relations internes au groupe

2018 a également connu un rythme de croisière pour les réunions des dirigeants du groupe (3 en 2018) qui, outre le resserrement des liens, l'échange d'informations et une occasion de présenter le groupe à des responsables de sociétés susceptibles de le rejoindre, sont le lieu de discussion formalisée sur des sujets communs, mais également sur des projets pouvant être réalisés en partenariat interne.

Cette intégration grandissante des dirigeants a continué à stimuler les prestations intra-groupe (hors portages, c'est-à-dire traduisant de réelles prestations marchandes), qui ont augmenté de 29% de 2016 à 2018, où elles ont représenté 7,6% du chiffre d'affaires consolidé (7% en 2017).

#### Tensions sur les recrutements

2018 a vu la confirmation des difficultés de recrutement et de fidélisation de collaborateurs ressenties en 2017, notamment dans les métiers de l'informatique, ce qui conduit déjà à différer certaines prestations.

Il faut s'orienter vers des facilités fournies à ces jeunes personnels, en conformité avec leurs aspirations qui ne sont pas que de pouvoir d'achat : pratiques sportives et ludiques, voire à terme conciergerie ou d'autres services propres à les débarrasser d'occupations perçues comme chronophages.

#### Observations sur l'activité du groupe

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe dépasse pour la seconde fois le seuil des 100 millions d'euro, avec un résultat net part du groupe en forte progression de 48% (à 5,74 M€) sur un résultat 2017 qui avait été décevant, revenant ainsi au niveau des plus hauts antérieurs.

A noter que ICE continue à ne plus être la *locomotive* qui tirait le résultat du groupe, ce rôle étant pour 2018 repris par OTN et Stilog IST, dont les résultats nets excèdent ou sont très voisins du M€, dans une conjoncture de progression modérée de l'économie nationale et de maintien de la bonne santé aux Etats-Unis, mais aussi de morosité et d'incertitude persistantes en Italie et au Royaume Uni et de volatilité des activités mondiales «Oil and Gas» (ce qui n'a pas empêché les filiales CEE d'Italie et surtout d'Espagne de prospérer dans ce secteur).

Ces évolutions contrastées des différentes composantes du groupe montrent encore une fois l'effet bénéfique de ce dernier sur le lissage des aléas, d'autant qu'il continue à bénéficier d'une trésorerie d'environ 25 millions d'euro capable de pallier un creux conjoncturel.

#### Observations sur l'activité de votre société ICE Groupe

L'exercice 2018 a été en recul marqué sur celui de 2017, avec toutefois un résultat d'exploitation équilibré à +70 k€, les frais de gestion imputés aux sociétés du groupe couvrant les dépenses d'exploitation constituées essentiellement de salaires.

Le résultat financier de 1,85 M€ correspond aux dividendes reçus des sociétés du groupe. Il a donc très largement alimenté le résultat net de 1,95 M€. Il est cependant en important recul sur celui de 2017 (3,72 M€), cela traduisant la nette diminution des dividendes encaissés des filiales, principalement la disparition de ceux de la filiale ICE.

Cela ne fait que traduire une politique visant à ne pas trop assécher les trésoreries des filiales en leur laissant la disposition d'une partie des bénéfices qu'elles ont engrangés, au total le bénéfice net part du groupe ayant connu une belle embellie comme vu plus haut.

#### Organisation des travaux de contrôle

Votre Conseil a suivi l'évolution du groupe au long de l'exercice 2018. Son président a continué de bénéficier d'un bureau au siège et de recevoir régulièrement les informations et comptes rendus internes pertinents. Ses mandats de président du Conseil de surveillance de deux autres entreprises du groupe lui ont par ailleurs permis de se tenir au courant plus précisément de la marche de ces sociétés.

A l'occasion des cinq réunions de 2018, votre Conseil a été informé par le Directoire, au moyen de rapports d'étape très détaillés, des performances des sociétés et de l'évolution de la politique du groupe, le tout à sa satisfaction et dans le respect de la loi et des statuts.

Votre Conseil a, conformément à la loi, examiné les comptes de l'exercice 2018 arrêtés par le Directoire. Il a également examiné les comptes consolidés. Il n'a aucune observation à formuler sur ces documents.

#### Proposition d'attribution d'actions de performance

Votre Conseil a approuvé en 2017 une nouvelle et "dernière" proposition d'attribution d'actions gratuites à Monsieur Pierre Fustier, conditionnée par la réalisation d'objectifs de croissance du chiffre d'affaires et du revenu courant avant impôts du groupe. Elle était identique en tous points à celle de 2016.

Il se trouve que cette dernière, contrairement à celle de 2017, n'a pu être mise en œuvre pour des raisons de procédure et de délais.

Il vous est donc proposé de l'annuler et de la remplacer par une attribution "2019" aux termes identiques.

Cette proposition porterait définitivement à 80.000 le nombre maximal d'actions de l'espèce pouvant être attribuées à l'intéressé. Votre Conseil a de nouveau recommandé au Directoire de définir les objectifs correspondants de façon exigeante mais réaliste, et donc à la fois motivante pour l'intéressé, rassurante pour la pérennité du groupe et attractive pour l'actionnariat.

#### Proposition d'affectation des résultats

Le Directoire propose de verser en 2019 un dividende en légère augmentation par rapport à celui versé en 2018. Cette proposition pallie la stagnation du dividende en 2017.

Cela représente une part faible – 32% – du montant distribuable, dans la continuité de la politique industrielle de réinvestissement, notamment par croissance externe, menée depuis plusieurs années et de maintien d'une trésorerie abondante pour parer à un éventuel retournement conjoncturel

Par ailleurs, la comparaison sur une longue période (depuis 1992) des dividendes et de l'indice général des prix donne en 2018 les maiorations suivantes :

Dividendes +75%
 Prix +44%

La trésorerie disponible permettant largement le versement de ce dividende, votre Conseil considère que cette proposition d'affectation est raisonnable.

#### **Conclusion**

Nous vous proposons d'approuver l'ensemble des résolutions telles qu'elles vous sont proposées par le Directoire.

Le Conseil de surveillance

## Rapport du président du conseil sur ses mandats spécifiques

Je vous rends compte à titre personnel des mandats que le Conseil m'a confiés le 30 avril 2015 en matière de surveillance et d'accompagnement des démarches et systèmes « qualité » et « développement durable » de ICE.

J'ai donc suivi en 2018 les actions déjà entreprises dans ce domaine en matière de simplification et de systématisation de l'approche par processus, avec mise en ligne des documents pertinents sur l'intranet de la société dans une arborescence « Système de management intégré » maintenant complète.

J'ai par ailleurs assuré le calcul de 6 indicateurs environnementaux, le suivi et la mise à jour permanente des évolutions réglementaires et de leur impact sur l'activité d'ICE (qui est concernée actuellement par 69 rubriques).

En matière d'environnement, 2017 avait vu le début du 4ème programme de management environnemental triennal. Les valeurs au 31 décembre 2018 des 12 indicateurs qui en assurent le suivi permettent de conclure qu'il est engagé de façon satisfaisante, puisque la moyenne du pourcentage d'atteinte des objectifs fixés pour cette date est de 110%.

L'implication des membres du personnel s'est améliorée, du fait d'une part du travail continu de sensibilisation du responsable, et d'autre part des exposés « piqûres de rappel » que je dispense chaque année, normalement à un tiers du personnel. Cet effort de sensibilisation est à poursuivre, notamment auprès des jeunes.

Le suivi des **impacts environnementaux** de l'activité 2018, sous forme d'un bilan carbone simplifié annuel, confirme que la société reste très peu polluante.

Il est prévu d'établir un bilan carbone triennal complet "3 scopes" pour l'activité 2018, le dernier datant de 2015.

A noter que les collaborateurs utilisant leur véhicule personnel pour les besoins du service ont spontanément investi dans des autos moins puissantes et moins polluantes (la puissance fiscale moyenne pondérée par les km parcourus a baissé de 9,4% entre 2015 et 2018). Cette amélioration a également une incidence sur l'impact des trajets domicile-travail hors transports en commun, surtout à Brie Comte Robert mal desservi par ces derniers.

Le président du Conseil de surveillance

# 2.4. Informations concernant l'actionnariat et un projet d'attribution d'actions de performance

#### 2.4.1. Montant et répartition

Le montant du capital social a été inchangé en 2018.

Madame Liliane Broussard, qui en détenait plus du vingtième, en a cédé une part (58%) de la nue-propriété à ICELIA, présidée par Monsieur Pierre Fustier, président et déjà actionnaire de la société.

Au moment de la rédaction de ce rapport, et conformément aux dispositions de l'article 233-13 de la Loi sur les sociétés commerciales, nous vous indiquons ci-après l'identité des titulaires de participations significatives du capital social :

- M. Jacques Boulard : plus du quart.
- MM. Thomas et Matthieu Boulard : plus du dixième.
- Mmes Nadine Ferrer, Carine Vaquette, Arlette Neveü, MM. Daniel Boulard et Pierre Fustier-ICELIA: plus du vingtième.

# 2.4.2. Projet d'attribution d'actions de performance (ACAs – Attributions Conditionnelles d'Actions)

Dans leurs 7ème puis 9ème résolutions, les Assemblées Générales de 2016 et 2018 avaient fait bénéficier au président du directoire, Monsieur Pierre Fustier, du principe de l'attribution conditionnelle d'actions de performance (ACAs). Si le principe était acquis après du Conseil de surveillance et des actionnaires, la mise en œuvre postérieure à la première Assemblée Générale n'a pas été faite en raison de la complexité des formalités induites postérieures au vote de cette dernière :

#### Modalités de l'attribution des actions de performance

Dans le cadre de la règlementation, l'Assemblée Générale Mixte du 26 avril 2019 pourrait décider d'attribuer au maximum 40 000 actions de performance au président du directoire, Monsieur Pierre Fustier, dès lors qu'il serait resté en fonction et que les deux critères de performance ci-dessous seraient simultanément satisfaits.

La dilution maximale des actions existantes serait dans ces conditions de 3,4%, ce qui serait largement compensé par les hausses de valeur et de profitabilité résultant des critères de performance ci-dessous, qui conditionnent l'attribution ellemême.

L'attribution pourrait être fractionnée par tranches, au nombre de deux au maximum, couvrant une période correspondant aux exercices 2020 à 2021. La tranche de l'exercice n serait attribuée lors de l'assemblée générale statuant sur les comptes de ce dernier, soit l'année n+1.

La première tranche ne pourrait être antérieure à l'exercice 2020 (attribution en 2021), La dernière tranche correspondrait à l'exercice 2021 (attribution en 2022).

- réunion du directoire mettant en œuvre l'autorisation de l'Assemblée,
- rédaction d'un règlement d'attribution d'actions gratuites,
- rapport du directoire à la prochaine Assemblée rendant compte des éventuelles attributions d'actions.

Après cette mise au clair, il apparaît que la dernière autorisation de 2018 peut être mise en application (cf. dans ce sens le rapport du directoire ci-après) mais que, pour celle de 2016, rien n'ayant été fait depuis (pas de décision du directoire, pas de rapport à l'AG, etc.), il est préférable de l'abandonner purement et simplement. La prochaine Assemblée d'avril 2019 remplacerait donc l'autorisation de 2016.

En effet, le Conseil de surveillance de ICE Groupe continue de souhaiter l'attribution d'actions de performance au président du directoire, dans le cadre d'une autorisation votée par l'Assemblée Générale extraordinaire, en application du II de l'article L225-197-1 du code de commerce.

Cette attribution, remplaçant celle de 2016, a pour but d'encourager la réalisation des objectifs de long terme du Groupe et la création de valeur qui doit en découler pour les actionnaires. A cette fin, l'acquisition définitive des actions continuerait d'être soumise à deux conditions de performance.

Rappel des règles régissant les attributions consenties aux dirigeants mandataires sociaux

Le nombre total d'actions attribuées gratuitement aux dirigeants mandataires sociaux au cours d'un exercice ne peut pas représenter plus de 10 % du capital social. Chaque bénéficiaire ne doit pas directement détenir plus de 10% de ce dernier, avant et après attribution gratuite.

Le bénéficiaire devrait conserver les actions attribuées définitivement, pendant une durée minimale de deux ans à compter de leur attribution.

Formellement, l'Assemblée Générale extraordinaire donnerait son autorisation en fixant le bénéficiaire, le délai de la période d'acquisition, le délai de la période de conservation, le nombre maximal des actions gratuites de la présente attribution (40.000), et en décidant que ces actions ne pourraient être cédées par l'intéressé avant la cessation de ses fonctions. Il appartiendrait ensuite au directoire d'utiliser cette autorisation de l'AGE dans le délai imparti.

#### Critères de performance

Ils prendraient en compte, à la date n de chaque tranche, d'une part l'évolution du chiffre d'affaires consolidé (CA) ; et d'autre part le niveau du résultat courant avant impôts consolidé (RCAI) exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires. L'attribution de la tranche d'actions correspondante serait subordonnée à la satisfaction simultanée des deux conditions suivantes :

- CA : il devrait être supérieur à une valeur, fixée par tranches et non rendue publique pour des raisons de confidentialité;
- RCAI: sa valeur moyenne sur les 3 années n, n-1 et n-2 devrait être supérieure à un seuil identique pour chaque tranche et non rendu public pour des raisons de confidentialité.

#### Conditions d'attribution définitive

La quotité d'actions de chaque tranche serait définitivement acquise si les deux critères correspondants étaient simultanément satisfaits.

# 2.4.3. Rapport spécial du Directoire sur les attributions réalisées

Mesdames, Messieurs,

Le présent rapport spécial a pour objet de décrire à votre assemblée, conformément au premier alinéa de l'article L. 225-197-4 du code de commerce (les autres alinéas ne s'appliquant pas), les opérations d'attribution gratuite d'actions ordinaires de la société, réalisée par le Directoire jusqu'à ce jour, en vertu des autorisations consenties par l'assemblée générale extraordinaire (AGE) en date du 27 avril 2018.

Nous vous rappelons que l'assemblée générale extraordinaire a autorisé le Directoire, conformément aux articles L. 225-197-1 et suivants du code de commerce, à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions ordinaires de la société à émettre au profit du Président du directoire, et cela pendant une durée maximum de 38 mois à compter de la date de l'assemblée.

L'assemblée générale du 27 avril 2018 a fixé à un an la durée minimale de la période d'acquisition à l'issue de laquelle l'attribution des actions ordinaires aux bénéficiaires deviendra définitive, sous réserve de respecter des conditions à déterminer par le Directoire et a fixé la durée minimale de la période de conservation des actions par le bénéficiaire à deux ans à compter de la date d'attribution définitive des actions ; elle a précisé de surcroît que le bénéficiaire étant mandataire social, il ne pourra pas céder ces actions avant la cessation de sa fonction. Si cela n'était pas le cas, elle pourrait néanmoins être acquise à la date de la dernière tranche si les deux critères correspondant à cette dernière tranche étaient en définitive satisfaits.

Par ailleurs, si les critères correspondant à la dernière tranche étaient déjà satisfaits pour une tranche antérieure à la dernière, la quotité d'actions correspondante serait déterminée de façon à porter à 40.000 le total des actions attribuées, mettant ainsi fin à l'attribution.

Enfin, nous présentons à l'Assemblée un projet de résolution permettant une éventuelle augmentation de capital réservée aux salariés adhérents d'un Plan d'Epargne d'Entreprise.

Le nombre maximum d'actions ordinaires de la société susceptibles d'être attribuées gratuitement en vertu de cette autorisation a été fixé par l'assemblée générale à 40.000 actions (sous le plafond de 10% du capital de la société à la date de chaque décision d'attribution gratuite d'actions par le Directoire).

#### Modalités définies par le directoire pour les attributions d'actions gratuites

Lors de sa réunion du 2 mai 2018, le Directoire a décidé d'attribuer un nombre maximal total de 40.000 actions gratuites (chaque action de valeur nominale de 10 €), selon les modalités et conditions définis dans le Règlement du plan d'attribution d'actions gratuites.

# Détermination des bénéficiaires de l'attribution d'actions gratuites

Le Directoire, à l'unanimité, a suivi les recommandations faites à l'assemblée générale du 27 avril 2018 par le Conseil de surveillance, en décidant que l'attributaire serait Monsieur Pierre Fustier, président du directoire.

Vous trouverez ci-après un tableau récapitulatif rendant compte du nombre et de la valeur des actions qui ont été attribuées gratuitement au bénéficiaire durant l'année 2018 :

Attribution gratuites d'actions ICE Groupe						
	Plan 2018					
Date d'AGE	27-avr18					
Date d'attribution	02-mai-18					
Valeur nominale d'une action	10 €					
Nombre total d'actions attribuées						
gratuitement, dont :						
Bénéficiaires :						
Monsieur Pierre FUSTIER	40 000 actions					
Début de la période d'acquisition	02-mai-18					
Date d'attribution définitive, sous						
réserve des conditions fixées (fin de la	01-mai-19					
période d'acquisition)						
Cession possible à compter du (fin de	30 avril 2021. Toutefois, le bénéficiaire étant					
la période d'obligation de	mandataire social, il ne pourra pas les céder avant la					
conservation)	cessation de ses fonctions.					

# 3. Chiffres clés et commentaires sur l'exercice 2018

# 3.1. Situation et activité du groupe

#### 3.1.1. Synthèse des résultats 2018

L'activité a progressé de façon modérée, s'accompagnant d'une amélioration significative de la rentabilité :

- Le chiffre d'affaires s'est élevé à plus de 103 M€ l'année dernière, en croissance de +3,3% (+1,3% à périmètre constant).
- La valeur ajoutée a progressé plus rapidement que les ventes (+6,9%), atteignant un plus haut historique de 60,8 M€.
- Le résultat d'exploitation a augmenté de +29%, à près de 7,4 M€, représentant une marge de 7,1%.
- Le résultat net part du groupe, qui avait été affecté en 2017 par une rectification de CIR et bénéficiant du rachat de minoritaires durant l'exercice antérieur, a plus fortement rebondi, +48%, à 5,74 M€.
- La trésorerie nette des dettes financières a progressé de manière plus modérée (+0,4 M€), la génération de liquidités étant limitée par l'accroissement des stocks et des créances clients dans le cadre du développement de l'activité. Elle a conservé un niveau élevé, à +13,3 M€.
   Cette solidité financière permet la poursuite de notre croissance interne et externe.

#### 3.1.2. Entrées de commandes consolidées

Après avoir stagné en 2017, les prises de commandes ont progressé en 2018 à hauteur de +4,5% (+2,5% à périmètre constant), s'établissant à plus de 105 M€.

Les entrées de commandes ont augmenté dans des proportions comparables entre les activités de *hardware* et d'*ingénierie*. Les prises de commandes se sont avérées particulièrement dynamiques à l'international.

#### 3.1.3. Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires a connu une croissance modérée (+3,3%), légèrement supérieure à celle de 2017 (+1,5%). La branche énergie, en tassement de -1,6%, a été affectée par la faiblesse du marché français de la moyenne tension. Les spécialités électroniques, plus sensibles à la conjoncture macroéconomique, ont réalisé une croissance de +4,3%. La branche ingénierie a poursuivi sa progression (+8,5%, dont +3% à périmètre constant) bénéficiant d'une belle croissance des activités informatiques. Dans ces conditions, le poids des activités d'ingénierie et logiciel s'est accru au sein du Groupe, représentant 43% des ventes de l'année écoulée. La répartition du groupe dans plusieurs secteurs d'activité, proches mais non directement corrélés, permet d'obtenir une meilleure stabilité globale tout en bénéficiant des croissances - parfois avec des à-coups importants de chacun d'eux.

En milliers d'euro	2018			2017		2016
Chiffre d'affaires par secteur d'activité et zone géographique	Milliers d'euro	Poids en %	Croissan- ce en %	Milliers d'euro	Croissan- ce en %	Milliers d'euro
Energie (1)	44 483	43%	-1.6%	45 218	-4.0%	47 102
Industrie - spécialités électroniques (2)	14 320	14%	+4.3%	13 733	-0.6%	13 810
Hardware - Energie et industrie (3=1+2)	58 804	57%	-0.3%	58 951	-3.2%	60 912
Ingénierie technique & logiciel	44 484	43%	+8.5%	41 011	+8.9%	37 652
Groupe*	103 311	100%	+3.3%	100 009	+1.5%	98 568
* dont France	86 760	84%	-0.9%	87 558	+3.4%	84 710
* dont international	16 551	16%	+33%	12 451	-10%	13 858

#### Énergie

Cette branche d'activité, qui comprend le secteur *Protection et contrôle* constituant l'origine historique du groupe, a représenté 43% de son activité, se tassant de –1,6%, après ses –4% de l'année précédente.



Le chiffre d'affaires de la partie Protection et contrôle réalisée en France par ICE s'est tassé de -2%, avec des évolutions contrastées entre ses trois grands marchés. Ainsi après un exercice 2017 très faible, l'activité auprès de la Distribution a rebondi, bénéficiant de commandes pour la

gamme numérique PCCN de la part d'Enedis et d'Actia. A l'inverse, l'activité dans le Transport pour RTE a nettement fléchi dans l'attente de la mise sur le marché d'une nouvelle gamme. Tandis que l'étude Smart Electre (qui étend le contrôle-commande numérique à l'ensemble de ses postes, jusqu'à 225 kV) se poursuivait, les achats de matériels se sont donc contractés, aussi bien les produits électroniques ou séparés que les systèmes numériques. L'activité hors du *T&D* français a reculé, le dynamisme dans le ferroviaire et la bonne réception de la nouvelle gamme de relais NP900 ne compensant pas la chute des ventes à destination de l'export et de l'industrie, notamment dans le nucléaire.

Compte tenu de l'allongement de la durée de réalisation des affaires, de plus en plus complexes, le carnet de commandes a augmenté, dépassant 12 M€ en fin d'exercice.

Après deux années de recul, l'activité dans l'**Union Européenne** a vivement rebondi en 2018 à la faveur de la reprise des investissements des grands comptes dans le secteur de l'énergie.



Dans ce contexte favorable à l'investissement industriel, le chiffre d'affaires de CEE España a progressé de +41%, suivant avec décalage la croissance des commandes, qui avaient rebondi dès 2017. Les ventes de relais ont bénéficié de la disponibilité de la nouvelle gamme NP900 et de la demande du secteur nucléaire. L'activité de services a connu un fort développement, tiré par les prestations d'études (réseaux, démarrage moteurs, sélectivité, etc.) menées principalement pour des clients du secteur pétrole & gaz.



Les ventes de CEE Italiana ont très vivement rebondi, augmentant de +52% en 2018. La croissance a concerné l'ensemble des activités (vente de relais, négoce, services) et notamment la fabrication d'armoires spéciales. La demande s'est avérée particulièrement soutenue auprès des clients liés aux secteurs pétrole & gaz et industrie, alors que les ventes enregistrées auprès des tableautiers ont reculé pour la troisième année consécutive.



L'activité de CEE Relays est ressortie en plus légère progression l'année dernière, le chiffre d'affaires affichant une croissance de +13% en devise locale. Les commandes de relais et de services ont reculé, mais le négoce a vivement progressé, bénéficiant notamment du regain d'activité dans le secteur pétrole & gaz et de commandes de détecteurs d'arcs électriques.



Après plusieurs années de forte croissance, les ventes d'OTN, spécialisée dans le câblage et les travaux électriques, ont baissé de -14% en 2018, la reprise des commandes intervenue en fin d'année ne se traduisant pas encore en chiffre d'affaires. Le câblage industriel, première activité de la société, s'est contracté essentiellement en raison de la faiblesse du marché français de la moyenne ten-

sion. L'activité ferroviaire s'est tassée, tout en conservant d'excellentes perspectives de développement en Asie. Les travaux en milieu nucléaire se sont maintenus au bon niveau atteint l'année précédente, dans un contexte de modernisation du parc des centrales françaises. L'activité dans l'industrie est restée faible en dépit d'une diversification dans les interventions en milieu pétrochimique. Après deux exercices d'intense activité, l'année 2018 a été mise à profit pour diversifier la base de clients, investir dans la formation et moderniser l'outil de production.



Après deux années de vive croissance suivies en 2017 par une consolidation, les ventes d'ECI, spécialisée dans le câblage électrique, sont demeurées globalement stables en 2018. Une réalisation pour un data center au Sénégal a compensé une conjoncture encore difficile sur le marché francilien. La structure d'encadrement a été optimisée au cours de l'exercice et devrait permettre d'absorber une hausse des volumes en 2019.

#### Spécialités électriques et électroniques



La progression des ventes d'EC2E s'est poursuivie pour la troisième année consécutive, avec une hausse de près de +8% en 2018. Dans un marché moins porteur dans le cœur de métier de la gestion de matériel de manutention, l'activité de centrales de paiement a pris le relais de la croissance, portée par le renouvellement complet de la gamme destinée aux laveries automatiques. Les ventes liées à la manutention sont demeurées stables, marquées par une diversification de la clientèle et un doublement des exportations.

# •

Après s'être tassées de -8% l'année précédente, les ventes de Compelma sont demeurées stables en 2018, conformément au budget. A l'image de l'exercice antérieur, les commandes de **produits de blindage CEM** ont reculé, continuant d'être impactées par la fin de plusieurs programmes dans le secteur automobile. Les produits **thermiques** sont ressortis en forte croissance, continuant de bénéficier d'un bon développement dans le secteur télécom. L'équipe commerciale a été renforcée en fin d'exercice.



L'activité dans les télécommunications FM107.7 sur autoroute assurée par STIC a progressé de +5% en 2018. Les ventes ont été tirées par le matériel, tandis que les prestations de maintenance se sont tassées. Plusieurs projets de renouvellement d'équipement de radiodiffusion ont été reportés, parfois en raison du mouvement des « gilets jaunes ». L'exercice a été marqué par la réalisation d'un projet d'installation d'émetteurs WIFI G5 en bord de route sur un circuit d'essais pour véhicules communicants.

#### Ingénierie technique et logiciel

Les ventes de l'ingénierie technique et logiciel ont progressé de +8%, la plupart des segments d'activité (informatique technique et scientifique, logiciels, automatismes, applications systèmes embarqués) ressortant en croissance.

# médiane

L'activité en informatique technique de Médiane Système a poursuivi sa croissance, les ventes progressant de près de +5% en 2018 dans un contexte difficile pour le recrutement et la fidélisation de jeunes ingénieurs. L'activité est demeurée soutenue tout le long de l'année, avec un taux d'intercontrat minimal, portée par les prestations d'assistance technique et de centres de services, ces derniers faisant l'objet d'un développement volontaire et se substituant parfois à la contractualisation en forfait. Les secteurs du ferroviaire et de l'équipement électrique se sont particulièrement développés. Par agence, la hausse de l'activité s'est concentrée sur Paris et Lyon, tandis que Grenoble est ressorti en recul. L'exercice a également été marqué par le développement d'une offre en cybersécurité, ainsi que par le démarrage en fin d'année de l'activité de la nouvelle filiale en Belgique.

## Stilog

L'activité de STILOG IST est à nouveau ressortie en croissance en 2018, se traduisant par une hausse du chiffre d'affaires de +9%. A l'image de l'exercice antérieur, l'activité ESN spécialisée en informatique scientifique a généré la plus forte croissance, continuant de bénéficier de nombreux projets pour le secteur aéronautique et du développement d'une offre de tierce maintenance applicative. L'activité d'édition de logiciel (Visual Planning) a bénéficié d'une légère croissance, se décomposant entre un recul en France et une belle progression en Europe. Les ventes de licences ont reculé, après une année 2017 particulièrement dynamique. A l'inverse, les prestations (déploiement, formation, conseil) ont vivement progressé, bénéficiant notamment du développement de l'activité de TMA pour Visual Planning. Les ventes de maintenance sont ressorties en forte croissance, leur progression ininterrompue soulignant la fidélité des clients ; cette activité représente désormais 37% des ventes de l'activité logicielle. L'année 2018 a également été marquée par le déménagement de l'équipe parisienne dans de nouveaux locaux capables d'absorber la croissance future de l'entreprise.

# Stilog inc.

L'activité de sa filiale STILOG Inc., commercialisant le logiciel Visual Planning sur le marché américain, a vu la croissance de son chiffre d'affaires ralentir, de +51% en 2017 à +26% l'année dernière, en partie en raison du développement plus rapide des licences vendues en mode SaaS – dont les recettes sont réparties sur plusieurs années, con-

trairement à la recette immédiate d'une cession de logiciel. La base de clients a été élargie et diversifiée, passant de 38 à 52 comptes et les ventes générées auprès du parc installé ont doublé, témoignant de la satisfaction des clients. Capitalisant sur ces éléments encourageants, les investissements orientés vers la croissance de l'activité vont être augmentés en 2019.

#### Automatisme, mécanique et outils de R&D



WaT, bureau d'études spécialisé dans les automatismes et la mécanique, a vu ses ventes reculer de -8% en 2018. L'activité des agences de Grenoble et Paris s'est contractée, tandis que Lyon et Chambéry enregistraient de belles progressions. A l'image de 2017, l'activité d'automatisme a connu une évolution plus favorable que la mécanique. L'exercice 2018 a été également marqué par le démarrage de la filiale dédiée au portage salarial, WaT Portage, dont l'activité a sensiblement accéléré tout au long de l'année.



Apilog, spécialisée dans l'intégration d'automatismes industriels et le câblage électrique, a réalisé une croissance de +1,5% en 2018. Par secteur, les ventes enregistrées auprès de clients de l'automobile ont reculé de manière significative, subissant la baisse d'activité d'un client historique. Cette baisse a été compensée par une forte croissance dans l'aéroportuaire, avec d'importantes affaires de câblage. Les synergies et collaborations avec d'autres sociétés de ICE Groupe se sont multipliées au cours de l'année.

#### I.S.I.T

ISIT, spécialiste de la distribution de logiciels destinés au développement de systèmes embarqués, a poursuivi sa progression avec une croissance proche de +5% du chiffre d'affaires tirée par l'offre de services et le développement de solutions pour réseaux industriels. L'activité historique de distribution d'outils de développement pour systèmes embarqués a rebondi, à l'inverse de l'assurance qualité logiciel qui s'est tassée dans un marché concurrentiel.

# MEDIANE

Médiane Ingénierie, participation détenue à 39% dans le même métier que Médiane Système en informatique technique à Toulouse, a poursuivi sa forte progression en 2018, avec des ventes en hausse de +30%. Au cours des dernières années, le développement des affaires a été principalement réalisé au travers d'une action commerciale propre ; cela a notamment permis une réduction sensible de la part de l'activité portée par Médiane Système, qui demeure néanmoins significative.

#### 3.1.4. Résultats

# Compte de résultat consolidé 2018 (du chiffre d'affaires au résultat opérationnel)

L'augmentation de 1,68 M€ du résultat opérationnel d'une année sur l'autre s'explique notamment par la variation des

éléments suivants (incidences supérieures à 100 milliers d'euro) :

	2018			2017		2016
Résultat opérationnel par nature de charges	milliers	Contribu- tion par rapport au résultat	Croissan- ce en %	En milliers d'euro	Croissan- ce en %	En milliers d'euro
Chiffre d'affaires	103 310	+3301	+3.3%	100 009	+1.5%	98 568
Production stockée	1 473	+2443	-252%	-970	-	400
Coût d'achat des biens produits	-26 765	-987	+3.8%	-25 778	-0.6%	-25 922
Marge brute	78 027	+4699	+6.4%	73 328	+0.4%	73 067
Consommation en provenance de tiers	-17 253	-799	+4.9%	-16 454	+11%	-14 828
Charges de personnel (1)	-52 625	-2131	+4.2%	-50 495	+3.0%	-49 030
Charges fiscales (2)	696	+386	x2.2	311	-84%	1 910
Charges calculées (3)	-1 194	-420	+54%	-774	-33%	-1 159
Résultat opérationnel	7 364	+1676	+29%	5 688	-42%	9 843

- (1) Les charges de personnel incluent la participation des salariés (+151 k€ en 2018) et le crédit d'impôt compétitivité et emploi (-1 139 k€ en 2018)
- (2) Impôts et taxes nets des subventions d'exploitation
- (3) Amortissements et provisions nets de reprises

Au total, l'exploitation du groupe peut se résumer ainsi :

- le chiffre d'affaires a atteint 103 310 milliers d'euro, en augmentation de +3,3%,
- la marge brute a progressé plus rapidement, de +6,4% (+4,7 M€), à 78 027 milliers d'euro,

• en raison d'un accroissement moins rapide des consommations (+4,9%, +0,8 M€), de celui, également un peu moins important, des charges de personnel (+4,2%, +2,13 M€), d'une reprise des aides fiscales (+0,4 M€) équivalente à la progression des charges calculées, le résultat opérationnel a bien progressé, représentant 7,1% du chiffre d'affaires 2018.

#### Résultats d'exploitation par secteur d'activité

En milliers d'euro	2018			2017		2016	
Résultat opérationnel par secteur d'activité	Milliers d'euro	Marge en %	Croissan- ce en %	Milliers d'euro	Croissan- ce en %	Milliers d'euro	
Energie (1)	2 672	6.0%	x2.1	1 302	-77%	5 588	
Industrie - spécialités électroniques (2)	2 531	17.7%	+72%	1 473	-27%	2 026	
Hardware - Energie et industrie (3=1+2)	5 203	8.8%	+76%	2 959	-62%	7 702	
Ingénierie technique & logiciel	2 098	4.7%	-21%	2 652	+24%	2 143	
Groupe	7 364	7.1%	+29%	5 687	-42%	9 843	

L'augmentation globale de +29% du résultat d'exploitation a été particulièrement importante dans le secteur *protection et contrôle* (partie de la branche *énergie*). Après leur baisse de 2017, les niches dans les *spécialités électroniques* ont rebondi, obtenant les meilleures marges, alors que la branche *ingénierie technique et logiciel* se tassait (réduction des aides fiscales des années précédentes).

Dans ces conditions, la branche *ingénierie technique et logiciel* a dégagé une rentabilité moindre que celle de l'*industrie et* 

*énergie*, représentant respectivement 4,7% et 8,8% des ventes.

Dans l'activité protection et contrôle en France, le rebond des volumes avec Enedis et la reprise de l'aide fiscale du CIR ont permis d'absorber en partie le niveau record des dépenses de R&D (29% des ventes). Dans ces conditions, cette activité, à la rentabilité longtemps élevée, avant de fortement reculer (perte en 2017), est revenue à l'équilibre. Dans le même métier de la protection et contrôle, les socié-

tés réalisant cette activité dans l'UE ont également bénéficié du rebond de leur activité, largement lié au secteur Oil & Gas : leurs marges ont ainsi retrouvé leur niveau exceptionnel antérieur (moyenne 2018 de 19% des ventes).

Les autres activités dans l'énergie (*câblage et travaux électriques*), qui avaient bénéficié de niveaux élevés de rentabilité en 2016 et 2017 (marges moyennes de 17%), ont nettement reculé (–49%) en raison de la contraction de leurs ventes ; elles ont conservé néanmoins des marges proches de 10% et leurs meilleures perspectives devraient permettre un rebond de leurs résultats futurs.

Après leur doublement en 2015 et 2016 puis leur consolidation de 2017, le résultat des *niches de matériels électro-niques* a repris sa vive progression (+72%): bénéficiant principalement des évolutions particulièrement favorables des deux activités ayant affecté il y a quelques années les résultats du groupe, le négoce des composants CEM et thermiques et les télécommunications FM sur autoroute, la marge moyenne s'est ainsi approchée de 18% (avec des perspectives encore plus favorables en 2019).

La branche énergie et industrie a donc recouvert une moindre hétérogénéité des marges qu'en 2017.

Les résultats de l'ingénierie technique et logiciel ont été fortement affectés par la chute des aides fiscales soutenant leurs activités de R&D. Hors cette incidence fiscale, leurs résultats auraient globalement progressé de +21%. La marge moyenne de cette activité a recouvert une homogénéité de situations, même si certaines ont été sensiblement meilleures que d'autres, telle l'édition logiciel.

#### Forte augmentation du résultat net part du groupe

Bénéficiant de la progression du résultat opérationnel et de la diminution de la part des minoritaires, le résultat net total du groupe a fortement progressé, +48%, à 5,74 M€.

Les produits financiers nets sur les placements ont été fortement affectés par la chute boursière de fin d'année générant des moins-values sur la partie – pourtant restreinte – de nos placements sur des supports actions. Ces derniers cherchent en effet à pallier l'absence de toute rémunération sur la partie liquide de notre trésorerie (environ 80%), conséquence des taux à court terme négatifs. Au total, d'une année sur l'autre, la différence des produits financiers s'ajoutant positivement ou négativement au résultat d'exploitation, a affecté le résultat courant pour environ −0,8 M€. A ce sujet, il convient de rappeler que l'apport des produits financiers sur la partie risquée de notre trésorerie avait généré près de 0,5 M€ par an au cours des cinq précédents exercices (un peu plus de 7% des résultats). Par ailleurs, le rebond boursier du début d'année 2019 a déjà permis d'effacer les pertes de 2018.

Autre élément ayant pesé sur le résultat et comme déjà examiné, en raison de redressements fiscaux sur le CIR de sociétés dans l'ingénierie, la charge de l'impôt sur les résultats a été sensiblement plus importante qu'escomptée.

Inversement, élément positif déjà évoqué, la déduction des parts des minoritaires a été limitée à 0,4 M€ — soit d'une année sur l'autre une différence favorable proche de 0,5 M€. Dans ces conditions, le bénéfice net part du groupe s'est élevé à 5,74 millions d'euro et, bien que limité par les points négatifs évoqués, ce résultat est proche de ses plus hauts antérieurs.

#### Progression du dividende proposé

Compte tenu de la progression du résultat et des perspectives favorables quant à la poursuite du développement du groupe, ainsi que la solidité financière de ce dernier avec un niveau élevé de trésorerie nette, une reprise de la progression des dividendes de cette année semble raisonnable : elle fait suite aux majorations décidés en 2016 (+3,9%) et 2017 (+2,5%), puis à sa stabilisation de l'année dernière. Le directoire propose donc à l'Assemblée Générale d'approuver un dividende de 0,84 euro par action, à rapprocher de 0,82 euro l'année dernière.

Par rapport aux bénéfices, cela représenterait 49% du social et 16,6% du consolidé, à rapprocher de 24% du social et du consolidé de l'année précédente.

#### 3.1.5. Trésorerie

En milliers d'euro	2018			201	2016	
Trésorerie *	Milliers d'euro	% du CA annuel	Crois- sance	Milliers d'euro	Crois- sance	Milliers d'euro
Société mère (1)	6 416	6.2%	-3 945	10 361	+2291	8 070
Trésorerie groupe	25 445	25%	-3 616	29 061	+2991	26 070
Trésorerie nette groupe (2)	13 318	13%	+580	12 738	-8 832	21 570

<sup>\*</sup> Valeurs mobilières de placement (au prix de vente du marché) et disponibilités - concours bancaires et soldes créditeurs

<sup>(1)</sup> Hors portage de placements pour le compte de filiales

<sup>(2)</sup> Trésorerie - emprunts et dettes financières non courants.

# 3.2. Rapport sur les comptes sociaux

Les comptes sociaux de ICE Groupe ont été arrêtés par le Directoire puis examinés par le Conseil de surveillance dans leurs réunions du 22 mars 2019 en présence d'un Commissaire aux Comptes.

#### 3.2.1. Chiffre d'affaires

Depuis la scission de 2015, le chiffre d'affaires est essentiellement composé des portages pour le compte des filiales ainsi que les services qu'elle leur rend.

#### 3.2.2. Bilan et compte de résultat de ICE Groupe

Les comptes sociaux, bilan et compte de résultat, de ICE Groupe figurent dans le chapitre « Comptes sociaux » des comptes annuels.

Au 31 décembre 2018, le total du bilan s'élève à 78 093,5 milliers d'euro contre 79 385,0 milliers d'euro au 31 décembre 2017.

Les comptes sociaux de la société sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises et aux principes comptables généralement admis. Ils n'ont pas subi de changement de méthode significatif.

Au 31 décembre 2018, le capital social est composé de 1 132 400 titres de 10 euro de nominal.

L'annexe comptable fait partie intégrante des comptes annuels.

Le compte de résultat fait ressortir un bénéfice net de 1 949,2 milliers d'euro contre 3 835,0 milliers d'euro au 31 décembre 2017.

# 3.2.3. Décomposition des dettes fournisseurs et créances clients

Conformément à la loi, nous vous indiquons le nombre et le montant total hors taxe au 31-12-2018 des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance :

En keuro	Montant	Nombre	%/achats
0 jour (indicatif.)	207,4	7	2,2%
1 à 30 jours	1,4		0,0%
31 à 60 jours	86,2		0,9%
61 à 90 jours	19,4		0,2%
91 jours et +	1 034,4		11,2%
Total hors délai	1 141,4	92	12,3%

De même, le nombre et le montant total hors taxe des factures émises non réglées au 31-12-2018 étaient ainsi répartis :

En keuro	Montant	Nombre	%/ventes
0 jour (indicatif.)	1 402,5	72	13,2%
1 à 30 jours	-		-
31 à 60 jours	91,6		0,9%
61 à 90 jours	32,5		0,3%
91 jours et +	88,88		0,8%
Total hors délai	112,9	19	2,0%

Par ailleurs, le nombre et le montant total hors taxe des factures reçues au cours de 2018 ayant connu un retard de paiement, étaient ainsi répartis :

En keuro	Montant	Nombre	%/achats
0 jour (indicatif.)	2 062,3	171	22,3%
1 à 30 jours	1 036,7		11,2%
31 à 60 jours	465,2		5,0%
61 à 90 jours	809,6		8,7%
91 jours et +	3 497,8		37,7%
Total hors délai	5 809,4	462	62,7%

Enfin, le nombre et le montant total hors taxe des factures émises au cours de 2018 ayant connu un retard de paiement étaient ainsi répartis :

En keuro	Montant	Nombre	%/ventes
0 jour (indicatif.)	1 252,8	17	11,8%
1 à 30 jours	2 654,4		24,9%
31 à 60 jours	537,9		5,1%
61 à 90 jours	809,6		7,6%
91 jours et +	3 497,8		37,7%
Total hors délai	7 260,3	546	68,2%

#### 3.2.4. Résultats financiers sur 5 ans

Le tableau des résultats financiers sur 5 ans fait partie intégrante des comptes sociaux.

#### 3.2.5. Filiales et participations

Les informations relatives à l'activité des filiales sont notamment mentionnées au début de ce rapport et, pour les comptes annuels, dans le descriptif du secteur d'activité dont elles relèvent. Des données financières les concernant sont également contenues dans le tableau des filiales et participations au 31 décembre 2018, annexé aux comptes sociaux.

# 3.3. Faits marquants, évènements récents et perspectives

#### 3.3.1. Faits marquants de l'exercice 2018

- Le groupe a été affecté par la disparition brutale et tragique de deux de ses dirigeants, MM. Didier Martineau et Patrick Bouchard, chacun président-fondateur de leurs sociétés ayant rejoint le groupe, respectivement Ec2E (avec sa filiale ECI) et m2es Technologies (devenue WaT, dont le capital social a été porté à 1 000 000 euro en 2018).
- Filiale à 100% de WaT, la société WaT-Portage créée fin 2017 a commencé en cours d'année son activité opérationnelle. Egalement nouvelle filiale (à 100% de Médiane Système), Médiane Benelux a amorcé son activité en fin d'année 2018-début 2019.
- Le capital social de Médiane Système a été porté de 1,8 M€ à 6 M€.

#### 3.3.2. Evénements importants survenus depuis le début de l'exercice 2019

Des projets de croissance dans plusieurs autres sociétés continuent d'être examinés mais cependant, les perspectives immédiates pour cela ne sont pas bonnes : les prix sont exorbitants pour les entreprises possédant des perspectives décentes à long terme. Cette réalité décevante signifie que notre développement en 2019 sera probablement encore seulement interne. Nous continuons néanmoins d'espérer une acquisition de taille significative.

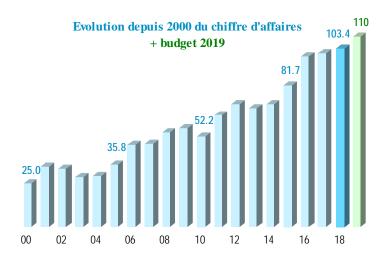
Aucun autre événement important n'est intervenu depuis le début de l'exercice 2019.

#### 3.3.3. Perspectives

Le Groupe aborde l'année 2019 avec confiance, porté par l'amélioration des perspectives de ses marchés de l'équipement industriel. Il escompte une poursuite de la consolidation des marchés des protections des réseaux électriques en France, une nouvelle croissance des niches spécialisées dans les protections des réseaux électriques à l'étranger et en électricité et électronique, et une poursuite de la progression de l'ingénierie technique & logiciel.

La confiance du groupe est confortée par son business model de long terme d'élargissement de ses activités, créateur de croissance et de forte diminution globale du risque, que conforte le niveau élevé de la trésorerie conservée en interne. Enfin, la confiance du groupe est renforcée par ses fondamentaux : ses hommes et ses femmes, sa recherche, sa capacité à innover et à proposer des produits et services de qualité au plus près des besoins des clients.

La constitution progressive du groupe depuis 2000 et la croissance des sociétés qui l'ont rejoint constituent l'illustration de cette politique amplifiée au cours des derniers exercices et qui sera poursuivie dans les prochaines années :



Notre environnement général pourrait être cette année un peu moins favorable :

- Après son amélioration de 2017-2018, l'économie française devrait globalement décélérer en 2019, revenant vers son rythme de croissance potentiel.
- L'investissement des entreprises en France pourrait donc également ralentir, passant de +4,7% en 2017 et +2,9% en 2018, à +2,4%.
- La même évolution pourrait peser sur nos marchés à l'étranger : ainsi, le dynamisme de l'économie américaine serait également moins favorable (croissance de l'investissement passant de +6,1% en 2018 à +3,8% cette année) au développement de Stilog Inc. La même évolution pourrait être ressentie, en Espagne et en Italie, pour nos filiales CEE.

Les résultats devraient néanmoins bénéficier de l'accroissement escompté de l'activité interne. La trésorerie demeurerait nettement positive



# Comptes consolidés au 31 décembre 2018

Les comptes détaillés dans ce chapitre présentent les résultats de ICE Groupe dans leur intégralité, toutes filiales confondues.

# 4. Comptes consolidés

# 4.1. Comptes de résultat consolidés comparés

		8	2017		2016	
En milliers d'euro		Règles 99-02		Règles 99-02		Règles 99-02
Chiffre d'affaires (note 3)	103 310	103 310	100 009	100 009	98 568	98 568
Production stockée	1 473	1 473	-970	-970	400	400
Production immobilisée	9	9	66	66	21	21
Production de l'exercice	104 792	104 792	99 106	99 106	98 989	98 989
Coût d'achat des biens produits	-26 765	-26 765	-25 778	-25 778	-25 922	-25 922
Marge brute	78 027	78 027	73 328	73 328	73 067	73 067
Consommation en provenance de tiers	-17 253	-17 253	-16 454	-16 454	-14 828	-14 828
Valeur ajoutée	60 774	60 774	56 873	56 873	58 239	58 239
Subventions d'exploitation	2 876	45	2 209	57	3 836	48
Impôts et taxes	-2 180	-2 180	-1 899	-1 899	-1 926	-1 926
Charges de personnel (note 4)	-52 625	-52 625	-50 495	-50 495	-49 030	-49 030
Excédent brut d'exploitation	8 844	6 014	6 689	4 536	11 119	7 330
Reprises et transferts de charges	1 135	1 135	1 292	1 292	883	883
Amortissements et provisions	-2 329	-2 329	-2 067	-2 067	-2 041	-2 041
Résultat d'exploitation	7 650	4 820	5 915	3 762	9 960	6 172
Autres produits et charges (note 5)	-286	-286	-227	-227	-117	-117
Résultat opérationnel	7 364	4 533	5 688	3 535	9 843	6 055
Produits financiers	218	218	630	630	482	482
Charges financières	-610	-610	-248	-248	-109	-109
Résultat financier (note 6)	-392	-392	383	383	374	374
Résultat courant avant impôts	6 972	4 141	6 070	3 917	10 216	6 428
Résultat exceptionnel (note 5)	150	-71	17	17	-2 372	-2 372
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-51	-51	59	59	40	40
Amortissement ou dépréciation des écarts d'acquisition (note 7)	-	-731	-	-911	-	-1 244
Impôts sur les résultats (note 8)	-927	2 125	-1 375	761	-1 079	2 709
Résultat net	6 145	5 414	4 771	3 843	6 806	5 561
Dont : - part du groupe	5 739	5 009	3 891	2 963	4 897	3 653
- part des minoritaires	405	405	880	880	1 908	1 908
Résultat net par action part du groupe (euro)	5.07	4.42	3.44	2.62	4.32	3.23

# 4.2. Bilans consolidés comparés

# Actif (en valeurs nettes)

	31/12/2018		31/12/2017		31/12/2016	
En milliers d'euro		Règles 99-02		Règles 99-02		Règles 99-02
Actifs non courants	28 669	16 840	28 574	17 476	23 705	13 535
Ecarts d'acquisition (note 7)	19 406	7 911	19 406	8 642	14 580	4 727
Autres immobilisations incorporelles (note 9)	1 160	843	1 216	899	1 262	945
Immobilisations corporelles (note 10)	3 974	3 974	3 898	3 898	3 819	3 819
Actifs financiers non courants (note 11)	824	824	783	783	1 016	1 016
Titres mis en équivalence	275	275	345	345	306	306
Impôts différés actifs (note 8)	3 029	3 013	2 927	2 910	2 722	2 722
Actifs courants	95 207	95 077	93 839	93 250	86 324	85 906
Stocks (note 12)	12 041	12 041	10 575	10 575	11 104	11 104
Créances clients (note 13)	34 436	34 436	31 785	31 785	29 500	29 500
Autres actifs courants (note 14)	3 549	3 549	3 804	3 804	4 247	4 247
Créances fiscales (hors TVA)	19 337	19 337	18 469	18 469	15 379	15 379
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 15)	25 844	25 715	29 207	28 618	26 094	25 676
Total de l'actif	123 876	111 917	122 414	110 726	110 029	99 441

#### **Passif**

	31/12/2018		31/12/2017		31/12/	2016
En milliers d'euro		Règles 99-02		Règles 99-02		Règles 99-02
Fonds propres	80 551	68 592	76 088	64 401	76 900	66 312
Capital	11 324	11 324	11 324	11 324	11 324	11 324
Réserves	49 773	49 773	47 739	47 739	44 848	44 848
Ecarts d'acquisition et fonds de commerce amortis	11 098	-	10 171	-	8 926	-
Eléments constatés directement en capitaux propres (note 15)	130	-	603	-	418	-
Réserve de conversion	-158	-158	-153	-153	-164	-164
Résultat	5 739	5 009	3 891	2 963	4 897	3 653
Capitaux propres - part du groupe	77 906	65 948	73 574	61 873	70 250	59 661
Intérêts minoritaires	2 529	2 528	2 398	2 412	6 535	6 535
Autres fonds propres	116	116	116	116	116	116
Passifs non courants	13 228	13 228	17 426	17 426	5 963	5 963
Provisions pour retraites (note 16)	809	809	992	992	1 317	1 317
Impôts différés passifs (note 8)	101	101	95	95	146	146
Fournisseurs d'immobilisations financières	276	276	338	338	-	-
Emprunts et dettes financières non courants (note 17)	12 043	12 043	16 001	16 001	4 500	4 500
Passifs courants	30 097	30 097	28 899	28 899	27 165	27 165
Dettes fournisseurs	7 007	7 007	7 849	7 849	7 124	7 124
Provisions pour risques et charges	267	267	426	426	151	151
Autres passifs courants (note 18)	22 423	22 423	20 478	20 478	19 865	19 865
Emprunts et dettes financières courants	400	400	146	146	26	26
Total du passif	123 876	111 917	122 414	110 726	110 029	99 441

# 4.3. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Variation des capitaux propres part du groupe, contribution de chaque société aux capitaux propres et au résultat consolidé

En milliers d'euro	Capitaux propres	Divi- dendes	Divi- dendes	Résultat	Ecarts convers.	Capitaux propres
	N-1	versés	reçus		& autres mouvmts	N
2018						
Alliance TI	146	- 10	-	-128	0	17
Apiloq CEE España	14 1 387	-18 -225	-	59 483	-0	55 1 645
CEE Italiana	630	-29	-	290	-0	890
CEE Relays	47	-33	-	45	-2	57
Compelma	-1 328	-	-	635	-0	-694
Domus Effectus EC2E	-120 528	- -281	- 26	-8 384	- -0	-128 656
ECI	-159	-26	-	-25	-0	-209
ICE Groupe	59 971	-929	2 044	-70	-381	60 635
ICE	205	-	-	700	-0	905
ISIT Médiane Benelux	-72 -	-	-	48 -37	-0	-24 -37
Médiane Ingénierie	172	-19	-	78	-0	231
Médiane Système	6 872	-239	19	779	0	7 431
OTN	2 247	-630	-	1 116	0	2 733
STIC Stilog IST	-357 2 121	- -450	-	405 982	-0 -92	48 2 561
Stilog Inc.	-282	-	-	-168	-3	-453
WaT	1 555	-140	-	162	-0	1 577
WaT Portage Groupe	-3 <b>73 574</b>	2.010	2.000	5 <b>739</b>	-478	77 906
2017	73 574	-3 018	2 089	3 /39	-4/0	11 900
Alliance TI	160	-	-	-14	-	146
Apilog	1 (00	-	-	14	-	14
CEE España CFE Italiana	1 639 730	-480 -132	-	227 31	-	1 387
CEE Relays	56	-36		37	-10	47
Compelma	-1 918	-	-	196	394	-1 328
Domus Effectus	-135	-	-	15	-	-120
EC2E ECI	422 -218	-240	-	339 66	-6	528 -159
ICE Groupe	57 619	-929	3 448	132	-300	59 971
ICE	2 920	-1 560	-	-1 156	-	205
ISIT WATER OF THE PARTY OF THE	-51	-	-	-21	0	-72
Médial Concept (absorbée par WaT au 01-04-17 via TUP)  Médiane Benelux	854	-	-	44	-899 -	-
Médiane Ingénierie	119	-19	-	73	-0	172
Médiane Système	6 553	-359	19	660	-1	6 872
OTN	1 037	-321	-	1 531	-	2 247
STIC Stilog IST	-533 782	- -181	-	176 1 143	0 377	-357 2 121
Stilog Inc.	-120	-	-	-66	-95	-282
WaT (ex m2es Technologies)	333	-140	-	465	897	1 555
WaT Portage Groupe	70 250	-4 397	3 468	-3 <b>3 891</b>	363	-3 73 574
2018 selon règles 99-02	70 230	-4 377	3 400	3 071	303	73 374
Alliance TI	146	-	-	-128	0	17
Apilog	14	-18	-	59	0	55
CEE España CEE Italiana	1 377 630	-225 -29	-	483 290	-	1 635 890
CEE Relays	47	-33	-	45	-2	57
Compelma	-3 470	-	-	635	-0	-2 835
Domus Effectus	-120	- 201	-	-8	0	-128
EC2E ECI	-275 -159	-281 -26	26	273 -25	-0	-257 -209
ICE Groupe	59 460	-929	2 044	-70	0	60 505
ICE	205	-	-	700		905
ISIT Médiana Panaluy	-130	-	-	26	-0	-104
Médiane Benelux Médiane Ingénierie	172	- -19	-	-37 78		-37 231
Médiane Système	909	-239	19	775	0	1 464
OTN	1 852	-630	-	940	-0	2 161
STIC Stilog IST	-954 1 F 2 2	- 4EO	-	263		-691
Stilog IST Stilog Inc.	1 522 -282	-450 -	-	848 -168	-3	1 920 -453
WaT	932	-140	-	19	-0	812
WaT Portage	-3	-	-	11		9
Groupe	61 873	-3 018	2 089	5 009	-5	65 948

# 4.4. Tableau des flux de trésorerie consolidés comparés

	2018		2017		2016	
En milliers d'euro		Règles 99-02		Règles 99-02		Règles 99-02
Résultat net part du groupe	5 739	5 009	3 891	2 963	4 897	3 653
Intérêts minoritaires	405	405	880	880	1 908	1 908
Amortissements et provisions	1 054	1 785	1 259	2 170	1 336	2 580
Variation des impôts différés	-96	-96	-239	-222	-1 219	-1 219
Plus ou moins values de cession	-23	-23	-64	-64	2 365	2 365
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence	51	51	-59	-59	-40	-40
Marge brute d'autofinancement	7 130	7 130	5 669	5 669	9 247	9 247
Dividendes reçus sociétés en équivalence	20	20	20	20	-	-
Variation du besoin en fonds de roulement (note 19)	-3 657	-3 657	-2 250	-2 250	-3 308	-3 308
Flux de trésorerie généré par l'activité (A)	3 493	3 493	3 438	3 438	5 938	5 938
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles (1)	-1 616	-1 616	-1 490	-1 490	-1 274	-1 274
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles (2)	227	227	230	230	155	155
Acquisition et cession de filiales et participations	-62	-62	-9 391	-9 391	-2 671	-2 671
Variation des autres actifs financiers	-38	-38	214	214	31	31
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	-1 490	-1 490	-10 436	-10 436	-3 759	-3 759
Dividendes versés	-1 217	-1 217	-1 645	-1 645	-1 527	-1 527
Variation des comptes courants d'associés	12	12	-0	-0	18	18
Encaissements provenant d'emprunts	1 006	1 006	15 018	15 018	5 137	5 137
Remboursement d'emprunts (3)	-4 964	-4 964	-3 526	-3 526	-2 159	-2 159
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	-5 163	-5 163	9 847	9 847	1 373	1 373
Incidence des variations de cours des devises et de juste valeur (D)	-456	3	143	-29	-84	-56
Variation de trésorerie (A+B+C+D)	-3 616	-3 157	2 991	2 820	3 468	3 496
Trésorerie d'ouverture (E)	29 061	28 472	26 070	25 652	22 602	22 156
Trésorerie de clôture (A+B+C+D+E) (note 15)	25 445	25 315	29 061	28 472	26 070	25 652

#### 4.5. Notes annexes

#### Note 1\_Principes comptables

Le Directoire a arrêté le 22 mars 2019 les états financiers consolidés au 31 décembre 2018. Les comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires qui se tiendra le 26 avril 2019.

Les comptes consolidés de ICE Groupe et de ses filiales (« le groupe ») au titre de l'exercice 2018 sont établis conformément aux règles comptables françaises 99-02 en vigueur. Non coté et de petite taille, ICE Groupe n'a pas à mettre en œuvre les normes IFRS, International Financial Reporting Standards, adoptées par l'Union Européenne.

Le groupe prévoyait néanmoins l'utilisation de ce référentiel IFRS dans ses comptes dès l'exercice 2009. Dans ce cadre, il avait anticipé dès les comptes de l'exercice 2008 l'utilisation de cinq normes et interprétations IFRS ayant un impact majeur dans ses comptes. Cependant en juillet 2009, l'IASB International Accounting Standards Board a publié de nouvelles normes IFRS simplifiées destinées aux sociétés n'ayant pas de responsabilité publique (non cotées ou ne détenant pas d'actifs à titre fiduciaire). Toutefois, l'ANC, l'Autorité des normes comptables, a indiqué ne pas être favorable à l'introduction de ce nouveau référentiel. Dans l'attente d'une stabilisation de ces normes et afin d'assurer une bonne continuité de présentation, notre groupe, qui a donc le choix entre l'utilisation du règlement CRC 99-02 sur les comptes consolidés ou l'application des « full IFRS », continue depuis d'utiliser les cinq normes et interprétations IFRS suivantes :

#### Ecarts d'acquisition (IFRS 3 et IAS 36)

Un écart d'acquisition (ou « goodwill ») est la différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation comptable à la juste valeur des actifs et passifs identifiés, après prise en compte le cas échéant des impôts différés à la date d'acquisition. Il est comptabilisé à l'actif du bilan.

Les écarts d'acquisition dégagés lors de l'acquisition d'une société mise en équivalence sont présentés sur la ligne *Titres mis en équivalence*.

Jusqu'en 2015, le référentiel français 99-02 amortissait systématiquement ces écarts d'acquisition linéairement sur une durée entre 5 et 20 ans, prenant en compte les objectifs fixés et les perspectives envisagées au moment de l'acquisition. A compter des exercices ouverts en 2016, le règlement 2015-07 de l'ANC stipule que l'amortissement systématique du goodwill cesse de l'être en l'absence de limite prévisible à sa durée d'utilisation. Lors de la première application du nouveau règlement, l'ANC a laissé, au choix de l'entreprise, la possibilité de poursuivre le plan initial d'amortissement des écarts d'acquisition existant ou d'effectuer une nouvelle analyse de la durée d'utilisation limitée ou non de ces derniers. Par souci de simplification et afin de ne pas changer

de méthode, le groupe a choisi de poursuivre les plans d'amortissement initiaux.

A partir de 2017, les goodwills dégagés lors de nouvelles acquisitions (nouvelles sociétés ou acquisitions complémentaires de titres de sociétés existantes) ne sont pas amortis.

Les normes et interprétations IFRS remplacent l'amortissement des goodwills par un test de valeur (« Impairment test ») chaque année : lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable du goodwill et sa juste valeur est comptabilisé en dépréciation des écarts d'acquisition de l'exercice.

Les tests de dépréciation consistent à comparer les actifs nets comptables y compris les écarts d'acquisition et la valeur recouvrable des titres. Cette dernière est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une durée d'au moins 5 ans et d'une valeur terminale. Le taux d'actualisation retenu pour ces calculs est le coût du capital, ajusté d'une prime de risque selon le secteur d'activité. Ces taux d'actualisation sont des taux après impôts appliqués à des flux de trésorerie après impôts. Leur utilisation aboutit à la détermination de valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en utilisant des taux avant impôts à des flux de trésorerie non fiscalisés.

Les hypothèses retenues en termes de progression de l'activité et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché observées.

L'utilisation des projections actualisées des flux de trésorerie futurs est privilégiée pour déterminer la valeur recouvrable, à défaut de référence de transactions récentes similaires facilement disponibles.

Les dépréciations relatives aux écarts d'acquisition ne sont pas réversibles.

Compte tenu des perspectives favorables dans l'ensemble des sociétés du groupe, aucune dépréciation d'écarts d'acquisition n'a été réalisée l'année dernière.

#### Fonds commerciaux (IAS 38)

Les fonds commerciaux présents dans les comptes des filiales correspondent à des éléments non identifiables et doivent selon les normes IFRS être assimilés à des écarts d'acquisition. Ces fonds commerciaux ont donc été intégrés dans les écarts d'acquisition des filiales concernées et subissent les mêmes retraitements (annulation des amortissements antérieurs, etc.).

Le fonds commercial présent dans les comptes d'ICE et totalement amorti n'est pas retraité. Le fonds commercial d'ECI avait été totalement déprécié en 2013.

#### CIR / subvention d'exploitation (IAS 20)

Le CIR (crédit d'impôt recherche), incitation fiscale à la recherche — sans ciblage sectoriel ou technologique — pour développer la capacité d'innovation et renforcer la compétitivité des entreprises, est assimilé à une subvention d'exploitation en raison de son importance accrue, passant en quelques années de 5% à 10%, puis depuis 2008 à 30% des dépenses de recherche et développement.

Les crédits d'impôt ainsi obtenus n'apparaissent donc pas dans la ligne *Impôts sur les résultats* mais sont intégrés à la ligne *Subventions d'exploitation*.

#### Valorisation des OPCVM (IAS 39)

Les parts d'OPCVM sont qualifiées d'actifs disponibles à la vente. En conséquence, elles sont valorisées au bilan à leur valeur de marché au jour de la clôture. Les gains latents ainsi dégagés sont enregistrés directement dans les capitaux propres sur la ligne *Eléments constatés directement en capitaux propres*.

#### 1.1. Utilisation d'estimations

L'établissement des états financiers consolidés conformément aux normes comptables, nécessite que le groupe procède à des estimations et utilise certaines hypothèses susceptibles d'impacter la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du groupe.

Ces estimations et hypothèses portent essentiellement sur les évaluations des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels, les provisions, les engagements de retraite, les impôts différés et la valorisation des compléments de prix. Les estimations utilisées par le groupe sur ces différents thèmes sont détaillées dans les notes spécifiques.

#### 1.2. Périmètre et méthodes de consolidation

Toutes les sociétés comprises dans le périmètre clôturent leur exercice au 31 décembre.

Les sociétés du groupe dans lesquelles la société mère ICE exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale avec dégagement des intérêts minoritaires.

Les sociétés sur lesquelles le groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les autres intérêts dans Cervicem et Sequin ne sont pas consolidés car soit ces sociétés sont d'une importance non significative, soit le groupe n'y exerce pas d'influence.

# 1.3. Conversion des états financiers (filiales étrangères)

Les actifs et passifs en devises des filiales étrangères au Royaume-Uni et Etats-Unis sont convertis sur la base du cours de change constaté à la clôture. Les éléments de leurs comptes de résultats sont convertis au cours moyen de la période.

La différence de conversion qui en résulte est portée directement en capitaux propres au poste *Réserve de conversion*, pour la part revenant au groupe et au poste *Intérêts minoritaires*, pour la part revenant aux tiers. Cette différence

n'impacte le résultat qu'au moment de la cession de la société.

#### 1.4. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu dès lors que les risques et avantages inhérents à la propriété des biens ou services ont été transférés au client.

Les remises, ristournes et retours de produits sont comptabilisés en déduction du chiffre d'affaires.

#### 1.5. Frais de recherche et de développement

Les dépenses engagées pendant la phase de recherche sont comptabilisées en charges de la période au cours de laquelle elles sont encourues.

Les dépenses engagées pendant la phase de développement sont activées en immobilisations incorporelles uniquement si elles satisfont l'ensemble des critères suivants :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable,
- · la faisabilité technique du projet est démontrée,
- l'intention et la capacité de terminer le projet et d'utiliser ou vendre les produits issus de ce projet, sont démontrées,
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme et pour l'utiliser ou le vendre sont disponibles,
- le groupe peut démontrer que le projet générera des avantages économiques futurs probables, comme l'existence d'un marché potentiel pour la production issue de ce projet, ou son utilité en interne est démontrée.

Compte tenu du nombre actuellement important de projets en développement et des aléas liés à la décision du lancement des produits concernés par ces projets, ICE considère que certains critères d'activation ne sont dès lors pas remplis.

#### 1.6. Immobilisations incorporelles

Elles figurent au bilan à leur prix de revient.

Il s'agit principalement des frais de recherche et développement correspondant à l'immobilisation entre 2000 et 2004 d'une partie des frais de l'étude du PCCN pour les postes électriques de Enedis. Ces frais ont fini d'être totalement amortis en 2006.

Les concessions, brevets et droits similaires sont essentiellement constitués de logiciels maintenant amortis sur trois ans.

L'écart d'évaluation du logiciel Visual Planning lié à l'acquisition de Stilog IST en mars 2014 fait l'objet d'un amortissement sur une durée de 10 ans.

#### 1.7. Immobilisations corporelles

Toutes les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation.

Les durées d'amortissements des immobilisations sont les suivantes :

Installations techniques,	
matériel et outillage industriels	5/10 ans
Autres immobilisations corporelles	3/10 ans

Les amortissements linéaires et dégressifs comptabilisés sont calculés selon la durée d'utilisation estimée d'après les usages.

#### 1.8. Stocks et en-cours

Les matières et autres approvisionnements sont valorisés au prix moyen pondéré ou du « premier entré, premier sorti ».

Les en-cours et les produits finis sont évalués au coût de production qui comprend les consommations, les charges directes de production ainsi qu'une quote-part de frais généraux.

Les provisions pour dépréciation prennent en considération les perspectives d'écoulement des produits, dépendant soit de l'évolution de la demande soit d'une obsolescence.

#### 1.9. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent des liquidités en comptes bancaires et des parts d'OPCVM de trésorerie.

Les découverts bancaires, assimilés à un financement, sont présentés dans les *Emprunts et Dettes financières courants*.

Comme indiqué précédemment, les parts d'OPCVM sont qualifiées d'actifs disponibles à la vente et sont donc valorisées au bilan à leur valeur de marché au jour de la clôture. Les gains latents ainsi dégagés sont enregistrés directement dans les capitaux propres sur la ligne *Eléments constatés directement en capitaux propres*.

#### 1.10. Provisions pour retraites

L'engagement en matière de retraites correspond à l'indemnité de fin de carrière à percevoir par les salariés le jour de leur départ en retraite. Elle est fonction des conventions collectives ou accords internes des sociétés françaises.

Cet engagement fait l'objet pour ces salariés d'un calcul statistique actuariel selon la méthode « rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière ». Cette valorisation des engagements est effectuée chaque année et tient compte, notamment, de l'ancienneté, de l'espérance de vie, du taux de rotation du personnel par catégorie ainsi que des hypothèses économiques telles que taux d'inflation et taux d'actualisation.

La plus grande partie de ces indemnités de retraites est couverte auprès de compagnies d'assurance. Les charges patronales sociales et fiscales de ces engagements sont gérées par des provisions.

La charge comptabilisée en résultat au cours de l'exercice intègre donc :

- les droits supplémentaires acquis par les salariés au cours de cet exercice,
- la variation de l'actualisation des droits existant en début d'exercice, compte tenu de l'écoulement de l'année,
- le produit escompté du fond externe calculé sur la base du rendement de placements à long terme,
- l'incidence des modifications éventuelles de régimes sur les années antérieures ou de nouveaux régimes.

La dette relative à l'engagement net de la société concernant le personnel est constatée au passif du bilan, dans la rubrique *Provisions pour retraites*.

#### 1.11. Impôts sur les résultats

L'impôt sur les résultats correspond à l'impôt exigible de chaque entité fiscale consolidée, corrigé des impositions différées des sociétés françaises intégrées.

Celles-ci sont calculées sur toutes les différences temporaires provenant de l'écart entre la base fiscale et la base comptable consolidée des actifs et passifs.

Elles sont évaluées en utilisant les règles fiscales en vigueur à la clôture et le taux d'impôt de l'exercice suivant.

Les impôts différés — actif — ne sont constatés que s'il est probable qu'ils pourront être récupérés.

# Note 2\_Variations de périmètre

La société Apilog avait rejoint le groupe au 1er octobre 2017.

Deux sociétés détenues à 100% créées en fin 2017, WaT Portage, filiale de WaT, et Médiane Benelux, filiale de Médiane Système, ont commencé leur activité commerciale en 2018.

# Note 3\_Information sectorielle

## 3.1. Informations par secteur d'activité

Nombre ou milliers d'euro (proratisé)	Effectifs moyens	Entrées de com- mandes	Chiffre d'affaires	Résultat opéra- tionnel	Actif opéra- tionnel (A)	Passif opéra- tionnel (B)
2018						
Energie (1)	316	46 248	44 483	2 672	36 376	11 704
Industrie - Spécialités électroniques (2)	42	14 052	14 320	2 531	11 264	2 766
Hardware - Energie et industrie (3=1+2)	357	60 300	58 803	5 203	47 640	14 470
Ingénierie technique & logiciel	495	45 144	44 483	2 098	36 576	14 387
Groupe	864	105 468	103 310	7 364	96 923	30 882
2017						
Energie (1)	311	45 120	45 218	1 486	35 674	11 721
Industrie - Spécialités électroniques (2)	43	14 602	13 733	1 473	11 031	2 494
Energie et industrie (3=1+2)	354	59 722	58 951	2 959	46 705	14 215
Ingénierie technique & logiciel	452	41 146	41 011	2 652	35 238	14 152
Groupe	816	100 915	100 009	5 688	92 069	30 174
2016						
Energie (1)	306	47 742	47 102	5 676	28 610	10 136
Industrie - Spécialités électroniques (2)	41	14 425	13 810	2 026	10 648	2 474
Energie et industrie (3=1+2)	347	62 167	60 912	7 702	39 258	12 610
Ingénierie technique & logiciel	431	38 345	37 652	2 143	20 051	10 344
Groupe	787	100 516	98 568	9 843	62 838	24 218

<sup>(</sup>A) L'actif opérationnel comprend les écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles, créances d'exploitation et stocks.

#### 3.2. Informations par zone géographique

	2018			2017		2016
Chiffre d'affaires	En milliers d'euro	Poids en (	Croissan- ce en %	En ( milliers d'euro	Croissan- ce en %	En milliers d'euro
France	86 753	84%	-0.9%	87 558	+3.4%	84 710
International	16 557	16%	+33%	12 451	-10%	13 858
Groupe	103 310	100%	+3.3%	100 009	+1.5%	98 568

#### 3.3. Informations par nature

	2018			2017		2016
Chiffre d'affaires	En milliers d'euro	Poids en %	Croissan- ce en %		Croissan- ce en %	En milliers d'euro
Marchandises	8 664	8.4%	+1.9%	8 500	-2.2%	8 692
Biens (1)	46 702	45%	+6.3%	43 936	+3.8%	42 309
Services (1)	47 944	46%	+0.8%	47 574	+0.0%	47 566
Groupe	103 310	100%	+3.3%	100 009	+1.5%	98 568

 $<sup>(1) \ {\</sup>it Certains services \'etant regroup\'es avec des biens, le montant des services est minor\'e. }$ 

<sup>(</sup>B) Le passif opérationnel comprend les provisions pour risques et charges et les dettes d'exploitation.

## Note 4\_Frais de personnel et effectifs

#### **4.1. Effectifs** (1)

	2018 <sup>(2)</sup>	2017	2016
Ingénieurs, cadres et assimilés	558	522	487
Employés, techniciens et agents de maîtrise	203	196	195
Ouvriers	103	99	105
Total	864	816	787

<sup>(1)</sup> Moyenne annuelle. Par ailleurs, cet effectif a été complété par 79 indépendants en sous-traitance, intérimaires et apprentis.

#### 4.2. Frais de personnel

En milliers d'euro	2018	2017	2016
Rémunération du personnel	37 203	35 467	34 475
Charges sociales (1)	15 272	14 663	14 185
Participation des salariés	151	365	370
Total	52 625	50 495	49 030
(1) dont CICE	-1 139	-1 266	-1 087

#### 4.3. Rémunération des dirigeants

En milliers d'euro	2018	2017	2016
Salaires (1)	4 225	4 119	3 662

<sup>(1)</sup> ou équivalent dans les cas de rémunération par honoraires

# Note 5\_Autres produits et charges, résultat exceptionnel

En milliers d'euro	2018	2017	2016
Autres produits d'exploitation	16	12	6
Autres charges d'exploitation	-302	-240	-123
Total autres produits et charges d'exploitation	-286	-227	-117
Produits exceptionnels	423	524	772
Charges exceptionnelles	-273	-508	-3 130
Résultat exceptionnel	150	17	-2 358
Total autres produits	439	537	778
Total autres charges	-576	-748	-3 254
Total autres produits et charges	-136	-211	-2 475

<sup>(2) 851</sup> salariés au 31/12/2018 hors Médiane Ingénierie (26 + 12 indépendants et apprentis)

Le nombre de dirigeants du groupe (membres des comités de direction, directeurs généraux, responsables d'exploitation) était en augmentation de +4 en 2018 par rapport à 2017.

# Note 6\_Résultat financier

En milliers d'euro	2018	2017	2016
Coût de l'endettement financier brut	-61	-70	-57
Produit de la trésorerie et équivalents de trésorerie	175	599	426
Coût de l'endettement financier net (1)	115	529	369
Autres produits et charges financiers	-507	-146	5
Total	-392	383	374

<sup>(1)</sup> Ce coût est négatif en raison des produits générés par notre trésorerie nette positive et croissante.

# Note 7\_Ecarts d'acquisition

Aucune variation n'est intervenue en 2018 :

En milliers d'euro	31/12/2018		Acquisitions, dotations	31/12/2017
Apilog	497	-	-	497
CEE España	10	-	-	10
Compelma	5 026	-	-	5 026
EC2E	1 106	-	-	1 106
ECI	181	-	-	181
ISIT	215	-	-	215
Médiane Système	5 633	-	-	5 633
OTN	4 142	-	-	4 142
STIC	2 850	-	-	2 850
Stilog	2 926	-	-	2 926
WaT	1 785	-	-	1 785
Valeurs Brutes	24 372	-	-	24 372
Apilog	-	-	-	-
CEE España	-	-	-	-
Compelma	2 884	-	-	2 884
EC2E	-	-	-	-
ECI	181	-	-	181
ISIT	-	-	-	-
Médiane Système	-	-	-	-
OTN	-	-	-	-
STIC	1 900	-	-	1 900
Stilog	-	-	-	-
WaT	-	-	-	-
Dépréciations	4 966	-	-	4 966
Ecarts d'acquisition nets	19 406	-	-	19 406

# Note 8\_**Impôts sur les résultats**

## 8.1. Détail des impôts sur les résultats

En milliers d'euro	2018	2017	2016
Impôts exigibles	1 023	1 614	2 299
Impôts différés	-96	-239	-1 219
Impôts sur les résultats	927	1 375	1 079

#### 8.2. Analyse de la charge d'impôt

En milliers d'euro	2018	2017	2016
Résultat avant impôt	7 071	6 146	7 885
Charge d'impôt groupe	927	1 375	1 079
Taux d'imposition	13.1%	22.4%	13.7%

## 8.3. Impôts différés au bilan

En milliers d'euro	2018	Variation	2017	Variation	2016
Congés à payer	53	8	45	4	41
Participation des salariés	151	-215	365	-4	370
Provisions pour retraites	809	-183	992	-325	1 317
Déficits reportables <sup>(1)</sup>	9 302	1 002	8 301	2 461	5 840
Amortissement fonds de commerce (2)	380	-	380	-	380
Plus-values latentes sur OPCVM (2)	130	-459	589	171	418
Divers (3)	-425	193	-617	21	-639
Solde base active /(passive) d'impôts différés	10 399	345	10 055	2 329	7 726
Solde d'impôts différés actif	3 029	103	2 927	205	2 722
Solde d'impôts différés (passif)	-101	-6	-95	52	-146
Solde situation active /(passive) d'impôts différés	2 929	96	2 832	257	2 575
Impôts différés ne transitant pas par le résultat	-	-	-18	-18	-
Variation impôts différés dans le compte de résultat	-	96	-	239	-

<sup>(1)</sup> Les déficits reportables concernent ICE, ICE Groupe, ISIT et Médiane Système.

<sup>(2)</sup> L'application des normes IFRS sur les fonds commerciaux et la valorisation des OPCVM n'a pas fait l'objet de retraitement des impôts différés.

<sup>(3)</sup> Dont la valeur nette de l'écart d'évaluation du logiciel VP Visual Planning de Stilog IST ramenée à 575 milliers d'euro en 2018.

## Note 9\_Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles comprennent les fonds commerciaux et l'écart d'évaluation du logiciel Visual Planning :

En milliers d'euro	2018	2017	2016
Valeurs brutes (1)	1 526	1 526	1 526
Amortissements et provisions	634	524	414
Fonds commerciaux nets	892	1 002	1 112
Dotations aux amortissements et provisions	110	110	110

<sup>(1)</sup> Fonds commerciaux: Médiane Système (317), ECI (63) et ICE (fonds commercial C.M.I: 46) + Visual Planning (1100).

## Note 10\_Autres immobilisations corporelles

En milliers d'euro	31/12/2018	Autres mouve- ments <sup>(1)</sup>	Cessions Reprises	Acquisitions Dotations	31/12/2017
Terrains et constructions	674	-	-	7	667
Installations techniques, matériel et outillage	4 223	11	-25	194	4 044
Autres immobilisations corporelles	9 297	-11	-613	1 289	8 632
Valeurs brutes	14 194	0	-639	1 489	13 343
Terrains et constructions	399	-	-	42	357
Installations techniques, matériel et outillage	3 734	-0	-25	199	3 561
Autres immobilisations corporelles	6 087	0	-428	988	5 527
Amortissements	10 219	-0	-454	1 229	9 445
Immobilisations corporelles nettes	3 974	1	-185	261	3 898
En milliers d'euro	31/12/2017	Autres mouve- ments (1)	Cessions Reprises	Acquisitions <b>Dotations</b>	31/12/2016
En milliers d'euro  Terrains et constructions	<b>31/12/2017</b> 667	mouve-			<b>31/12/2016</b> 646
		mouve- ments (1)	Reprises	Dotations	
Terrains et constructions	667	mouve- ments (1)	Reprises	Dotations 21	646
Terrains et constructions Installations techniques, matériel et outillage	667 4 044	mouve- ments (1)	Reprises22	Dotations  21  111	646 3 930
Terrains et constructions Installations techniques, matériel et outillage Autres immobilisations corporelles	667 4 044 8 632	mouve- ments (1) - 25 159		Dotations  21  111  1 119	646 3 930 8 364
Terrains et constructions Installations techniques, matériel et outillage Autres immobilisations corporelles Valeurs brutes	667 4 044 8 632 13 343	mouve- ments (1) - 25 159		Dotations  21  111  1 119  1 250	646 3 930 8 364 12 940
Terrains et constructions Installations techniques, matériel et outillage Autres immobilisations corporelles Valeurs brutes Terrains et constructions	667 4 044 8 632 13 343 357	mouve- ments (1)  -  25  159  185	- 22 -1 010 -1 033	Dotations  21  111  1119  1 250  43	646 3 930 8 364 12 940 314
Terrains et constructions Installations techniques, matériel et outillage Autres immobilisations corporelles Valeurs brutes Terrains et constructions Installations techniques, matériel et outillage	667 4 044 8 632 13 343 357 3 561	mouve- ments (1)  -  25  159  185  -  25		Dotations  21  111  1 119  1 250  43  198	646 3 930 8 364 12 940 314 3 360

<sup>(1)</sup> Il s'agit essentiellement de mouvements de périmètre, de virements de postes à postes et des écarts de conversion.

Le reste des autres immobilisations incorporelles sont des concessions, brevets et droits similaires. Les anciens frais d'établissement et frais de recherche et développement sont tous totalement amortis.

# Note 11\_Actifs financiers non courants

En milliers d'euro	31/12/2018	Autres mouve- ments <sup>(1)</sup>	Cessions Reprises	Acquisitions Dotations	31/12/2017
Titres non consolidés (2)	58	-	-45	-	103
Autres immobilisations financières (3)	832	1	-54	117	768
Valeur brute	890	1	-98	117	871
Provisions / titres non consolidés	67	-	-22	-	88
Valeur nette	824	1	-77	117	783
En milliers d'euro	31/12/2017	Autres mouve- ments (1)	Cessions Reprises	Acquisitions Dotations	31/12/2016
En milliers d'euro  Titres non consolidés <sup>(2)</sup>	<b>31/12/2017</b> 103	mouve-			
		mouve-			31/12/2016
Titres non consolidés <sup>(2)</sup>	103	mouve- ments (1)		Dotations -	<b>31/12/2016</b> 103
Titres non consolidés <sup>(2)</sup> Autres immobilisations financières <sup>(3)</sup>	103 768	mouve- ments (1)		Dotations - 29	31/12/2016 103 935

<sup>(1)</sup> Il s'agit essentiellement de mouvements de périmètre, de virements de postes à postes et des écarts de conversion.

## Note 12\_Stocks

En milliers d'euro	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Matières 1ères et marchandises	8 198	8 078	7 536
En-cours de production	3 757	2 954	3 192
Produits intermédiaires et finis	1 928	1 257	1 904
Valeurs brutes	13 882	12 289	12 631
Dépréciation	-1 842	-1 715	-1 527
Stocks et en-cours nets	12 041	10 575	11 104

# Note 13\_Créances clients

En milliers d'euro	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Valeur brute	34 829	32 147	29 954
Dépréciation	-393	-362	-454
Valeur nette	34 436	31 785	29 500
Dépréciation / créances brutes	1.1%	1.1%	1.5%

<sup>(2)</sup> Titres non consolidés :

<sup>-</sup> Cervicem, société au capital de 15 milliers d'euro (k€), participation détenue à 34%.

<sup>-</sup> Sicav de trésorerie Sequin, participation de 53 k€ (membre fondateur), dont la valeur boursière au 31 décembre 2018 était de 83 k€.

<sup>(3)</sup> Les autres immobilisations financières sont constituées principalement de dépôts et cautionnements et fonds de garantie.

# Note 14\_Autres actifs courants

En milliers d'euro	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Fournisseurs débiteurs	108	154	98
Créances fiscales (TVA) et sociales	1 929	2 261	2 801
Charges constatées d'avance	1 105	1 035	976
Autres créances	408	354	371
Total	3 549	3 804	4 247

# Note 15\_Trésorerie et équivalents de trésorerie

En milliers d'euro	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Valeurs mobilières de placements	7 138	6 636	7 433
Comptes bancaires et autres disponibilités	18 706	22 570	18 661
Total (actif du bilan)	25 844	29 207	26 094
- Concours bancaires courants (au passif du bilan)	-400	-146	-24
Trésorerie	25 445	29 061	26 070
Fournisseurs d'immobilisations financières	276	338	-
Emprunts et dettes financières non courants	11 852	15 985	4 500
Trésorerie nette de dettes financières	13 318	12 738	21 570

Les valeurs mobilières de placement comprennent essentiellement des OPCVM ainsi que des placements à court terme. Elles sont considérées comme des actifs financiers disponibles à la vente.

Les gains latents sur OPCVM à fin 2018 s'élèvent à 130 milliers d'euro, contre 589 et 418 milliers d'euro respectivement fin 2017 et fin 2016, et sont enregistrés directement en capitaux propres.

## Note 16\_Provisions pour retraites

L'engagement en matière de retraites correspond à l'indemnité de fin de carrière à percevoir par les salariés le jour de leur départ en retraite. Elle est fonction des conventions collectives ou accords internes des sociétés françaises Apilog, Compelma, EC2E, ECI, ICE, ICE Groupe, ISIT, Médiane Système, OTN, STIC, Stilog IST, WaT et WaT Portage. A l'étranger, compte tenu des réglementations spécifiques, les engagements ne sont pas comptabilisés par des provisions.

Une grande partie de ces indemnités de retraites est couverte par des fonds auprès de compagnies d'assurance.

Les hypothèses utilisées pour le calcul se déclinent comme suit :

	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Age futur moyen de départ en retraite	67	67	67
Taux de progression des salaires (net d'inflation)	1.5%	1.5%	1.5%
Taux d'actualisation (net d'inflation)	2.0%	2.0%	2.0%
Taux de rendement attendu du fonds	-5.1%	2.2%	2.0%

Les engagements se ventilent comme suit :

En milliers d'euro	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Valeur actuelle des engagements pour indemnité de fin de carrière	2 545	2 816	2 832
Valeur du fonds	1 736	1 824	1 515
Provisions pour retraites	809	992	1 317
Augmentation des engagements	457	347	389
Mouvements de périmètre et 1ère comptabilisation	-	64	-
Versement sur fonds	-	205	-
Rendement attendu du fonds	-87	35	30
Reprise de provision	640	427	288
Variation sur la période	-183	-51	71

# Note 17\_Emprunts et dettes financières non courants

En milliers d'euro	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Par type			
Taux variable	-	-	50
Taux fixe	11 852	15 985	4 450
Par maturité			
Inférieure à 1 an	3 656	4 969	1 983
De 1 à 5 ans	8 196	11 017	2 517
Total	11 852	15 985	4 500
Taux d'intérêt <sup>(1)</sup>	0.5%	0.5%	0.6%

<sup>(1)</sup> Le taux d'intérêt effectif peut être affecté par les frais de dossier des emprunts.

Le groupe n'utilisait pas d'instruments dérivés de taux pour couvrir le risque des taux d'intérêt variables.

# Note 18\_Autres passifs courants

En milliers d'euro	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Avances, acomptes reçus / commandes	197	186	775
Dettes fiscales (hors impôts sur les bénéfices) et sociales	15 693	15 369	14 534
Comptes courants créditeurs	-	-	25
Produits constatés d'avance	5 379	4 107	3 813
Autres passifs courants	1 155	816	717
Total	22 423	20 478	19 865

# Note 19\_Variations du besoin en fonds de roulement lié à l'activité

En milliers d'euro	2018	2017	2016
Stocks	-1 466	602	-769
Créances d'exploitation (dont clients)	-2 557	-931	-1 156
Dettes d'exploitation (dont fournisseurs)	-350	1 338	-563
Autres créances et dettes	717	-3 259	-820
Total	-3 657	-2 250	-3 308

## Note 20\_Honoraires des commissaires aux comptes

Conformément au décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008, nous vous indiquons les montants des honoraires des commissaires aux comptes pris en charge dans les comptes de résultat :

En milliers d'euro	Exercices des mandats	2018	2017	2016
Comptes sociaux ICE Groupe SA et consolidés groupe		28.6	28.3	26.0
Socaudit, représentée par M. Hervé-J. Buffière, Paris 8ème	2018-2023	14.3	14.3	13.0
SKA, représentée par M. Franck Elbase, Paris 8ème	2014-2019	14.3	14.0	13.0
Filiales		116.4	127.1	121.4
Apilog / Audit-France	2018-2023	3.9	3.3	
CEE Italiana / Dott. Lamberto Gadda, Revisore Contabile (2), Bergamo	2018	3.1	3.1	3.1
CEE Relays / PPK Auditors Ltd (1), Wokingham	2018	3.2	3.2	3.5
Compelma / SKA, M. Frank Elbase, Paris 8ème	2016-2021	2.5	11.5	11.1
Continental de Equipos Eléctricos / KPMG auditores, Madrid	2018	5.7	5.7	5.6
EC2E / JAC Audit-France, Boulogne-Billancourt (3)	2014-2019	5.6	5.5	5.4
ICE / Socaudit & SKA (cf. ci-dessus)	2014-2019	27.5	27.3	26.3
Médiane Système / Agemocom, Paris 15ème	2016-2021	15.2	15.2	14.4
OTN / Grant Thornton, Paris 17ème	2014-2019	8.7	9.2	9.1
ISIT / Agemocom, Paris 15ème	2015-2020	7.9	7.9	7.9
STIC / Socaudit, M. Hervé-J. Buffière, Paris 8ème	2015-2020	9.0	13.0	12.7
Stilog IST / Fico-Gestion, Paris 8ème	2016-2021	9.6	10.0	9.5
WaT / M. Robert Girard, Le Touvet	2018-2023	11.8	11.7	7.0
WaT Portage / M. Robert Girard, Le Touvet	2017-2022	2.8	0.7	
Total		145.0	155.4	147.4
(1) Auquel s'ajoutent d'autres prestations (juridique, fiscal, social)		2.5	2.5	2.7

<sup>(2)</sup> Pris en charge par ICE Groupe

# Note 21\_Engagements hors bilan

Les engagements reçus ne sont pas significatifs.

<sup>(3)</sup> Sa filiale ECI n'a pas de commissaire aux comptes

# 4.6. Liste des sociétés consolidées

	Siège	N° Siren ou Insee	% intérêt
Sociétés consolidées par intégration globale			
Apilog SAS CEE España Continental de Equipos Eléctricos SA CEE Italiana srl CEE Relays Ltd COMPELMA SAS Domus Effectus SCI EC2E Électro Câblage Engineering et Équipement SAS ECI Électro-Câblage Industrie Sarl ICE Industrielle de Contrôle et d'Équipement SAS ICE Groupe Ingénierie, Conseil et Équipement Groupe SA ISIT SAS OTN Organisation des Travaux Nucléaires SAS Médiane Système SA Médiane Benelux SPRL STIC Sté Technique Ingénierie & Coopération SAS STILOG Inc. STILOG IST SAS WaT Portage SAS	Chanteloup-les-Vignes (Paris) France Las Rozas (Madrid) Espagne Concorezzo (Milano) Italie Slough (London) Grande Bretagne Les Ulis (Paris) France Parthenay France L'Isle Adam (Paris) France Méry sur Oise (Paris) France Alfortville (Paris) France Alfortville (Paris) France Alfortville (Paris) France Plaisance du Touch (Toulouse) France Macon France Le Pecq (Paris) France Bruxelles Belgique Les Ulis (Paris) France San Francisco (Californie) États-Unis Nanterre (Paris) France Les Marches (Chambéry) France Les Marches (Chambéry) France	347 788 135 084 033 638 084 033 620 084 033 646 353 387 921 490 347 259 312 517 071 494 295 645 808 660 781 542 014 782 380 342 774 340 564 798 350 039 418 0685 796 631 342 060 662 46 3620349 <sup>(3)</sup> 382 489 029 452 035 116 833 258 585	51,00% 100,00% 100,00% 96,50% 100,00% 51,00% 51,00% 100,00% 100,00% 100,00% 99,70% 99,70%(2) 100,00% 100,00% 100,00% 100,00%
Sociétés consolidées par mise en équivalence			
Alliance TI SARL Médiane Ingénierie SAS	Rosny sous Bois (Paris) France Labège (Toulouse) France	434 600 599 509 728 994	33,90% <sup>(2)</sup> 38,88% <sup>(2)</sup>

<sup>(1)</sup> Société détenue à 100% par EC2E détenue à 51,00%

<sup>(2)</sup> Sociétés détenues respectivement à 100%, 34% et 39% par Médiane Système détenue à 99,70% (3) Employer Identification Number (EIN)

### 4.7. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux actionnaires,

#### I – Opinion sur les comptes consolidés

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société ICE Groupe relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les entités comprises dans le périmètre de consolidation.

#### II – Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport. Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1° janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

#### III – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 et R.823-7du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que celles-ci ont notamment porté sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes de votre société, et n'appellent pas de justification particulière.

Selon notre jugement professionnel, les appréciations ainsi portées ont été les plus importantes. Celles-ci s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

# IV – Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

# V – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

# VI-Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalies significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, les commissaires aux comptes exercent leur jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ils identifient et évaluent les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissent et mettent en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillent des éléments qu'ils estiment suffisants et appropriés pour fonder leur opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- ils prennent connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ils apprécient le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés;
- ils apprécient le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de leur rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'ils concluent à l'existence d'une incertitude significative, ils attirent l'attention des lecteurs de leur rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, ils formulent une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- ils apprécient la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évaluent si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, ils collectent des éléments qu'ils estiment suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Ils sont responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Paris, le 27 mars 2019

Les commissaires aux comptes

**SOCAUDIT** Hervé-Jérôme BUFFIERE Serge Kubryk Audit Franck ELBASE



# Comptes sociaux au 31 décembre 2018

# **5.** Comptes sociaux

### 5.1. Comptes de résultat comparés

En milliers d'euro	2018	2017	2016
Produits d'exploitation	10 693.7	10 180.6	9 692.7
Chiffre d'affaires net (note 6)	10 646.6	10 168.6	9 622.7
Subventions d'exploitation & autres produits	0.0	0.0	0.0
Reprise de provisions et transferts de charges	47.2	12.0	69.9
Charges d'exploitation	-10 624.2	-10 121.6	-9 660.9
Autres achats et charges externes	-9 267.5	-8 935.2	-7 761.2
Impôts et taxes	-32.3	-34.0	-51.8
Charges de personnel (note 7)	-1 266.8	-1 056.0	-1 713.1
Dotations aux amortissements et provisions	-9.3	-48.0	-87.9
Autres charges	-48.2	-48.3	-47.1
Résultat d'exploitation	69.6	59.1	31.7
Résultat financier (note 8)	1 845.2	3 722.6	3 917.4
Résultat courant avant impôts	1 914.8	3 781.7	3 949.2
Résultat exceptionnel	2.0	-	-2 400.0
Impôts sur les résultats (note 9)	32.4	53.3	-27.2
Résultat net	1 949.2	3 835.0	1 522.0

## 5.2. Bilans comparés

#### Actif (en valeurs nettes)

En milliers d'euro	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Actif immobilisé	55 650.1	55 581.2	45 223.2
Immobilisations incorporelles (note 1)	3.8	2.1	4.2
Immobilisations corporelles (note 2)	94.7	7.1	12.1
Immobilisations financières (notes 3 et 4)	55 551.6	55 572.1	45 206.8
Actif circulant	22 436.9	23 796.0	21 159.0
Avances et acomptes versés (note 4)	11.5	11.5	98.0
Clients et comptes rattachés (note 4)	3 513.3	3 038.1	4 634.9
Autres créances (note 4)	10 305.2	9 156.6	6 052.7
Valeurs mobilières de placement	5 977.0	5 328.8	6 168.4
Disponibilités	2 629.8	6 261.0	4 205.1
Comptes de régularisation actif (note 4)	6.6	7.8	2.7
Total de l'actif	78 093.5	79 385.0	66 384.9

#### Passif

En milliers d'euro	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Capitaux propres	56 409.4	55 388.8	52 482.4
Capital	11 324.0	11 324.0	11 324.0
Réserve légale	1 132.4	1 132.4	1 132.4
Autres réserves	41 000.0	38 000.0	37 000.0
Report à nouveau	1 003.9	1 097.4	1 504.0
Résultat	1 949.2	3 835.0	1 522.0
Provisions pour risques et charges (note 5)	14.7	56.9	19.9
Autres dettes (note 4)	21 669.5	23 939.3	13 882.6
Emprunts et dettes financières	16 973.6	19 888.6	10 439.2
Dettes d'exploitation	4 160.7	3 712.8	3 443.4
Dettes diverses	535.2	338.0	-
Comptes de régularisation passif (note 4)	0.0	-	-
Total du passif	78 093.5	79 385.0	66 384.9

## 5.3. Tableau des flux de trésorerie comparés

En milliers d'euro	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Résultat net	1 949.2	3 835.0	1 522.0
Amortissements et provisions	-32.9	114.5	23.5
Plus ou moins values de cession	-2.0	-	2 400.0
Marge brute d'autofinancement	1 914.3	3 949.6	3 945.5
Variation du besoin en fonds de roulement (note 10)	-2 168.9	1 005.2	-1 740.4
Flux de trésorerie généré par l'activité (A)	-254.6	4 954.8	2 205.1
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-98.7	-3.9	-13.7
Acquisition et cessions de filiales, augmentation de capital filiales	-62.4	-10 336.6	-2 670.7
Variation des autres actifs financiers	22.5	242.8	0.5
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	-138.6	-10 097.7	-2 683.9
Dividendes versés	-928.6	-928.6	-905.9
Encaissements provenant d'emprunts	1 002.4	15 008.7	5 414.2
Variation des comptes courants d'associés	1 996.0	-4 210.6	-1 866.5
Remboursement d'emprunts	-4 658.7	-3 510.7	-1 661.4
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	-2 589.0	6 358.8	980.4
Variation de trésorerie (A+B+C)	-2 982.1	1 216.0	501.6
Trésorerie d'ouverture (D)	11 587.1	10 371.2	9 869.6
Trésorerie de clôture (A+B+C+D+E)	8 605.0	11 587.1	10 371.2

#### **5.4.** Notes annexes

#### 5.4.1. Périmètre et principes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément au PCG 2014 et aux principes généralement admis. Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués selon la méthode du coût historique.

#### **5.4.2.** Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition.

Les concessions, brevets et droits similaires sont essentiellement constitués de logiciels maintenant amortis sur trois ans.

#### **5.4.3.** Immobilisations corporelles

Toutes les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les amortissements linéaires et dégressifs comptabilisés sont calculés selon la durée d'utilisation estimée d'après les usages à :

- Mobiliers ..... linéaire 10 ans
- Matériels informatiques ...... dégressif 2/3 ans

#### 5.4.4. Immobilisations financières

Les titres de participation sont enregistrés pour leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

Leur valeur est examinée annuellement, par référence à leur rentabilité actuelle et prévisionnelle et à la quote-part de capitaux propres détenue. Une dépréciation est, le cas échéant, constatée par voie de provision.

#### **5.4.5.** Stocks et en-cours

Devenue société holding, la société n'a plus de stock de matières premières, de marchandises ou d'en-cours.

# **5.4.6.** Engagement en matière de pensions et retraites

L'engagement de la société en matière de retraites correspond à l'indemnité de départ en retraite prévue par sa convention collective.

Cet engagement fait l'objet pour ces salariés d'un calcul statistique actuariel selon la méthode « rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière ».

L'essentiel des indemnités de retraites hors charges est couvert auprès d'une compagnie d'assurance. Le solde de l'engagement continue à être géré par des provisions internes.

#### Note 1\_Immobilisations incorporelles

En milliers d'euro	31/12/2018	Autres mouve- ments <sup>(1)</sup>			31/12/2017
Concessions, brevets et droits similaires et en-cours	63.5	-	-2.6	3.4	62.6
Valeurs brutes	63.5	-	-2.6	3.4	62.6
Concessions, brevets et droits similaires et en-cours	59.7	-	-2.6	1.7	60.5
Amortissements	59.7	-	-2.6	1.7	60.5
Immobilisations incorporelles nettes	3.8	-	-	1.7	2.1

<sup>(1)</sup> Il s'agit essentiellement de mouvements de périmètre, de virements de postes à postes et des écarts de conversion.

#### Note 2\_Immobilisations corporelles

En milliers d'euro	31/12/2018			31/12/2017
Autres immobilisations corporelles	201.4	-13.6	95.3	119.7
Valeurs brutes	201.4	-13.6	95.3	119.7
Autres immobilisations corporelles	106.7	-13.6	7.6	112.7
Amortissements	106.7	-13.6	7.6	112.7
Immobilisations corporelles nettes	94.7	-	87.7	7.1

#### Note 3\_Immobilisations financières

En milliers d'euro	31/12/2018	Autres mouve- ments (1)			31/12/2017
Titres de participation (2)	59 239.5	-	-23.0	-	59 262.6
Autres immobilisations financières (3)	358.4	-	-	2.5	355.9
Valeur brute	59 598.0	-	-23.0	2.5	59 618.5
Titres de participation	3 979.9	-	-	-	3 979.9
Autres immobilisations financières	66.5	-	-	-	66.5
Dépréciations	4 046.4	-	-	-	4 046.4
Valeur nette	55 551.6	-	-	-	55 572.1

<sup>(1)</sup> Il s'agit essentiellement de mouvements de périmètre, de virements de postes à postes et des écarts de conversion.

<sup>(2)</sup> les titres de participation sont détaillés dans le paragraphe 5.5.

<sup>(3)</sup> Les autres immobilisations financières sont constituées de dépôts et cautionnements, fonds de garantie et mali de fusion.

### Note 4\_Echéance des créances et des dettes

En milliers d'euro	31/12/2018					31/12/17
	A un an au plus	A plus d'un an	Brut	Dépré- ciation(1)	Net	Net
Créances	7 925.4	6 269.7	14 195.0	-66.5	14 128.5	12 387.8
Prêts et dépôts	-	358.4	358.4	-66.5	291.9	173.8
Avances et acomptes versés	11.5	-	11.5	-	11.5	11.5
Clients et comptes rattachés (3)	3 513.3	-	3 513.3	-	3 513.3	3 038.1
Autres créances	4 393.9	5 911.3	10 305.2	-	10 305.2	9 156.6
Comptes de régularisation actif	6.6	-	6.6	-	6.6	7.8
Dettes	8 401.4	13 268.0	21 669.5		21 669.5	23 939.3
Emprunts et dettes financières (2)	3 705.6	13 268.0	16 973.6		16 973.6	19 888.6
Dettes d'exploitation	4 160.7	-	4 160.7		4 160.7	3 712.8
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (3)	3 213.3	-	3 213.3		3 213.3	2 937.3
Dettes fiscales et sociales	947.4	-	947.4		947.4	775.5
Dettes diverses	535.2	-	535.2		535.2	338.0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	275.6	-	275.6		275.6	338.0
Autres dettes	259.6	-	259.6		259.6	-
(1) Dotations de l'exercice				66.5		
(1) Reprises de l'exercice				-		
(3) Factures émises ou reçues non réglées, terme échu	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et +	Total hs délai
Émises / date de clôture. Nbre hors délai : 72 (0 j), 19 (1 j et +)	1 402.5	-	91.6	32.5	88.8	212.9
Pourcentage des ventes	13.2%	-	0.9%	0.3%	0.8%	2.0%
Émises / retard paiement 2018. Nbre hs délai : 17 (0 j), 546 (1 j et +)	1 252.8	2 654.4	537.9	809.6	3 258.4	7 260.3
Pourcentage des ventes	11.8%	24.9%	5.1%	7.6%	30.6%	68.2%
Reçues / date de clôture. Nbre hors délai : 7 (0 j), 92 (1 j et +)	207.1	1.4	86.2	19.4	1 034.4	1 141.4
Pourcentage des achats	2.2%	0.0%	0.9%	0.2%	11.2%	12.3%
Reçues / retard paiement 2018. Nbre hors délai : 171 (0 j), 462 (1 j el	2 063.3	1 036.7	465.2	809.6	3 497.8	5 809.4
Pourcentage des achats	22.3%	11.2%	5.0%	8.7%	37.7%	62.7%

<sup>(2)</sup> Les dettes financières intègrent le *portage* de placements financiers pour les filiales : comptes à terme pour ICE (1,3 M $\in$ ) et OPCVM pour Compelma (0,5 M $\in$ ) et Stilog IST (0,5 M $\in$ ).

### Note 5\_Provisions pour risques et charges

En milliers d'euro	31/12/2018	Reprises	Dotations	31/12/2017
Provisions pour risques et charges	14.7	-42.2	-	56.9
Provision pour retraite	14.7	-42.2	-	56.9

### Note 6\_Chiffre d'affaires

#### 6.1. Informations par zone géographique

	2018			2017
Chiffre d'affaires	En milliers d'euro	Poids en % Cro	oissance en %	En milliers d'euro
France	10 618.6	99.7%	+4.7%	10 143.6
Export	28.0	0.3%	+12%	25.0
Total	10 646.6	100%	+4.7%	10 168.6

#### **6.2. Informations par nature**

	2018			2017
Chiffre d'affaires	En milliers d'euro	Poids en % Cro	issance en %	En milliers d'euro
Services	2 887.6	27%	+2.9%	2 805.1
Portage pour le compte d'autres sociétés du groupe	7 758.9	73%	+5.4%	7 363.5
Total	10 646.6	100%	+4.7%	10 168.6

#### Note 7\_ Frais de personnel et effectifs

#### **7.1. Effectifs** (1)

	2018	2017
Ingénieurs, cadres et assimilés	8	8
Employés, techniciens et agents de maîtrise	3	3
Total effectif salarié	11	11

<sup>(1)</sup> En moyenne annuelle.

L'effectif salarié au 31 décembre dernier était de 11 comme en 2017.

#### 7.2. Frais de personnel

En milliers d'euro	2018	2017
Rémunération du personnel	885.7	745.1
Charges sociales (1)	381.0	311.0
Total frais de personnel	1 266.8	1 056.0
(1) dont CICE crédit d'impôt compétitivité et emploi	15.1	16.8
Valeur ajoutée	1 379.0	1 233.5
Frais de personnel par rapport à la valeur ajoutée	91.9%	85.6%

#### 7.3. Rémunération des dirigeants

Le total des rémunérations des membres du conseil de surveillance au titre de l'exercice 2018 a été de 90 030 euro.

### Note 8\_**Résultat financier**

En milliers d'euro	2018	2017
Produits financiers	2 176.4	3 921.8
Dividendes encaissés des participations	2 043.9	3 448.4
Autres produits financiers	132.5	473.4
Charges financières	-331.3	-199.2
Résultat financier	1 845.2	3 722.6

#### Note 9\_**Impôts sur les résultats**

#### 9.1. Impôt sur les bénéfices

En milliers d'euro	Avant impôt		Après impôt
Résultat courant	1 914.8	32.4	1 947.2
Résultat exceptionnel	2.0	0.0	2.0
Résultat comptable	1 916.7	32.4	1 949.2

#### 9.2. Incidences des dispositions fiscales

En milliers d'euro	2018	Variation	2017
Congés à payer	52.7	7.7	45.0
Provisions pour retraites	14.7	-42.2	56.9
Déficit reportable	2 057.4	503.8	1 553.6
Divers	129.9	-381.0	510.9
Total bases impôts différés actifs	2 254.6	88.3	2 166.4
Allègement de la dette future d'impôt	631.3	24.7	606.6
Solde situation active /(passive) d'impôts différés	631.3	24.7	606.6

### Note 10\_Variations du besoin en fonds de roulement lié à l'activité

En milliers d'euro	2018	2017
Variation d'exploitation	219.4	2 236.4
Créances d'exploitation (dont clients)	-226.4	1 967.0
Dettes d'exploitation (dont fournisseurs)	445.7	269.4
Variation hors exploitation	-2 388.3	-1 231.1
Créances hors exploitation	-2 663.3	-1 226.1
Dettes hors exploitation	273.9	-
Charges et produits constatés d'avance	1.1	-5.0
Total	-2 168.9	1 005.2

#### Note 11\_Engagements hors bilan

Les engagements donnés et reçus ne sont pas significatifs.

### 5.5. Liste des filiales et participations

En milliers d'euro (k€)	Capital	Capitaux propres		Valeur co des titres		Résultat 2018		Observations Clôture 31/12/18	Créance filial	
										Comptes courants
Apilog, SAS										Courants
27 rue Panhard et Levassor	318.8	1 419.0	51%	1 172.9	1 172.9	120.3	17.9		22.3	-
F-78570 CHANTELOUP-LES-VIGNES										
CEE Italiana, srl										
Via Verga,11	96	1 766.1	100%	875.7	875.7	289.7	28.8		3.0	-
I-20049 CONCOREZZO (Milano), ITALIE										
CEE Relays, Ltd										
87C Whitby Road	335.4	296.1	96.5%	228.7	228.7	46.7	32.5	Année : 1£=1.1303€	2.0	_
SLOUGH, Berkshire SL13DR, GRANDE BRET	TAGNE							31/12 : 1£=1.1179€		
COMPELMA, SAS										
Miniparc du Verger, 1 rue de Terre Neuve	1 000	3 255.0	100%	6 100.4	3 500.0	637.3	-		99.1	_
F-91940 LES ULIS										
Continental de Equipos Eléctricos, SA										
C/Playa de Liencres	72.3	1 677.1	100%	42.0	42.0	483.0	225.0		3.0	-
E-28230 LAS ROZAS (Madrid), ESPAGNE										
Domus Effectus, SCI										
36 av. Aristide Briand	20	-107.7	100%	20.0	20.0	-7.8	-		-	222.8
F-79201 PARTHENAY										
EC2E Électro Câbl. Engineering et Équip.,	SAS									
4 bd Napoléon 1er, Zac du pont des rayons	1 600	3 556.7	51%	2 517.0	2 517.0	801.6	280.5	Résultat de sa filiale	42.6	_
F-95290 L'ISLE-ADAM	. 000	0 00017	0170	2017.0	2017.0	00110	20010	ECI : -44.6 k€	12.10	
ICE Industrielle de Contrôle et d'Équipement	ent. SAS									
11 rue marcel Sembat		19 628.4	100%	19 643.1	19 643 1	565.3	_		_	5 475.1
F-94140 ALFORTVILLE	.2 000	., 02011	10070	1,01011	.,	00010				0 17011
ISIT, SAS										
7 rue Marie-André Ampère	500.0	684.7	100%	1 014.2	1 014.2	42.7	_		12.5	_
F-31830 PLAISANCE DU TOUCH	00010	00117	10070			12.7			12.0	
Médiane Système, SA								Résultat de sa filiale		
Bt Québec, 54 route de Sartrouville	6 000	8 415.1	99.7%	7 825.3	7 825.3	793.3	239.3	Médiane Benelux :	317.1	_
F-78232 LE PECQ	0 000	0 110.1	77.170	7 020.0	7 020.0	770.0	207.0	-37.4 k€	017.1	
OTN Organisation des Travaux Nucléaires	1-70232 EET EGQ									
360 rue Einstein	1 000	6 226.3	100%	7 710.8	7 710.8	1 141.1	630.0		77.2	_
F-71000 MACON	1 000	0 220.0	10070	7 7 10.0	7 7 10.0		000.0		,,.2	
STIC, SAS										
Miniparc du Verger, 1 rue de Terre Neuve	1 000	2 622.4	100%	3 935.5	2 556.0	424.9	_		94.2	_
F-91940 LES ULIS	1 000	2 022.1	10070	0 700.0	2 000.0	121.7			71.2	
STILOG IST, SAS										
Le Capitole, 55 av. des Champs Pierreux	1 500	5 697.8	100%	6 541.3	6 541.3	1 087.4	450.0	Résultat Stilog Inc. :	56.6	_
F-92000 NANTERRE	. 500	0 077.0	10070	0 0 11.0	5 5 7 1.5	. 507.4	100.0	-168.1 k€	50.0	
WaT 'We are Technologies', SAS								Résultat de sa filiale		
20 rue du Gamay	1 000	1 661.8	100%	1 554.8	1 554.8	173.8	140.0	WaT Portage :	46.3	955.1
F-73800 LES MARCHES	. 000	1 001.0	10070	1 004.0	1 001.0	175.0	140.0	wa i i onage . 12.5 k€	10.0	700.1
I 13000 LES INVIVOLIES										

Les sociétés ci-dessous ne sont pas détaillées :

Elles ne présenteraient qu'un intérêt négligeable par rapport à l'objectif de donner une image fidèle de la situation financière du groupe.

<sup>-</sup> Cervicem, société au capital de 15 milliers d'euro, participation détenue à 34%.

<sup>-</sup> Sequin, sicav de trésorerie, participation (membre fondateur) de 53 milliers d'euro (valeur de marché égale à 83 milliers d'euro).

# 5.6. Résultats financiers sur cinq ans

En euro	2018	2017	2016	2015	2014
Capital en fin d'exercice					
Capital social	11 324 000	11 324 000	11 324 000	11 324 000	11 324 000
Nombre des actions ordinaires existantes	1 132 400	1 132 400	1 132 400	1 132 400	1 132 400
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	10 647 000	10 169 000	9 623 000	8 426 000	30 101 000
Résultat avant impôts, participation, amortissements et provisions	2 102 000	3 896 000	1 559 000	2 141 000	966 000
Impôts sur les bénéfices	-32 000	-53 000	27 000	100 000	-2 155 000
Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	1 949 000	3 835 000	1 522 000	2 027 000	2 987 000
Résultat distribué	951 216	928 568	928 568	905 920	871 948
Résultats par action					
Résultat après impôts, participation mais avant amortis- sements et provisions	1.88	3.49	1.35	1.80	2.76
Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	1.72	3.39	1.34	1.79	2.64
Dividende attribué à chaque action	0.84	0.82	0.82	0.80	0.77
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	11	11	10	6	180
Montant de la masse salariale de l'exercice	886 000	745 000	1 230 000	400 000	7 950 000
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales)	355 000	370 000	441 000	101 000	3 329 000

### 5.7. Rapport général des commissaires aux comptes

Aux actionnaires,

#### I – Opinion sur les comptes annuels

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ICE Groupe relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

#### II – Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport. Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1° janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

#### III – Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note « immobilisations financières » de l'annexe décrit la méthode l'évaluation des immobilisations financières.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié de la méthode comptable précisée ci-dessus et des informations fournies dans la note de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application et du caractère raisonnable des estimations retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

# IV – Vérifications du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par le directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

# V – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité. Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

# VI – Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, les commissaires aux comptes exercent leur jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ils identifient et évaluent les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissent et mettent en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillent des éléments qu'ils estiment suffisants et appropriés pour fonder leur opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ils prennent connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ils apprécient le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ils apprécient le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de leur rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'ils concluent à l'existence d'une incertitude significative, ils attirent l'attention des lecteurs de leur rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, ils formulent une certification avec réserve ou un refus de certifier :
- ils apprécient la présentation d'ensemble des comptes annuels et évaluent si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 27 mars 2019

Les commissaires aux comptes

SOCAUDIT Hervé-Jérôme BUFFIERE Serge Kubryk Audit Franck ELBASE

# 6. Informations sociales, sociétales et environnementales du groupe

#### **6.1. Informations sociales**

#### 6.1.1. Les valeurs du groupe

La politique sociale, sociétale et environnementale du groupe repose sur un socle de principes éthiques forts : respect, esprit d'équipe, courage, honnêteté, transparence. Valeurs fondatrices du Groupe, partagées par l'ensemble de ses équipes, elles sont portées au quotidien par celles-ci dans leurs relations avec leurs interlocuteurs.

#### 6.1.2. La politique des relations humaines

Le groupe a toujours considéré que les femmes et les hommes représentaient un pilier essentiel de sa réussite. La reconnaissance des talents et l'égalité des chances sont ainsi au cœur de la politique des relations humaines.

Reconnaitre les talents et leur donner la possibilité de se développer dans un cadre collectif permet aux entreprises du groupe de s'appuyer sur des équipes compétitives.

Veiller à l'égalité des chances, quelles que soient l'origine culturelle, la nationalité, l'âge, le sexe..., est source de valeur ajoutée et permet de développer une culture de performance et d'efficacité économique. La nature technique de certains métiers du groupe associée aux choix de formation initiale des étudiants a cependant limité les candidatures féminines.

#### **6.1.3. Emploi**

#### a) Effectifs

Le groupe s'inscrit dans une politique de l'emploi responsable privilégiant le recours au contrat à durée indéterminée.

Présent en France, Angleterre, Espagne, Italie, Belgique et Etats-Unis, le groupe employait, au terme de l'année 2018, 851 personnes, hors formations en alternance :

France	Autres pays UE	Amérique du Nord	Total
816	26	9	851

96% de l'effectif était employé sous contrat à durée indéterminée :

CDI	CDI de chantier	CDD	Total
819	27	5	851

57% de l'effectif appartenait à la catégorie socioprofessionnelle des Ingénieurs et cadres (IC) :

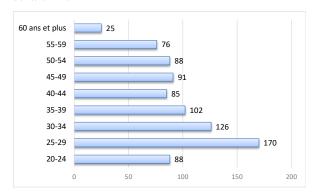
IC	ETAM	Ouvrier	Total
498	257	96	851

En lien avec le caractère technique des métiers du groupe et les choix de formation initiale des femmes et des hommes, les salariés de sexe masculin occupaient une part importante de l'effectif :

	IC	ETAM	Ouvrier	Total
Н	414	193	69	676
F	84	64	27	175

#### b) Age

Dans l'effectif la part des jeunes de moins de 26 ans représentait 14% :



Cette part importante de jeunes n'excluait pas les générations situées à l'autre extrémité de la pyramide des âges. La part des salariés âgés de 55 ans et plus représentait 12% de l'effectif au terme de l'année 2018, en stabilité par rapport à 2017.

L'âge moyen des salariés du groupe était de 38 ans (41 ans dans le secteur Energie / industrie et 37 ans dans le secteur Ingénierie).

#### c) Les recrutements

Les entreprises du groupe mènent une politique de recrutement qui s'appuie sur plusieurs axes parmi lesquels des contacts privilégiés avec des écoles et une présence sur les réseaux sociaux, pour diversifier et enrichir leurs sources de candidatures.

Cette politique vise à recruter les compétences souhaitées sans discriminer et à privilégier la mobilité professionnelle.

Elle s'appuie sur des processus visant à assurer une évaluation objective des compétences professionnelles des candidats.

Elle s'appuie également sur les accords ou plans de GPEC, les accords ou plans d'actions relatifs aux contrats de génération, les plans de formation...

Elle privilégie le recours à des emplois à durée indéterminée et ne réserve qu'une place marginale aux emplois en contrat à durée déterminée.

Elle vise enfin à permettre l'accès des jeunes générations au monde du travail sans exclure les plus âgés.

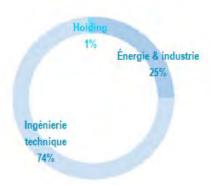
Les entreprises du Groupe s'attachent à favoriser l'intégration des nouveaux embauchés, utilisant selon les cas, livrets d'accueil, tutorat, parcours d'intégration, formations...

Afin d'améliorer l'efficacité de leurs recrutements, les sociétés ont renforcé leur présence sur les réseaux sociaux, vecteurs de plus en plus importants pour communiquer sur les métiers et diffuser les offres d'emplois. De nouvelles chartes graphiques ont été créées pour valoriser leur image.

193 personnes ont rejoint le Groupe en 2018.

Ces recrutements ont été réalisés dans l'ensemble des filières (R et D, production...) et ont concerné des profils juniors comme des profils expérimentés.

Comme l'année précédente, le secteur de l'Ingénierie a concentré l'essentiel des embauches :



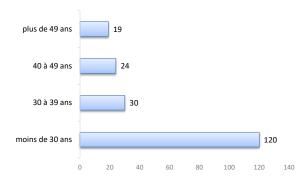
83% des recrutements ont été réalisés dans le cadre de contrats à durée indéterminée :

CDI	CDI de chantier	CDD	Total
160	12	21	193

98% des recrutements en CDI ont été réalisés en France. Les recrutements ont concerné l'ensemble des catégories socioprofessionnelles : ingénieurs, ETAM et Ouvriers :

IC	ETAM	Ouvrier	Total
118	58	17	193

C'est la tranche d'âge inférieure à 30 ans qui a concentré l'essentiel des recrutements, la part des jeunes de moins de 26 ans dans les embauches en représentant 39% :



La nature technique des métiers des entreprises du groupe a continué de rendre complexe les recrutements de femmes dans certaines fonctions. Ainsi, leur part dans les recrutements a représenté 19%.

#### d) Les départs

192 départs de salariés ont été relevés en 2018. De la même façon que pour le recrutement, les caractéristiques du marché de l'emploi des secteurs d'activité influent fortement sur le turn-over de ces derniers, et le secteur de l'ingénierie a ainsi concentré 70% des départs.

Départs de salariés en contrat à durée indéterminée :

Nombre total de départ CDI	171
Dont nombre de licenciements	13
Dont nombre de démissions	100

Départs par catégories socioprofessionnelles :

IC	ETAM	Ouvrier	Total
115	44	12	171

Ce sont les tranches d'âge inférieures à 40 ans qui concentrent les départs CDI :

<30 ans	30 à 39	40 à 49	50 à 59	60 et +	Total
52	58	28	14	19	171
30%	34%	16%	8%	11%	100%

#### 6.1.4. Rémunérations

La politique de rémunération des entreprises du groupe vise à être cohérente, compétitive et équitable sur les marchés des différents pays où elles sont présentes.

Les objectifs sont d'attirer les talents et de les fidéliser en valorisant la performance, d'accompagner les évolutions professionnelles, tout en veillant à l'égalité des chances et de traitement entre les salariés.

Elle associe les membres du personnel aux résultats des entreprises du groupe avec des systèmes d'intéressement et de participation.

Des dispositifs de rémunération variable individuelle visent également à rémunérer la performance autour d'objectifs individuels / collectifs.

Chaque société s'assure de l'équité des rémunérations à équivalence de poste et de performance.

Salaires et traitements	37 354 milliers d'euro
Charges sociales	15 272 milliers d'euro

#### Extrait compte de résultat consolidé 2018

En matière de protection sociale, la politique du groupe a pour objectif d'assurer aux membres du personnel et à leur famille l'accès à un système de santé de qualité et de les protéger par un soutien financier dans les moments difficiles.

#### 6.1.5. Organisation du temps de travail

Au sein de chaque société du groupe, l'organisation du temps de travail est définie dans le respect des obligations légales et contractuelles. Dans les sociétés comportant une représentation syndicale, l'organisation du temps de travail a fait l'objet d'accords collectifs.

Les sociétés du groupe s'attachent également à intégrer la flexibilité dans leur organisation du travail : il peut s'agir d'horaires individualisés, d'aménagement des horaires particulier... Dans ce cadre, des salariés ont fait le choix de travailler à temps partiel ou en forfait jours réduits.

En France, plusieurs statuts horaires existent, fonction des accords de branches ou d'entreprise applicables : forfait sans référence horaire pour les cadres dirigeants, forfaits annuels en jours, modalités 1, 2 ou 3 du Syntec, forfaits en heures, 35 heures (hebdomadaires, en moyenne ou avec attribution de JRTT), 39 heures hebdomadaires.

Les entreprises du groupe donnent la priorité aux contrats de travail à temps complet : 96% de l'effectif était employé dans ce cadre.

En France, 13 956 heures supplémentaires ont été réalisées, soit l'équivalent de 3 heures mensuelles par salarié dont le temps est géré en heures.

Heures et taux d'absentéisme maladie en France :

IC	ETAM	Ouvrier	Total
9 479	9 058	4 207	22 744
1,2%	2,2%	2,6%	1,6%

Par ailleurs, 5671 heures d'absence pour congé maternité ou paternité ont été enregistrées ainsi que 784 heures liées aux accidents du travail.

#### 6.1.6. Formation

La politique de formation a pour objectifs principaux de transmettre les savoirs et savoir-faire du groupe, de maintenir à un haut niveau les compétences des équipes afin de répondre aux attentes de nos clients et rester un partenaire reconnu par eux.

L'offre de formation concerne différents domaines d'expertise. Elle intègre des formations « métiers » et des sessions dédiées au management. Les actions de formation comportent un dispositif d'évaluation qui permet d'en mesurer l'impact. Les heures de formation ont concerné l'ensemble des catégories socioprofessionnelles.

Heures de formation (sécurité comprise) :

IC	ETAM	Ouvrier	Total
5 527	2 536	2 611	10 674

Rapporté à l'effectif total fin d'année de chaque catégorie, le nombre moyen d'heures de formation par catégorie était le suivant :

IC	ETAM	Ouvrier	Total
11	10	27	12,5

#### 6.1.7. Santé et sécurité

La protection de la santé et la sécurité sont des axes prioritaires de la politique générale des entreprises du groupe. Son objectif est de tout mettre en œuvre pour assurer la sécurité et la santé des personnes qui contribuent à l'activité du groupe là où elles opèrent.

Elle vise à anticiper et prévenir les risques liés au travail, y compris les risques psychosociaux et à assurer la qualité des conditions d'hygiène, de sécurité, de santé et de qualité de vie au travail.

Différentes actions (sensibilisation, prévention, formation adaptées à l'environnement des différentes activités) ont été engagées. Ces actions couplées à l'engagement des équipes au sein des entreprises ont permis d'aboutir à un nombre d'accidents de travail limité.

Des réunions de CHSCT étaient organisées chaque trimestre dans les sociétés dont l'effectif permettait la mise en place de cette structure.

Accidents avec arrêt France.

AT	Tx fréquence*	Tx gravité**	AT mortels	AT trajet
8	5,7	0,08	0	13

<sup>\*</sup> ratio nombre d'accidents de travail avec arrêt x 1 million/nombre d'heures travaillées.

1 déclaration de maladie professionnelle a été faite en 2018. (Syndrome du canal carpien, tableau n°57).

#### 6.1.8. Qualité de vie au travail

Les entreprises du groupe ont pour objectif de mettre à disposition des espaces de travail modernes afin de développer les synergies, mieux partager l'information au sein des équipes et fluidifier l'information.

Elles veillent également à l'équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle. Elles répondent ainsi favorablement, autant que faire se peut, aux demandes des salariés qui souhaitent travailler à temps partiel ou selon un forfait jours réduit.

Afin de faciliter la conciliation vie professionnelle/vie personnelle, des entreprises ont pu proposer la réservation de places de crèche. Le groupe prend en compte la parentalité des salariés en lien avec le respect de l'égalité professionnelle hommes/femmes. Il veille ainsi à favoriser un environnement de travail favorable à la reprise du travail à l'issue des congés maternité/paternité.

<sup>\*\*</sup> ratio nombre de jours d'arrêt consécutifs à un accident de travail x 1 000/nombre d'heures travaillées.

#### **6.1.9. Relations sociales**

Le groupe veille au respect de la liberté d'association et de représentation des salariés, à l'indépendance et au pluralisme des organisations syndicales, et exerce une politique contractuelle active là où une représentation syndicale a été constituée.

En France, des instances représentatives du personnel sont en place conformément aux dispositions légales.

Les entreprises du groupe veillent à maintenir et de développer un dialogue social fondé sur l'écoute et le respect, avec une attitude de neutralité à l'égard des différentes organisations syndicales.

Dans les entreprises où elles sont en place, les instances représentatives du personnel contribuent, notamment avec les instances en charge de l'hygiène, de la santé sécurité et des conditions de travail, à la qualité du dialogue social et à la recherche de solutions adaptées.

Dans les sociétés où il n'existe pas d'instance représentative du personnel, le dialogue social est exercé directement avec les salariés, dans un souci de transparence et de confiance.

Les accords collectifs négociés et signés traduisent la réalité d'un dialogue social décentralisé qui prend en compte les réalités locales. En France, dans les deux sociétés comportant une représentation syndicale, 7 accords ont été signés portant sur les salaires, le droit à la déconnexion, l'organisation du temps de travail, l'articulation entre vie personnelle et professionnelle, l'adoption du vote électronique et la mise en place du nouveau CSE (comité social et économique).

#### 6.1.10. Égalité de traitement

Le groupe réaffirme sa volonté d'assurer une égalité de traitement entre les personnes en prenant en compte des critères objectifs comme les compétences et les résultats, et de prévenir les discriminations, directes ou indirectes, conscientes ou inconscientes, notamment relevant des origines réelles ou supposées des personnes.

Les entreprises du groupe prennent ainsi uniquement en compte des critères professionnels et s'appuient sur des processus RH garantissant l'égalité de traitement. Elles préviennent toute forme de discrimination (à l'embauche, dans les relations de travail et dans les évolutions de carrière) qu'il s'agisse de mixité professionnelle, d'emploi des personnes en situation de handicap, issues de l'immigration, ou en matière de gestion des âges.

La nature très technique des métiers du groupe s'est historiquement traduite par une faible part des femmes dans les effectifs des sociétés du groupe. Des accords ou des plans d'actions ont été mis en œuvre avec pour objectif de faire progresser la mixité dans les métiers.

Cependant dans certains métiers, les entreprises peinent toujours à avoir des candidatures de femmes. Ainsi, dans les métiers de la conception qui représentent 49% de l'effectif/métiers du groupe, la part des femmes n'est que de

10,7%. Le secteur de l'ingénierie est plus affecté par cette spécificité.

Effectif féminin par catégorie au 31 décembre 2018 et part dans l'effectif de la catégorie :

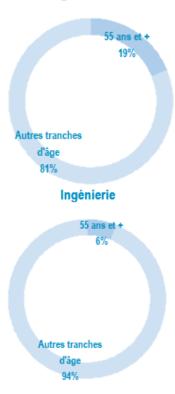
IC	ETAM	Ouvrier	Total
84	64	27	175
17%	25%	28%	

Le maintien dans l'emploi des séniors et leur possibilité d'évolution font partie intégrante de la politique sociale des entreprises du groupe. Elles veillent à permettre aux salariés plus âgés de se maintenir et d'évoluer dans l'emploi.

À compétence égale, le critère d'âge n'est pas considéré comme un critère discriminant que ce soit en matière d'emploi, de promotion, ou d'évolution. En outre, les différents accords ou plans de contrats de génération mis en place par les entreprises fixent des objectifs de recrutement et de maintien dans l'emploi pour les séniors.

Au terme de l'année 2018, les entreprises du groupe employaient ainsi 12% de salariés âgés de 55 ans et plus avec la répartition suivante selon les secteurs d'activité :

#### Energie et industrie



A l'attention des personnes en situation de handicap, la politique du groupe vise à permettre aux personnes concernées de conserver leur poste de travail en l'aménageant si nécessaire et de développer leurs compétences.

En France, la législation a fixé une obligation d'emploi pour les sociétés employant au moins 20 salariés.

Les sociétés concernées s'acquittent de leur obligation en employant en interne des personnes en situation de handi-

cap, en confiant de l'activité au secteur protégé, en versant une contribution à l'AGEFIPH.

# **6.1.11.** Informations relatives aux plans de réduction des effectifs

Le groupe n'a engagé aucun plan de réduction d'effectifs en 2018.

Lors des opérations de croissance externe, le groupe veille à maintenir les équipes en place.

#### 6.2. Informations sociétales

# 6.2.1. Impact territorial, économique et social lié à l'activité de la société

Principalement implanté dans l'immense territoire économique de la région parisienne, le groupe n'est pas un acteur économique significatif dans cette zone. A ce titre, il ne contribue pas à l'emploi au niveau local.

L'activité des entreprises du groupe n'a pas d'effet significatif sur les populations locales.

# 6.2.2. Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la société

Le groupe a défini dans une charte les principes selon lesquels le mécénat s'exerce.

Il attache une grande importance au dialogue avec les différents interlocuteurs concernés par son activité (salariés, actionnaires, partenaires professionnels ou commerciaux, fournisseurs...).

#### **6.2.3.** Sous-traitance et fournisseurs

Le groupe travaille avec de nombreux fournisseurs pour couvrir ses besoins en matières premières, sous-traitance, emballages et équipements de production.

Il développe une relation équilibrée et pérenne avec les sous-traitants et fournisseurs dans le respect des enjeux sociaux et environnementaux.

Il leur demande de respecter les exigences sociales (concernant la liberté du travail, la discrimination, le harcèlement, le travail des enfants, les rémunérations, le temps de travail, la liberté syndicale, l'hygiène et la sécurité...), environnementales (réduction des impacts environnementaux, utilisation de technologies respectueuses de l'environnement, réduction des déchets, respect des réglementations et normes) et de la lutte anti-corruption.

#### 6.2.4. Loyauté des pratiques

Le groupe veille à agir en toutes circonstances dans le respect de ses principes éthiques et à se conformer aux lois et règlements en vigueur dans tous les pays où il est présent. La charte éthique proscrit toute forme de corruption et définit les exigences relatives à l'application des Lois, au respect des droits fondamentaux, respect du droit de la concurrence, à la lutte contre la corruption, à la neutralité politique etc...

#### 6.3. Conséquences environnementales de l'activité du groupe en 2018

Conformément à l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, les conséquences environnementales de l'activité de ICE Groupe en 2018 sont présentées ci-dessous.

6.3.1. Politique générale en matière environnementale

ICE Groupe s'attache à réaliser son activité dans le respect de l'environnement et incite l'ensemble de ses entités à avoir une démarche environnementale proactive. La direction de ICE Groupe a la charge de coordonner l'ensemble des actions environnementales. Le rôle de chargé de RSE Groupe est exercé par le secrétaire général, en lien avec des correspondants RSE au sein de chaque filiale.

La nature décentralisée conférant une grande autonomie opérationnelle aux sociétés du groupe explique que de nombreuses bonnes pratiques et actions de sensibilisation sont menées à l'échelle de la filiale, à l'initiative de sa direction.

Parmi les 18 sociétés composant le groupe, ICE et Médiane Système (représentant 53% des effectifs totaux au 31 décembre 2018) sont certifiées ISO 14001. Leurs directions s'engagent à mettre en place les ressources et à effectuer les évolutions de l'organisation jugées nécessaires au responsable qualité et environnement et aux pilotes des processus, afin qu'ils atteignent leurs objectifs.

# 6.3.2. Usage des biens et services produits par l'entreprise

Les technologies numériques, développées (par ICE et Médiane Système) puis intégrées (par ICE et OTN) notamment dans les fabrications des produits PCCN (palier contrôlecommande numérique) pour ENEDIS et Electre pour RTE, permettent d'exploiter une production massive d'énergie d'origine nucléaire ou renouvelable (« Smart grids »).

Dans ce cadre, exerçant des missions de service public, ces deux clients historiques majeurs sont garants d'un haut niveau de qualité de desserte de l'électricité sur tous les territoires pour l'ensemble des citoyens et mènent à ce titre une politique volontariste répondant aux objectifs du Plan Climat de juillet 2017.

D'une façon générale, ICE Groupe a un lien fort avec le secteur électrique français, un des plus faibles émetteurs de CO2 par kWh et par euro de PIB des pays de l'OCDE.

#### 6.3.3. Nos indicateurs d'impact environnemental en 2018

Indicateur	2018	Unité
Utilisation des sols		
Supercifie totale (construits utilisés)	26 289	m²
Electricité		
Consommation annuelle	1 611 329	kWh
Gaz naturel		
Consommation annuelle	1 771 221	kWh
Déchets		
% de salariés pratiquant le tri sélectif	81%	
Quantité totale de déchets valorisés	74 388	kg
Quantité totale de D3E ou DID enlevés par un prestataire	8 912	kg
Papier		
Quantité totale de papier consommé	11 539	kg
Part de papier recyclé	27%	
Eau		
Consommation annuelle	6 787	m3
Déplacements professionnels		
Moyenne des émissions de CO2 de la flotte de véhicules de société	111	g CO2 / km
Kilométrage parcouru par les véhicules de société	1 802 010	km
Heures d'avion	2 702	h
Heures de train	4 606	h

Périmètre : France et Europe

Les déchets sont essentiellement produits dans le cadre de l'activité des sociétés de la branche Energie et Industrie du groupe. Ils correspondent typiquement à des matières telles

que du bois ou du métal et à des composants tels que des câbles ou des écrans.

Sauf exception, ils sont régulièrement enlevés et valorisés par des prestataires spécialisés ou, comme pour les D3E, font l'objet d'une déclaration annuelle du tonnage d'EEE mis sur le marché et d'une redevance proportionnelle d'abonnement à un organisme de collecte et traitement des D3E "toutes origines".

#### 6.3.4. Rejets dans l'air et gaz à effet de serre

Les activités réalisées sur les sites du groupe ne sont à l'origine d'aucun rejet significatif de polluants dans l'atmosphère.

Etant donné l'activité des sociétés du Groupe, la plupart des entreprises de services intellectuels étant faiblement consommatrices de matières ou d'énergie, la première source d'émissions directes de gaz à effet de serre provient selon notre analyse des déplacements réalisés par les salariés dans le cadre de leur trajet quotidien domicile-travail. Dans ces conditions, nous nous sommes attachés à quantifier ces émissions, afin d'être en mesure d'agir en cas d'anomalies constatées.

# 6.3.5. Collecte des données relatives aux déplacements des salariés

La collecte des données auprès des salariés du Groupe a été réalisée à travers un questionnaire administré dans chaque filiale française par un référent RSE local. Les réponses ont été centralisées et synthétisées par le secrétaire général du groupe. L'échantillon de 726 collaborateurs ayant répondu au questionnaire (représentant 89% de l'effectif total en France au 31 décembre 2018) a été considéré comme suffisant pour extrapoler à l'ensemble des salariés du Groupe basés en France. Les émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements des visiteurs ainsi que ceux liés aux transports en commun et à l'avion n'ont pas été estimées, le degré d'incertitude s'avérant trop élevé.

Les résultats présentés correspondant à une démarche de « meilleur effort » et comportent une part jugée raisonnable d'approximations et d'extrapolations.

Emissions de CO2 liées aux déplacements (tonnes)	2018
Trajets domicile-travail	
Voitures personnelles	648.4
dont : salariés en assistance technique	178.2
Deux roues motorisés	11.0
Covoiturage	18.3
Autres trajets professionnels	
Voitures personnelles	53.2
Taxis	2.4
Véhicules de société	162.6
Total	895.9
Soit, par salarié	1.1

Périmètre : France

Mode de transport domicile-lieu de travail	% d'utilisateurs	% du total des km
Voiture	83%	76%
Deux roues motorisé	3%	1%
Transports en commun (route)	10%	4%
Transports en commun (ferré)	18%	12%
Marche	12%	1%
Vélo	8%	1%
Covoiturage	4%	4%
Télétravail	5%	-

Péri	mètr	е:	Frai	псе

Indicateur		Unité
Trajets domicile-travail		
Distance moyenne aller-retour	43	km / jour
Distance totale	6 951 052	km / an
Voitures particulières		
Puissance fiscale moyenne	6.0	CV
Taux de CO2 moyen	125	g / km
Deux roues motorisés		
Puissance fiscale moyenne	6.9	CV
Consommation moyenne	5.8	litres / 100 km

Périmètre : France

L'enquête montre également que la distance moyenne parcourue par les salariés basés en lle-de-France dans le cadre des trajets domicile-travail est supérieure à la moyenne du groupe. Les motorisations à essence ou diesel représentent plus de 98% des voitures personnelles des collaborateurs. Leur taux moyen d'émissions de CO2 de 125 grammes par kilomètre est comparable à celui des véhicules neufs vendus en France en 2012 (source : Ademe).

# 6.3.6. Mesures prises relatives à la lutte contre le gaspillage alimentaire

ICE Groupe ne transforme et ne commercialise pas de denrées alimentaires. Par ailleurs, seules 2 des 21 implantations géographiques du Groupe, représentant 21% de l'effectif consolidé à fin 2018, disposent d'un restaurant d'entreprise (sans préparations réalisées en interne). A ce titre, compte tenu du faible enjeu que constitue le gaspillage alimentaire pour le Groupe, il n'y a pas de plan d'action spécifique engagé sur ce sujet, au-delà des mesures de vigilance et de bon sens que le Groupe exerce sur l'ensemble de ses consommations et déchets. Celle qui a son propre restaurant d'entreprise et donc gère ses déchets alimentaires, pratique via des personnels de bonne volonté des distributions de plats non consommés à des SDF et de déchets de pain à des éleveurs de volailles.

# Correspondance avec la liste des indicateurs Grenelle II (Article R. 225-105-1 du Code de commerce)

Pour être retenus, les indicateurs ont dû à la fois être pertinents pour les métiers de ICE Groupe et calculables de façon fiable. Ont été considérées comme non pertinentes dans le cadre du présent rapport :

- les mesures prises pour préserver la biodiversité ;
- les mesures d'adaptation aux conséquences du changement climatique ;
- les nuisances sonores et lumineuses.

# 7. Assemblée générale 2019

#### 7.1. Ordre du jour

- Rapport de gestion du Directoire pour l'exercice 2018,
- Rapport du Conseil de surveillance pour l'exercice 2018,
- Lecture des rapports des Commissaires sur les comptes consolidés et sociaux de cet exercice et sur les conventions visées par l'article L 225-86 du Code de commerce,
- Approbation desdits comptes et conventions,
- Affectation des résultats,
- Fixation des jetons de présence du Conseil de surveillance,
- Renouvellement des mandats de M. Gérard Neveü et Mmes Marie-Laure Neveü-Gohier et Laurence Boulard en tant que membre du Conseil de surveillance,
- Nomination de M. Arnaud Boulard en qualité de membre du conseil de surveillance,
- Autorisation donnée au Directoire de faire procéder à l'attribution gratuite à un mandataire social d'actions à émettre,
- Délégation de compétence au Directoire en vue de permettre la réalisation d'une augmentation de capital réservée aux salariés.

### 7.2. Résolutions présentées par le directoire

#### 7.2.1. Résolutions relevant de l'assemblée ordinaire

# RÉSOLUTIONS 1, 2, 3 ET 4 : APPROBATION DES COMPTES ANNUELS, AFFECTATION DU BÉNÉFICE DE L'EXERCICE 2018, FIXATION DU DIVIDENDE

#### Exposé des motifs

Après sa stabilisation de l'année dernière, nous vous proposons un dividende unitaire de 0,84 euro, en augmentation de +2,43% sur l'exercice précédent. Le montant global affecté aux 1 132 400 actions existantes serait donc de 951 216 euro.

Il est rappelé que, pour tous les actionnaires personnes physiques résidant en France, les distributions de dividendes sont soumises depuis 2018 au prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 30%, se répartissant entre un prélèvement fiscal forfaitaire de 12,8% (pouvant être supprimé si le revenu fiscal de référence ne dépasse pas 50.000 euro pour un célibataire, divorcé ou veuf et 75.000 euro pour un couple) et des prélèvements sociaux de 17,2%. Par ailleurs, il leur est toujours possible d'opter pour l'imposition au barème progressif, ce qui permet de continuer à profiter de l'abattement de 40%. Comme le prévoit la Loi, nous vous rappelons que les distributions effectuées au titre des trois derniers exercices ont été les suivantes :

En euro	Brut	Retenue (1)	Net (2)
2015	905 920.00	-140 417.60	765 502.40
2016	928 568.00	-143 928.04	784 639.96
2017	928 568.00	-278 570.40	649 997.60

(1) Retenue de 15,5% de prélèvement sociaux en 2015 et 2016.
Prélèvements à la source, social 17,2% & fiscal 12,8% en 2017.
(2) Prélèvement à la source obligatoire et non libératoire en 2015 et 2016

Montants théoriques appliqués aux résidents français et hors PEA.

Nous vous proposons donc que le bénéfice de 1 949 154,48 euro et le report à nouveau antérieur de 1 003 853,63 euro, soit au total 2 953 008,11 euro, soient répartis de la façon suivante :

951 216,00
1 000 000,00
1 001 792,11
2 953 008,11

#### Première résolution

# Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2018 et quitus

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du directoire, du rapport du conseil de surveillance et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice 2018, approuve ces rapports dans leur intégralité, ainsi que les comptes consolidés de l'exercice 2018 tels qu'ils ont été arrêtés par le directoire et présentés à l'assemblée générale.

En conséquence, l'assemblée générale donne aux membres du directoire et du conseil de surveillance quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice écoulé.

#### Deuxième résolution

# Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2018 et quitus

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du directoire, du rapport du conseil de surveillance et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux de l'exercice 2018, approuve ces rapports dans leur intégralité, ainsi que les comptes sociaux de l'exercice 2018 faisant ressortir un bénéfice net de 1 949 154,48 euro, contre 3 835 033,61 euro au 31 décembre 2017.

En conséquence, l'assemblée générale donne aux membres du directoire et du conseil de surveillance quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice écoulé.

#### Troisième résolution

#### Conventions réglementées

L'assemblée générale prend acte du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L 225.86 du code de commerce.

#### Quatrième résolution

#### Affectation des résultats et fixation du dividende

L'assemblée générale décide d'affecter les bénéfices distribuables à savoir :

- bénéfice de l'exercice 2018	1 949 154,48
- report à nouveau antérieur	1 003 853,63
soit un total de :	2 953 008,11

de la façon suivante :

- dividendes	951 216,00
- réserves facultatives	1 000 000,00
- report à nouveau	1 001 792,11
soit un total de :	2 953 008,11

Le dividende ressort donc à 0,84 euro pour chacune des 1.132.400 actions de 10 euro de nominal.

Il est précisé que, pour tous les actionnaires personnes physiques résident en France, les distributions de dividendes sont soumises à partir de 2018 au prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 30%, se répartissant entre un prélèvement fiscal forfaitaire de 12,8% (pouvant être supprimé si le revenu fiscal de référence ne dépasse pas 50.000 euros pour un célibataire, divorcé ou veuf et 75.000 euros pour un couple) et des prélèvements sociaux de 17,2%. Par ailleurs, il leur est toujours possible d'opter pour l'imposition au barème progressif, ce qui permet de continuer à profiter de l'abattement de 40%.

Ce dividende sera mis en paiement à l'issue de l'assemblée générale.

Conformément à l'article 243 bis de la loi 2006-1719 du 30 décembre 2005, il est rappelé que le montant du dividende distribué au titre des 1 132 400 actions a été :

En euro	Brut	Retenue (1)	Net (2)
2015	905 920.00	-140 417.60	765 502.40
2016	928 568.00	-143 928.04	784 639.96
2017	928 568.00	-278 570.40	649 997.60

(1) Retenue de 15,5% de prélèvement sociaux en 2015 et 2016.
Prélèvements à la source, social 17,2% & fiscal 12,8% en 2017.
(2) Prélèvement à la source obligatoire et non libératoire en 2015 et 2016.

Montants théoriques appliqués aux résidents français et hors PEA.

# RÉSOLUTIONS 5, 6, 7, 8 ET 9 : RENOUVELLEMENT DES MANDATS DE TROIS MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE, REMPLACEMENT ET NOMINATION D'UN NOUVEAU MEMBRE AU CONSEIL DE SURVEILLANCE ET FIXATION DES JETONS DE PRÉSENCE

#### Exposé des motifs

Jetons de présence

Comme les dividendes, augmentés de +3,9% en 2016 et +2,5% en 2017 puis stables l'année dernière, les jetons de présence, avaient été conservés à l'identique en 2018. Il vous est proposé pour cet exercice une légère majoration des jetons de présence du Conseil de surveillance, à l'instar des dividendes.

Renouvellement des mandats de trois membres du Conseil de surveillance et remplacement d'un quatrième Les mandats de Mesdames Marie-Laure Neveü-Gohier et Laurence Boulard et de Messieurs Gérard Neveü et Daniel Boulard ont été renouvelés en avril 2013 et viennent à expiration avec la présente assemblée du 26 avril 2019. Ils sont candidats pour un renouvellement de leurs mandats à l'exception de Monsieur Daniel Boulard. Son fils, Monsieur Arnaud Boulard, est candidat pour un mandat en tant que membre du conseil de surveillance.

#### Cinquième résolution

Fixation du montant des jetons de présence

L'assemblée générale décide de fixer globalement le montant des jetons de présence du Conseil de surveillance à 49 420 euro pour l'exercice en cours.

#### Sixième résolution

Renouvellement du mandat de M. Gérard Neveü en qualité de membre du conseil de surveillance

L'assemblée générale renomme M. Gérard Neveü membre du conseil de surveillance. Le mandat de M. Gérard Neveü d'une durée de six ans expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2024.

#### Septième résolution

Renouvellement du mandat de Mme Marie-Laure Neveü-Gohier en qualité de membre du conseil de surveillance

L'assemblée générale renomme Mme Marie-Laure Neveü-Gohier membre du conseil de surveillance. Le mandat de Mme Marie-Laure Neveü-Gohier d'une durée de six ans expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2024.

#### Huitième résolution

Renouvellement du mandat de Mme Laurence Boulard en qualité de membre du conseil de surveillance

L'assemblée générale renomme Mme Laurence Boulard membre du conseil de surveillance. Le mandat de Mme Laurence Boulard d'une durée de six ans expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2024.

#### Neuvième résolution

Nomination de M. Arnaud Boulard en qualité de membre du conseil de surveillance

L'assemblée générale prend acte du souhait de M. Daniel Boulard de non-renouvellement de son mandat et nomme M. Arnaud Boulard membre du conseil de surveillance. Le mandat de M. Arnaud Boulard d'une durée de six ans expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2024.

#### 7.2.2. Résolutions relevant de l'assemblée extraordinaire

# RÉSOLUTIONS 10 ET 11 : SUBSTITUTION DUNE ATTRIBUTION CONDITIONNELLE D'ACTIONS DE PERFORMANCE ET AUGMENTATION DE CAPITAL RESERVEE AUX SALARIES

#### Exposé des motifs

#### Attribution d'actions de performance (ACAs)

La mise en œuvre postérieure à la 7ème résolution de l'Assemblée Générale de 2016 relative à l'attribution d'actions de performance n'ayant pas été faite en raison de la complexité des formalités induites, il est préférable de l'abandonner purement et simplement pour la remplacer par une nouvelle autorisation identique.

En effet, le Conseil de surveillance de la société continue de souhaiter l'attribution d'actions de performance au président du Directoire, dans le cadre d'une autorisation votée par l'Assemblée Générale extraordinaire en application du II de l'article L225-197-1 du code de commerce. Comme l'Assemblée l'avait voté en 2016, l'acquisition définitive de cette attribution de 40.000 actions au maximum serait conditionnée au maintien de sa fonction et à la satisfaction simultanée de deux conditions liées à la progression du chiffre d'affaires et à une valeur supérieure à un seuil du résultat courant avant impôts.

Il appartiendra ensuite au Directoire d'utiliser cette autorisation de l'Assemblée dans le délai imparti.

Augmentation de capital réservée aux salariés Nous présentons à l'Assemblée un projet de résolution permettant une éventuelle augmentation de capital réservée aux salariés adhérents d'un Plan d'Epargne d'Entreprise.

#### Dixième résolution

Autorisation donnée au Directoire de faire procéder à l'attribution gratuite à un mandataire social d'actions à émettre, emportant renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du directoire, du rapport du conseil de surveillance et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, décide de substituer à sa décision du 29 avril 2016, dans la septième résolution, la décision équivalente suivante :

- autorise le directoire à procéder, dans le cadre des dispositions de l'article L 225-197-1 et suivants du Code de commerce, en une ou plusieurs fois, au profit du président du directoire, à une attribution gratuite d'actions à émettre de la Société;
- fixe à 38 mois (juin 2022) à compter de la présente Assemblée, la durée de validité de la présente autorisation ;
- décide que le nombre d'actions ainsi attribuées gratuitement, éventuellement par tranches, ne pourra représenter plus de 40.000 actions du capital social constaté au jour de la ou de chaque décision d'attribution par le directoire;
- décide que l'attribution desdites actions à son bénéficiaire deviendra définitive sous réserve de la satisfaction des conditions de performance et critères fixés par le Directoire, au terme d'une période d'acquisition d'un an et étant précisé que le bénéficiaire devra conserver lesdites actions pendant

une durée minimale de deux ans, à compter de leur attribution et que ces actions ne pourront être cédées par l'intéressé avant la cessation de ses fonctions ;

- prend acte que la présente autorisation emporte de plein droit, au profit du bénéficiaire d'actions attribuées gratuitement, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription et à la partie des réserves qui, le cas échéant, servira en cas d'émission d'actions nouvelles ;
- délègue tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de délégation dans les limites légales, pour mettre en œuvre la présente autorisation.

#### Onzième résolution

Délégation de compétence au directoire en vue de permettre la réalisation d'une augmentation de capital réservée aux salariés avec suppression du droit préférentiel de souscription

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, délègue au Directoire tous pouvoirs, conformément aux dispositions de l'article L.225-129 du Code de commerce, de procéder, en une ou plusieurs fois, dans les conditions prévues à l'article L3332 du Code du travail, à une augmentation du capital social en numéraire d'un montant maximum de 30.000 euro réservée aux salariés de la société adhérant au plan d'épargne d'entreprise.

La présente autorisation est consentie pour une durée de 60 mois à compter de ce jour.

#### Assemblée générale 2019 // Résolutions présentées par le directoire

Le nombre total des actions qui pourront être souscrites par les salariés ne devra pas être supérieur à 3% du capital social au jour de la décision du directoire. Le prix de souscription des actions sera fixé conformément aux dispositions de l'article L3332-20 du Code du travail.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au Directoire pour mettre en œuvre la présente autorisation.

Cette autorisation comporte au profit des salariés visés cidessus, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises. La situation particulière de notre société, de son effectif salarié et de ses activités spécifiques est pratiquement inconciliable avec l'existence d'un tel actionnariat ouvert. En conséquence, l'assemblée générale décide de ne pas réserver aux salariés de la société une augmentation du capital social et de ne pas en déléguer pouvoir à son directoire.

#### Douzième résolution

#### Pouvoirs pour formalités

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes pour faire tous dépôts et publications prévus par la loi.

# 7.3. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

A l'assemblée générale de la société ICE Groupe,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-58 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

# Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-86 du Code de commerce.

Fait à Paris, le 27 mars 2019

Les commissaires aux comptes

SOCAUDIT

Hervé-Jérôme BUFFIERE

# Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

En application de l'article L.225-57 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

# Conventions avec la SCI Alfortville Brie Comte Robert (ABCR)

La société ICE Groupe a versé à la société ABCR un loyer de 362 666 € HT au titre de l'exercice dans le cadre du bail commercial pour la location d'un ensemble immobilier sis 10/12, rue du marché et 9/11 et 13, rue Marcel Sembat à Alfortville (94). La taxe foncière afférente à ces locaux, facturée par la société ABCR, s'est élevée à 38 598 €.

La société ICE Groupe a versé à la société ABCR un loyer de 328 682 € HT au titre de l'exercice dans le cadre du bail commercial pour la location d'un ensemble immobilier sis 24, rue Petit de Beauverger à Brie Conte Robert (77). La taxe foncière afférente à ces locaux, facturée par la société ABCR. s'est élevée à 52 538 €.

La société ABCR a également facturé 7 188 € de taxe sur les bureaux à ICE Groupe.

Serge Kubryk Audit
Franck ELBASE

### 7.4. Rapports spéciaux des commissaires aux comptes sur

### (1) l'autorisation d'attribution d'actions gratuites à émettre

### (2) l'augmentation de capital réservée aux adhérents d'un plan d'épargne entreprise

#### (1) Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par l'article L. 225-197-1 du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'autorisation d'attribution d'actions gratuites à émettre au profit des mandataires sociaux de votre société, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer. Le nombre total d'actions susceptibles d'être attribuées au titre de la présente autorisation ne pourra représenter plus de 40 000 actions.

Votre directoire vous propose, sur la base de son rapport, de l'autoriser pour une durée de 38 mois à attribuer des actions gratuites à émettre.

Il appartient au directoire d'établir un rapport sur cette opération à laquelle il souhaite pouvoir procéder. Il nous appartient de vous faire part, le cas échéant, de nos observations sur les informations qui vous sont ainsi données sur l'opération envisagée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté notamment à vérifier que les modalités envisagées et données dans le rapport du directoire s'inscrivent dans le cadre des dispositions prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données dans le rapport du directoire portant sur l'opération envisagée d'autorisation d'attribution d'actions gratuites.

#### (2) Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 225-135 et suivants du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au Directoire de la compétence de décider une augmentation du capital par émission d'actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée aux salariés et anciens salariés adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise de votre société, pour un

montant de 30 000 euros, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Cette augmentation du capital est soumise à votre approbation en application des dispositions des articles L. 225-129-6 du Code de commerce et L.3332-18 et suivants du Code du travail.

Votre Directoire vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer la compétence pour décider une augmentation du capital et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires à émettre. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient au Directoire d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et R. 225-114 du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription, et certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Directoire relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des actions.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'augmentation du capital qui serait décidée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des actions ordinaires à émettre données dans le rapport du Directoire.

Les conditions définitives dans lesquelles l'augmentation du capital serait réalisée n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire lors de l'utilisation de cette délégation par votre Directoire.

Fait à Paris, le 27 mars 2019

Les commissaires aux comptes

SOCAUDIT

Hervé-Jérôme Buffière

Serge Kubryk Audit

Franck ELBASE

### 7.5. Affectation du résultat

En euro	2018	2017
Origines	2 953 008.11	4 932 421.63
Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice	1 003 853.63	1 097 388.02
Résultat de l'exercice	1 949 154.48	3 835 033.61
Affectations	2 953 008.11	4 932 421.63
Réserves facultatives	1 000 000.00	3 000 000.00
Dividendes de 5% sur capital de 11 324 000 €	566 200.00	566 200.00
Complément de dividendes	385 016.00	362 368.00
Report à nouveau	1 001 792.11	1 003 853.63

# 8. Annexes

#### 8.1. Ruban bleu 2018

**CEE Italiana** est ruban bleu



2018 pour sa croissance et ses résultats.

Sous la conduite de Messieurs Alberto Mosconi et Luca Bellotti, **CEE Italiana** a obtenu en 2018 une reprise spectaculaire de son activité, avec une croissance de +53% de ses ventes, des résultats d'exploitation et net en fort rebond (près de 10 fois), avec des marges respectives de 13% et 9,2%.

Monsieur Alberto Mosconi, directeur général durant plus de treize années, est entré début 2019 au Conseil d'administration de CEE Italiana, dont il est devenu le vice-président.

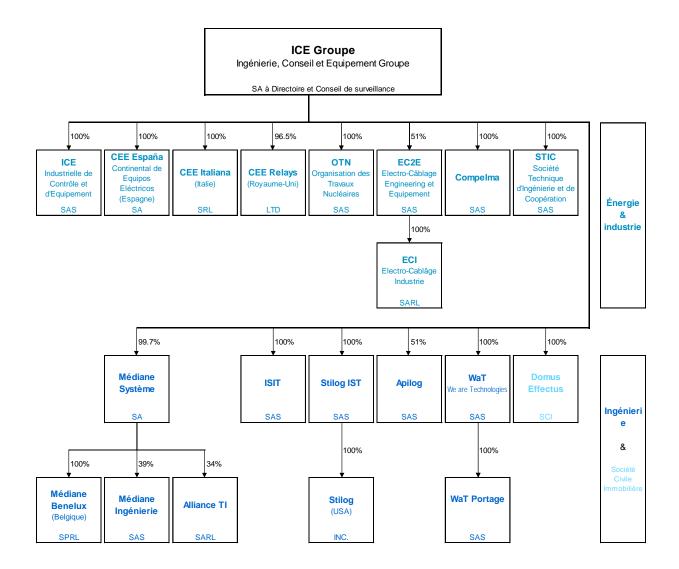


Monsieur Luca Bellotti, qui était directeur général adjoint, est devenu directeur général au début 2019.



CEE Italiana et Monsieur Mosconi sont habitués de cette distinction, l'ayant obtenue quatre fois au cours des quinze dernières années.

## 8.2. Organigramme financier au 31-12-2018



### 8.3. Table de concordance du rapport de gestion

Afin de prendre connaissance des éléments du rapport de gestion, la table thématique suivante permet d'identifier les principales informations prévues par les articles L. 225-100 et suivants, L. 232-1 et R. 225-102 et suivants du Code de commerce.

Rubriques du Rapport de Gestion 2018	Pages
Situation et activité du Groupe en 2018, commentaires sur l'exercice	
Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et du Groupe (incluant notamment les dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents et le montant des revenus)	
éligibles à l'abattement	46-50, 97-98
Faits marquants, évènements récents, perspectives	52
Recherche et développement	28
Comptes sociaux	
Chiffres d'affaires	51
Bilan et compte de résultat de ICE Groupe	75-77
Dettes fournisseurs et clients	51-81
Résultats financiers sur 5 ans	86
Filiales et participations	85
Facteurs de risques	
Risques liés à l'activité	29
Risques juridiques	32
Risques industriels et environnementaux	33
Risques financiers	34
Assurance	36
Gouvernement d'entreprise	
Principes de gouvernance de l'entreprise	38
Liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire	39-41
Rémunération des mandataires sociaux	40
Informations sociales, sociétales et environnementales	
Informations relatives aux questions de personnels et conséquences sociales	88-92
Informations relatives aux engagements sociétaux	93
Informations relatives aux conséquences environnementales de l'activité de la société	94-95
Informations concernant le capital social	
Personnes physiques ou personnes morales exerçant un contrôle sur la société	34
Projet d'attribution d'actions de performance ACAs	34



ICE Groupe est une fédération d'entreprises dont les origines se situent dans les secteurs de l'électromécanique, l'électronique et l'informatique.

La force de notre groupe : des entreprises à taille humaine favorisant la responsabilité et la motivation des équipes ainsi que la relation directe avec les clients.



### 11 rue Marcel Sembat 94146 Alfortville cedex FRANCE

Tél: +33 (0)1 41 79 76 00 - Fax: +33 (0)1 41 79 76 01 contact@icegroupe.com - www.icegroupe.com